

**Commune de  
MOISSIEU-SUR-DOLON**

**Plan Local d'Urbanisme**

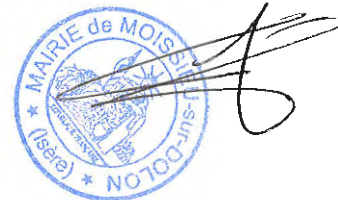
**Modification n° 1**

**1. NOTICE EXPLICATIVE**

**DE LA MODIFICATION N° 1, COMPLETANT LE RAPPORT DE PRESENTATION DE 2008**

Vu pour être annexé  
à la délibération d'approbation  
de la modification n° 1 du P.L.U.,  
en date du 26 octobre 2012.

Le Maire,  
Christian FANJAT



Octobre 2012

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de MOSSIEU-SUR-DOLON a été approuvée le 20 juin 2008.

Le présent dossier expose l'objet et les motifs de la modification n° 1 du PLU.

## I. OBJET

La présente modification n° 1 du PLU porte sur :

- l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU en continuité Est du centre-bourg (Chez Martin),
- la prise en compte de la réforme de la surface de plancher, et autres évolutions législatives ou réglementaires postérieures à l'approbation du PLU de juin 2008,
- des adaptations ponctuelles et mineures du règlement, notamment liées à la pratique du document,
- la suppression de l'emplacement réservé n° 1 et la modification de l'emplacement réservé n° 2,
- la mise à jour de l'annexe concernant les secteurs soumis à des nuisances sonores, liée au nouvel arrêté préfectoral.

Elle apporte des évolutions au niveau des parties suivantes du PLU :

- « Rapport de présentation » (pièce 1), en le complétant par la présente notice explicative,
- « Règlement » sur les pièces suivantes, en vue de les remplacer :
  - Partie écrite (pièce 4.1),
  - Documents graphiques (pièces 4.2.a et 4.2.b),
  - Carnet des emplacements réservés (pièce 4.3),
- « Annexes » (partie de la pièce 5.4), avec l'insertion du nouvel arrêté préfectoral pour les nuisances sonores des voies n° 2011-322-0005 du 18 novembre 2011.

## II. REGLEMENT (partie écrite - pièce 4.1)

Le règlement est modifié sur les points suivants :

### 1. Prise en compte des évolutions législatives et réglementaires depuis l'approbation (juin 2008)

Tels que modifiés par la loi Grenelle 2 depuis le 12 juillet 2010, mais aussi divers décrets récents (dont certains portés pour mémoire dans les rappels du Règlement) :

- Les articles du code de l'urbanisme applicables aux autorisations d'urbanisme (première réforme entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2007) et au lotissement sont corrigés, ainsi que les nouvelles références (L 123-1 7 devenu L 123-1-5 7°, etc.) des précisions apportées (extraits pour la définition des emplacements réservés). L'article L 127-1 est rappelé concernant les majorations pouvant être autorisées pour des programmes comprenant du logement locatif social.
- L'article L 111-3 du code rural dans les dispositions générales est complété par :
  - la précision des références au code de l'environnement pour l'enquête publique,
  - le nom du code dont il est issu puisqu'il relève dorénavant du code rural et de la pêche maritime.
- Concernant le risque sismique (dispositions générales), la commune est classée en zone de sismicité modérée (indice 3) au regard de la nouvelle carte des aléas sismiques en France métropolitaine applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011 ainsi que du décret du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, établis pour l'application des règles parasismiques de construction.
- Le rappel des procédures applicables dans toutes les zones à certaines occupations et utilisations du sol est actualisé,
- Les définitions de bases sont mises à jour :
  - Les « Surface Hors Œuvre Nette » (SHON) et « Surface Hors Œuvre Brute » (SHOB) sont remplacées par la Surface de Plancher (voir justification ci-après).
  - De même, les définitions de l'alignement, des emplacements réservés, de l'alignement, du COS, de la reconstruction à l'identique et de la restauration d'une ruine sont corrigées suite à la modification d'articles du code de l'urbanisme.
- Les articles 5 des chapitres U, A et N réglementant la surface minimale des terrains pour la construction sont corrigés avec la suppression des « 1000 m<sup>2</sup> » exigés pour un système d'assainissement autonome conformément aussi à la nouvelle rédaction du Règlement Départemental Sanitaire ; seul le zonage d'assainissement pourrait comporter des dispositions justifiées sur ce volet.
- Les articles 1 et 2 de la zone A et 2 de la zone N sont précisés conformément aux articles R 123-7 et R 123-8 du code de l'urbanisme modifiés par décret n° 2012-290 du 29 février 2012 pour les « constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics » pouvant être admises dans ces deux zones A et N sous conditions de compatibilité avec l'exercice des activités de ces zones et de non atteinte aux espaces naturels et paysages.

- Deux nouveaux articles 15 et 16 faisant suite au décret du 29 février 2012 pourraient imposer respectivement des obligations aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales, et, en matière d'infrastructures et réseaux de communication électroniques, conformément à l'article R 123-9 du code de l'urbanisme. Dans le cadre de la présente modification, aucune obligation n'est retenue sur la Commune, ces articles non réglementés sont ajoutés au règlement « sans objet ».

#### Rappel : La surface de plancher

La loi Engagement National pour l'Environnement (loi ENE, dite loi Grenelle II) avait prévu que soit unifiée et simplifiée la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme. Suite à l'ordonnance du 16 novembre 2011, au décret du 29 décembre 2011 et à leur entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2012, la surface hors œuvre brute (SHOB) et la surface hors œuvre nette (SHON) sont remplacées par une seule et unique surface dite surface de plancher.

Cette surface de plancher s'entend comme l'ensemble des surfaces de plancher des constructions closes et couvertes, comprises sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 mètre. Ainsi, contrairement à la SHON et à la SHOB, la surface de plancher est calculée à partir du nu intérieur des façades.

Pour mémoire, la SHOB et la SHON étaient utilisées, depuis la loi d'orientation foncière de 1967, pour l'application des dispositions d'urbanisme relatives notamment au champ d'application des autorisations d'urbanisme (permis de construire notamment) ou à la détermination des possibilités de construire sur un terrain.

La nouvelle surface de plancher est plus facile à appréhender pour les particuliers. Le calcul de la SHOB et de la SHON, comptant les murs extérieurs avec des épaisseurs contraignantes, s'est en outre révélé contraire à l'enjeu d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, qui constitue un des axes forts du Grenelle Environnement. Par ailleurs, la non prise en compte des murs extérieurs dans le calcul de la surface de plancher pourrait permettre de dégager un bonus en terme de constructibilité de l'ordre de 10 % en moyenne si les règles d'urbanisme locales restent constantes (hauteur, coefficient d'occupation de sols, distances de retrait...). Cette mesure accompagnera la nécessaire densification des tissus urbains et participera à la lutte contre l'étalement urbain.

La surface de plancher est donc devenu, depuis le 1<sup>er</sup> mars, la surface de référence. Les textes cités précédemment stipulent que les PLU pourront faire l'objet d'une modification simplifiée afin de tenir compte de cette réforme ou ils pourront les intégrer lors d'une procédure de modification ou de révision.

Ainsi, les définitions du règlement sont donc mises à jour, la notion de surface hors œuvre nette (ou SHON), remplacée par la surface de plancher et celle de surface hors œuvre brute (ou SHOB), remplacée par l'emprise au sol. Il est à noter que cette dernière est dorénavant définie par le code de l'urbanisme et, que celle-ci, par application de la circulaire, correspond directement à la surface préalablement donnée par la SHOB, utilisée pour les annexes en particulier, en comprenant un seul niveau en rez-de-chaussée.

## **2. Prise en compte du nouvel arrêté de classement sonore des voies**

Les dispositions générales concernant la prise en compte du bruit sont rectifiées suite à la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Isère.

La liste des infrastructures concernées de la commune mentionnées dans l'arrêté préfectoral n° 2011-322-0005 du 18 novembre 2011 (annulant et remplaçant celui du 22 février 1999) n'est pas modifiée.

## **3. Application de l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme**

Un article 6 est ajouté à la première partie des Dispositions générales. Il rappelle l'article R 123-10-1 du code de l'urbanisme. Le règlement s'oppose, au chapitre concernant les zones AU indicées (a et b), à cette disposition visant à appliquer les règles à l'ensemble du projet. En effet, les opérations pouvant se développer dans les zones AU indicées ne doivent pas porter atteinte à une équité des règles en interne d'un lotissement par exemple vis-à-vis des parcelles extérieures mitoyennes qui devront respecter les articles 6 et 7 en particulier. Le principe est rappelé en section I du chapitre AU indicées et en section II aux articles 6 et 7.

Cela signifie que la demande de permis ou de déclaration devra respecter l'ensemble des règles édictées par le règlement du PLU à chacun des terrains issus de la division, en matière de densité et de prospects en particulier par rapport à la voie et aux limites séparatives.

## **4. Nouvelle définition de base**

La définition des secteurs de mixité sociale est ajoutée. En effet, le projet de modification prévoit une servitude dite de mixité sociale affectée à l'ensemble de la zone AUa ouverte à l'urbanisation dans le cadre de la présente procédure.

Ainsi, l'effort de diversification de l'offre de logements sera porté, non seulement par la Commune (emplacement réservé n° 2 notamment), mais aussi par l'opération à réaliser où le programme de logements devra comprendre une part de logements locatifs aidés ou en accession sociale. La part s'applique par un pourcentage de surface de plancher à destination de l'habitation théorique (soit le maximum) fixé à l'article 2 du chapitre AUa.

## **5. Surface de plancher et emprise au sol des articles 2 et 12 des chapitres**

Les règles sont reprises pour substituer la surface de plancher et/ou l'emprise au sol à la SHON et/ou à la SHOB suivant l'objectif ou le principe du PLU.

L'article U 12 des chapitres des zones U, AU indicées et N est modifié pour définir le besoin en stationnement en fonction de la surface de plancher projetée et de sa vocation plutôt qu'au regard du nombre de logements suite aux évolutions des informations obligatoirement portées aux demandes des autorisations ou de renseignements d'urbanisme. Les ratios ont été définis sur une base minimale en particulier pour l'habitation avec des tranches de 30 m<sup>2</sup> en général. Pour le logement locatif social, la règle maximale autorisée par le code de l'urbanisme est inscrite soit une place par logement.

## **6. L'article 7 de la zone U et ceux des zones AU indicées, A et N**

Les dispositions concernant les implantations des constructions par rapport aux limites séparatives sont très restrictives. Au regard des enjeux soulevés par les dernières lois et repris également par le projet de SCOT de la Région urbaine de Grenoble (voir chapitre VI) d'une gestion économe du foncier et d'une densification des tissus urbains, la Commune souhaite permettre des extensions de maisons et des implantations d'annexes y compris sur de petites parcelles en particulier, mais aussi des constructions principales nouvelles sur limite séparative. Cette volonté est cependant encadrée par le principe de préserver une qualité de vie de chacun vis-à-vis de ses voisins et une densité décroissante du centre-bourg vers les hameaux, c'est-à-dire des secteurs Ua, Ub vers Uc.

Ainsi, l'article 7 de la zone U, pour les secteurs Ua et Ub, ouvre la possibilité de construire sur limite séparatives :

- un bâtiment et non pas seulement une annexe en secteur Ub,
- jusqu'à une hauteur de 4 mètres plutôt que 3,50 mètres, ou plus pour une extension (principe inchangé) mais aussi pour une construction adossée à une construction déjà sur limite sous réserve d'une contiguïté des façades avec une marge de 2 mètres au plus de décalage,
- sur une ou plusieurs limites en Ua (maintenue sur une seule en Ub) et interdit en Uc,
- sur une longueur de 10 mètres sur limite en Ub à l'identique du secteur Ua (et non plus 5 mètres),

De même, pour faciliter l'intégration des petites annexes dans les terrains bâtis, celles inférieures à 7 m<sup>2</sup> d'emprise au sol pourront être implantées différemment que sur limite ou en recul d'au moins 4 mètres pour être notamment adossées visuellement à une haie soit en recul d'environ 1 à 2 mètres par exemple.

Ces nouvelles dispositions sont déclinées au chapitre des zones AU indicées (a et b), ainsi que A et N mais seulement pour le dernier point relatif aux petites annexes.

## **7. Précisions apportées aux articles 11 sauf AU stricte**

Il est proposé sur l'ensemble du territoire (sauf zones AU strictes, sans construction, donc annexes possibles) pour les annexes inférieures à 7 m<sup>2</sup> de déroger également sur leur aspect et leur pente de toiture sous réserve d'une intégration globale à l'environnement afin de pouvoir autoriser des systèmes à assembler de moindre coût, mais devant se limiter à de petits volumes discrets dans le jardin.

Les clôtures sont l'objet d'expressions diverses en fonction du type retenu (grillage, grille ou bois surmontant ou non un muret) et des nombreux modèles existants, accentuées par l'utilisation de canisses ou toiles occultantes. La Commune souhaite donc répondre à la demande de davantage d'intimité sur les parcelles sans créer un cloisonnement trop minéral dans le paysage du village rural de Mossieu-sur-Dolon.

Les murs en clôture, en particulier en bordure des voies, identifient une forme traditionnelle de fermeture du terrain bâti. Aussi, ce dispositif est proposé non seulement en prolongement de bâti existant à l'alignement et en Ua regroupant les « noyaux anciens », mais est généralisé avec une hauteur maximale de 1,50 mètre y compris couverture, ou celle d'un mur existant dans le cas d'un prolongement en zones U et AU indicées.

Le paragraphe est complété pour les murs de soutènement en zones U. En effet, la topographie du territoire communal et la nature des sols ont conduit à l'aménagement de voies en particulier, avec des profils en déblais et des profils mixtes (déblai / remblai) créant des talus importants naturellement végétalisés. Aussi, une hauteur totale de la partie minérale peut être portée à 1,70 mètre pour les murs de soutènement pour faciliter l'aménagement des parcelles.

La question des constructions bioclimatiques ou en faveur du développement durable (matériaux, énergie, performance énergétique, gestion alternative des eaux pluviales, etc.) fait l'objet d'une partie spécifique. Elle est composée de quatre paragraphes et ajoutée en fin des articles 11 (sauf zones AU strictes, sans construction possible) pour déroger aux règles définies pour les projets visant un objectif de développement durable comme le prévoit la loi Grenelle 2, mais en précisant les conditions d'autorisation de ce type de projet qui doit s'inscrire dans la cohérence de la lecture des constructions mais aussi du paysage environnant.

## **8. Ouverture à l'urbanisation de la zone AU du centre-bourg**

L'ouverture à l'urbanisation de la zone AU du centre-bourg « Chez Martin » se traduit par le classement en zone AUa.

Dans les dispositions générales, le paragraphe définissant « les divisions du territoire en zones » est donc complété avec la zone AUa.

Le chapitre des zones AU indicées est également complété par cette nouvelle zone AUa, y compris le nom des articles et introduction. Tel qu'évoqué précédemment au point 3 et 4, le règlement s'attache conjointement aux principes définis dans les « orientations d'aménagement » à fixer un programme et une qualité globale de l'opération.

Si l'article 2 conditionne les autorisations à une taille minimale d'opération de 10 000 m<sup>2</sup> de terrain pour la zone AUb, il prévoit que pour la zone AUa, le projet porte sur la totalité de la zone et respecte l'aménagement global et la cohérence définis dans les Orientations d'aménagement du PLU de 2008 (non modifiées). En effet, il est indispensable de disposer d'une vision globale pour plusieurs raisons qui ont conduit à ce choix, même si l'opération comprend des phases successives.

Le programme de logements doit proposer une variété de formes de logements, mais aussi de types avec des logements dits abordables c'est à dire en locatif aidé ou en accession sociale. L'alinéa 4 fixe à un minimum de 20 % des surfaces de plancher potentielles affectées à des logements locatifs sociaux principalement et éventuellement en accession sociale. Globalement, au regard du COS de 0,25 en AUa arrêté à l'article 14 et d'une surface d'environ 4 hectares, plus de 2 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher devront être destinés à des logements « abordables », soit une estimation de 25 logements sur la base d'une surface moyenne de 80 m<sup>2</sup> par logement, voire 30 logements de 65 m<sup>2</sup>. Aussi, les « orientations d'aménagement » ayant privilégié des secteurs de densités différentes, ces logements risquent d'être organisés en dehors des « secteurs de lots libres ». Il est donc nécessaire d'équilibrer le programme sur la totalité de la zone AUa.

De même, la réalisation des équipements collectifs à la zone (réseaux et voirie, gestion des eaux pluviales) prenant en compte les équipements publics existants et la pente naturelle du site justifie que l'opération se développe dans son ensemble.

L'article 3 est rectifié pour la largeur minimale des voies de desserte fixée à 8 mètres pour les voies principales « traversantes » (maillage de deux voies communales) ou « structurantes » et 5 mètres au minimum, maintenus, comme réalisée sur la zone AUb, pour les voies secondaires et tertiaires.

La recherche d'une insertion paysagère et urbaine de l'opération justifie que des règles de hauteurs maximales soient définies comme pour la zone AUb à 7 mètres à l'égout de toit pour une adaptation des constructions à la pente.

De même, les densités sont spécifiques et décroissantes du centre-bourg vers l'extérieur soit 0,25 en AUa et 0,15 en AUb (inchangé). Pour la zone AUa, la répartition de la surface de plancher octroyée par le coefficient des sols pourra être utilement établie en fonction des formes urbaines définies par les « orientations d'aménagement » conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

### **III. DOCUMENTS GRAPHIQUES ET CARNET DES EMPLACEMENTS RESERVES**

Les documents sont modifiés sur les points suivants.

#### **1. Classement de la zone AU du centre-bourg en AUa**

L'ouverture à l'urbanisation de la zone AU « Chez Martin » prenant en compte la localisation du site en centre-bourg et le programme de logements envisagé se traduit sur le zonage par l'inscription d'une zone AUa.

Les équipements et aménagements à réaliser, propres aux opérations d'ensemble, motivent le choix de secteurs « à urbaniser ». Celui de l'indice « a » s'appuie sur le principe des zones U de densités décroissantes du centre-bourg vers son extension.

#### **2. Suppression l'emplacement réservé n° 1**

L'espace technique nécessaire à la Commune a été réalisé Aux Albergeries sur une parcelle propriété de la Commune, située au droit de la route départementale n° 51 bénéficiant d'une position centrale par rapport au territoire communal et d'un accès facile et sécurisé.

En conséquence, le site prévu au Nord du village dans le PLU est abandonné. L'emplacement réservé n° 1 inscrit, au lieudit Chez Martin, pour l'aménagement de cet espace technique est supprimé.

Les plans de zonage (4.2.a et 4.2.b) sont corrigés, à la fois dans le tableau des emplacements réservés et sur la cartographie du zonage. L'emplacement réservé n°1 est également retiré du carnet des emplacements réservés (4.3).

#### **3. Extension de l'emplacement réservé n° 2**

La Municipalité souhaite poursuivre le confortement de son parc de logements locatifs aidés en centre-bourg.

Au regard des travaux en cours d'extension de l'école et du foncier communal sur cet îlot, l'emplacement réservé n° 2, situé en entrée Nord du centre-village, inscrit pour l'extension des équipements scolaires est étendu à l'ensemble de la propriété bâtie. Cette extension pourra permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux au centre-bourg à proximité immédiate des équipements et l'aménagement des abords de l'école nouvellement délimités.

L'emprise et l'objet de l'emplacement réservé n° 2 sont donc rectifiés sur les documents graphiques (4.2.a et 4.2.b, cartographie et tableau) et dans le carnet des emplacements réservés (4.3).

#### IV. ANNEXES

L'arrêté préfectoral pour les nuisances sonores des voies n° 2011-322-0005 du 18 novembre 2011 annulant et remplaçant celui du 26 février 1999 est mis en annexes en remplacement de celui de 1999 (partie de la pièce 5.4 du dossier de PLU de 2008) conformément à la demande de l'Etat de mise à jour des annexes.

#### V. EVOLUTION DES SUPERFICIES

La modification n° 1 engendre le changement de classement de la zone AU « Chez Martin » en zone AUa en raison de son ouverture à l'urbanisation et donc la correction des superficies des zones du PLU. Le tableau présenté ci-dessous illustre ces évolutions par rapport au PLU de 2008.

Zones	P.L.U. hectares	Modification n° 1 du PLU hectares
Ua	8,7	8,7
Ub	26,7	26,7
Ubd	0,7	0,7
Uc	11,5	11,5
<i>Total zones U (habitat)</i>	<i>47,6</i>	<i>47,6</i>
Ut	2,1	2,1
<i>Total zones U (activité touristique)</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>
<b>Total zones urbaines</b>	<b>49,7</b>	<b>49,7</b>
AU	5,9	1,6
AUa		4,3
AUb	3,4	3,4
<b>Total zones à urbaniser</b>	<b>9,3</b>	<b>9,3</b>
A	602,0	602,0
Ac	6,3	6,3
An	120,4	120,4
<b>Total zones agricoles</b>	<b>728,7</b>	<b>728,7</b>
N	604,6	604,6
Na	0,3	0,3
Nd	14,2	14,2
Ne	7,3	7,3
Nh	2,1	2,1
Ni	1,5	1,5
Np	10,0	10,0
Ns	9,5	9,5
Nt	0,8	0,8
<b>Total zones naturelles</b>	<b>650,3</b>	<b>650,3</b>
<b>Total commune</b>	<b>1 438,0</b>	<b>1 438,0</b>

## **VI. COMPATIBILITE AVEC LE PROJET DE SCOT ARRETE**

La modification n° 1 du PLU est compatible avec les orientations générales du projet de SCOT de la Région urbaine de Grenoble arrêté et en enquête publique du 4 mai au 4 juillet 2012. En effet, le principal objet est l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU du centre-bourg située à proximité immédiate des équipements publics. Le programme de logements, conformément aux « orientations d'aménagement » inscrites au PLU, porte sur de l'habitat collectif et intermédiaire (type jumelé) ainsi qu'individuel dont une part significative de logements « abordables » (au moins 20 % des surfaces de plancher théoriques). Cette opération répond aux objectifs fixés par le SCOT à la fois de diversification du parc, avec plus de 40 % des nouveaux logements en habitat collectif ou intermédiaire, et de mixité de l'offre. Le contexte du site permet de privilégier une approche environnementale de l'urbanisme sur ce secteur pour une urbanisation qualitative.

Toutefois, l'articulation du PLU avec le SCOT approuvé devra être établie dans un délai de trois ans et nécessitera une révision probable du PLU (réduction des surfaces destinées à l'urbanisation future pour l'habitat en particulier liée au classement en Pôle local) visant aussi à intégrer les dispositions de la loi Grenelle 2 au plus tard pour le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## **VII. PROCEDURE**

La modification proposée, conformément aux articles L123-13 et L123-19 modifiés par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 et entrée en application le 13 janvier 2011 :

- a) Ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan ;
- b) Ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- c) Ne comporte pas de graves risques de nuisance.

En effet, les évolutions respectent les orientations générales du PADD en visant à ouvrir à l'urbanisation en priorité le secteur du centre-bourg et à mettre à jour les pièces réglementaires, soit les plans de zonage et la partie écrite du Règlement avec la prise en compte des dernières dispositions du code de l'urbanisme notamment et adaptations ponctuelles.

L'enquête publique de cette modification n° 1 s'est déroulée pendant un mois, du 25 juin au 27 juillet 2012, selon les dispositions de l'article L.123-13 et de l'Arrêté du Maire, notamment après notification aux personnes publiques associées.

Le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable sur ce projet de modification. Sa recommandation relative au dimensionnement minimum des voiries a été partiellement prise en compte avec la précision suivante apportée d'exiger 8 mètres pour les voiries principales, c'est-à-dire, dans le cas de la zone AUa, la voie de desserte centrale qui à terme maillera deux voies communales.

**Commune de  
MOISSIEU SUR DOLON**

**Plan Local d'Urbanisme**

**ELABORATION**

**1. RAPPORT DE PRESENTATION**

Vu pour être annexé  
à la **délibération** d'Approbation  
de l'élaboration du PLU,  
en date du 20 juin 2008.

Le Maire,

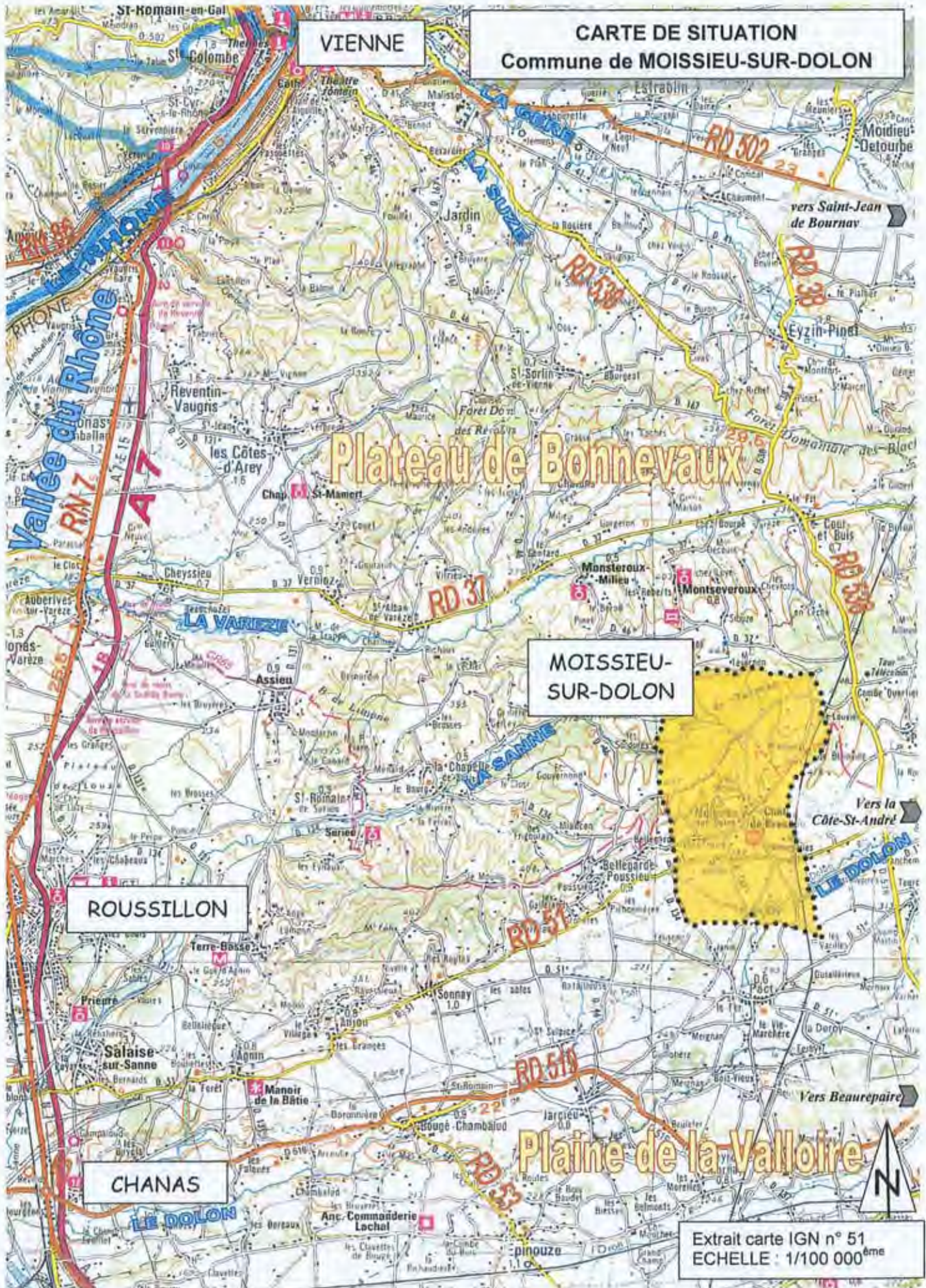


Juin 2008

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>DIAGNOSTIC COMMUNAL</b> .....	<b>2</b>
1.1.	LA POPULATION .....	4
1.1.1.	Les principales <b>évolutions</b> de la population .....	4
1.1.2.	Les facteurs d'évolution .....	4
1.3.	La <b>mobilité résidentielle</b> .....	5
1.1.4.	La structure par <b>âge</b> de la population .....	6
1.15	Les ménages.....	7
12	<b>L'ECONOMIE</b> .....	9
1.2.1.	La population active .....	9
1.2.2.	L' <b>agriculture</b> .....	9
1.2.3.	Les <b>artisans</b> et les <b>commerçants</b> .....	II
1.2.4.	La politique <b>économique communale</b> .....	12
1.3.	<b>AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC ET URBAIN</b> .....	12
1.31.	Les aménagements et la coopération <b>intercommunale</b> .....	12
1.3.2.	Les <b>servitudes</b> .....	13
1.3.3.	Les documents d'urbanisme.....	13
1.4.	<b>L'HABITAT</b> .....	14
1.4.1.	Le parc <b>immobilier</b> .....	14
1.4.2.	<b>Typologie du bâti</b> .....	17
1.5.	<b>TRANSPORTS</b> .....	20
1.6.	<b>LES SERVICES ET LES EQUIPEMENTS</b> .....	21
1.61	Les <b>équipements de superstructure</b> .....	21
1.6.2.	Les réseaux et les <b>services</b> .....	21
<b>2.</b>	<b>ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT</b> .....	<b>25</b>
2.1.	<b>LE MILIEU PHYSIQUE</b> .....	25
2.1.1.	<b>Relief</b> .....	25
2.1.2.	<b>Géologie</b> .....	26
2.1.3.	Contexte hydrographique.....	28
2.1.4.	<b>Hydrogéologie</b> .....	33
2.1.5.	<b>Climatologie</b> et <b>qualité de l'air</b> .....	35
2.1.6.	Risques <b>naturels</b> majeurs.....	42
2.2.	<b>LE MILIEU NATUREL</b> .....	46
2.2.1.	Protection des milieux naturels.....	46
2.2.2.	Description des milieux : flore et faune.....	49
2.2.3.	<b>Activités</b> liées milieu naturel.....	54
2.2.4.	Fonctionnement des milieux et <b>corridors</b> biologiques.....	55

2.3.	<b>LE MILIEU HUMAIN</b> .....	58
2.3.1.	<i>Nuisances et risques liés au milieu humain</i> .....	58
2.3.2.	<b>Déplacements doux</b> .....	61
2.3.3.	<b>Gestion des déchets</b> .....	64
2.4.	<b>ANALYSE PAYSAGERE</b> .....	65
2.4.1.	<i>Le plateau boisé de TARAVAS (Séquence paysagère A)</i> .....	65
2.4.2.	<i>Les Combes et les versants bocagers (Séquence paysagère B)</i> .....	67
2.4.3.	<i>Les pieds de versant (Séquence paysagère C)</i> .....	69
2.4.4.	<i>La plaine agricole du Dolon (Séquence paysagère D)</i> .....	69
2.4.5.	<i>Le Cours du Dolon (Séquence paysagère E)</i> .....	70
3.	<b>JUSTIFICATION DU P.L.U.</b> .....	74
3.1.	<b>LES CHOIX RETENUS</b> .....	74
3.1.1.	<i>Le P.A.D.D. et les orientations d'aménagements</i> .....	74
3.1.2.	<b>Traduction du projet en zones</b> .....	75
3.1.3.	<b>Capacités à construire</b> .....	80
3.1.4.	<i>Emplacements réservés</i> .....	80
3.1.5.	<i>Espaces Boisés Classés</i> .....	81
3.2.	<b>LE REGLEMENT</b> .....	81
3.2.1.	<i>Section 1</i> .....	81
3.2.2.	<i>Section 2</i> .....	83
3.2.3.	<i>Section 3</i> .....	85
4.	<b>EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT PRESERVATION ET MISE EN VALEUR</b> .....	86
4.1.	<b>EVOLUTION DES SURFACES DES ZONES</b> .....	86
4.2.	<b>INCIDENCES. PRESERVATION ET MISE EN VALEUR</b> .....	87
4.2.1.	<i>Développement urbain et gestion des espaces agricoles</i> .....	87
4.2.2.	<i>Préservation des espaces naturels remarquables</i> .....	74
4.2.3.	<i>Préservation et mise en valeur du paysage</i> .....	90
4.2.4.	<i>Assainissement et protection des eaux de captage</i> .....	90
4.2.5.	<b>Desserte des zones à urbaniser et sécurité</b> .....	91
4.2.6.	<b>Déplacements doux et loisirs</b> .....	91
4.2.7.	<i>Prévention et réduction des nuisances</i> .....	92
4.2.8.	<i>Conclusions</i> .....	94
	<b>ANNEXE AU RAPPORT DE PRESENTATION</b> .....	95



# 1. DIAGNOSTIC COMMUNAL

Localisée au Nord-Ouest du **département de l'Isère** à une quinzaine de **kilomètres à l'Est** de la vallée du **Rhône**, la commune de **Moissieu-sur-Dolon** appartient au territoire de **Bièvre-Valloire** et se situe à environ **25 kilomètres** au Sud-Est de la ville de **Vienna** (sous-préfecture) et une **dizaine de kilomètres** au **Nord-Ouest** de la ville de **Beaurepaire**.

**Moissieu-sur-Dolon** se localise **également** à une distance d'environ 70 kilomètres à **l'Est** de la ville de Grenoble (Préfecture du **département**) et à une soixantaine de kilomètres au Sud de **l'agglomération lyonnaise (Rhône)**.

La commune de Moissieu-sur-Dolon appartient à la **Communauté** de Communes du Pays de **Beaurepaire** et est respectivement limitée par les communes :

- de **Montsevroux** et de Couret-Buis au Nord,
- de Primarette à **l'Est**,
- de **Pact** au Sud.
- de **Bellegarde-Poussieu** à **l'Ouest**.

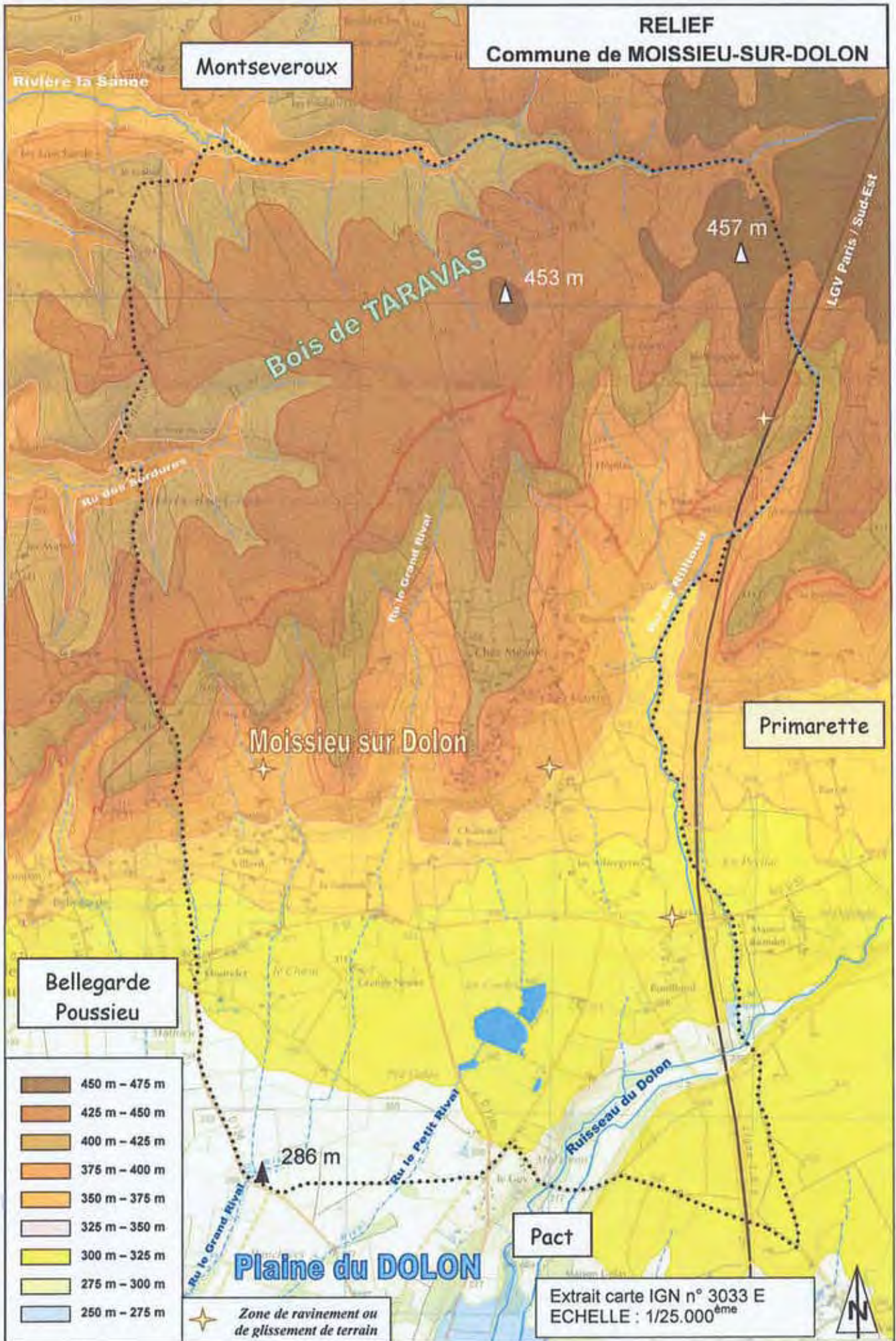
Cette commune se localise ainsi à une quinzaine de kilomètres du sillon rhodanien qui constitue un axe de liaison Nord / Sud majeur du Sud-Est de **la France**. En effet, la **vallée du Rhône** est parcourue par de grandes **infrastructures** comme :

- **l'autoroute A7** ou autoroute du soleil **reliant** Lyon à Marseille,
- la RN 7 qui dessert **toutes les grandes agglomérations localisées** en rive gauche du **Rhône** comme Lyon, Valence, **Montélimar** et Orange.

Depuis l'autoroute **A7** (échangeur de **Chanas**), **l'accès à la** commune de **Moissieu-sur-Dolon** est assuré via la RN 7 puis la RD 51. Cette route départementale qui traverse **le Sud** du territoire communal, dessert **les** communes de **Salaise-sur-Sanne**, **d'Agnin**, d'Anjou, de Sonnay et de Bellegarde-Poussieu, avant de se raccorder à **l'Est** de Moissieu-sur-Dolon à la RD 538 sur la commune de Primarette.

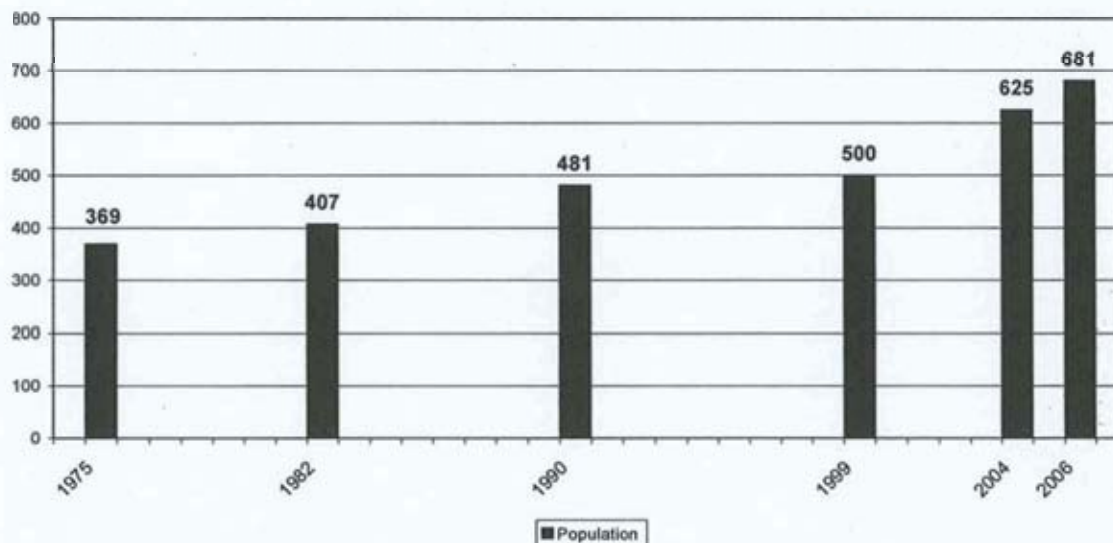
La RD 538 **constitue** un axe de **délestage** par rapport à la vallée du **Rhône** et permet de rejoindre notamment au Nord la ville de **Vienna**, et. au Sud, les communes du département de la **Drôme** comme **Romans-sur-Isère** et **Crest**.

Enfin, le territoire de **Moissieu-sur-Dolon** est **délimité à l'Est** par **la** Ligne à Grande Vitesse Paris / Sud-Est qui relie notamment Paris et Lyon à Marseille.



## 1. LA POPULATION

### 1.1.1. Les principales évolutions de la population



En 1850, le nombre d'habitants était estimé à 670 personnes et en 1975, il représente seulement 369 personnes. En 2006, la commune atteint et dépasse le nombre d'habitants d'il y a 150 ans.

En effet, la population de Moissieu-sur-Dolon est en augmentation depuis 1975. Entre les recensements de 1975 et de 2004, la commune a gagné 256 habitants (soit au total 625 habitants en 2004 contre 369 en 1975). Un recensement complémentaire confirme cette évolution avec 681 habitants en 2006.

La croissance démographique a évolué de la manière irrégulière et l'augmentation la plus importante a eu lieu ces sept dernières années :

- 1975-1982 : + 10,3 % soit + 1,5 % par an,
- 1982-1990 : + 18,2 % soit + 2,3 % par an,
- 1990-1999 : + 4 % soit + 0,4 % par an,
- 1999-2006 : + 36,2 % soit + 5,2 % par an.

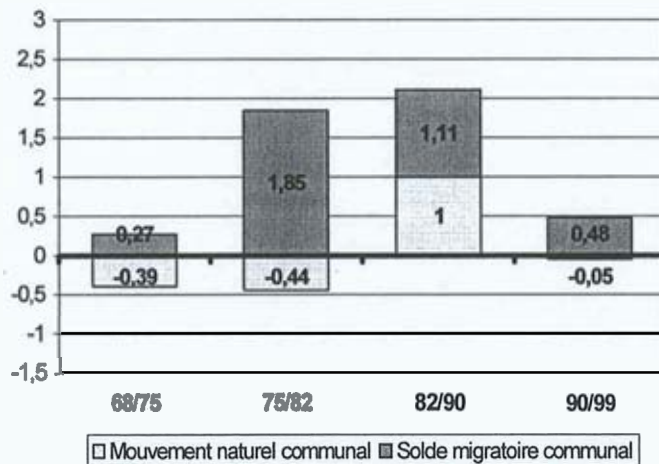
### 1.1.2. Les facteurs d'évolution

Le solde migratoire (rapport entre le nombre de nouveaux habitants dans la commune et le nombre de personnes en départ) est le facteur prépondérant de l'évolution démographique depuis 1975.

Entre 1968 et 1975, le mouvement naturel (rapport entre le nombre de naissances et le nombre de décès dans la commune) est négatif (- 0,39) et provoque la baisse du nombre d'habitants atténuée toutefois par un solde migratoire sensiblement positif de 0,27.

Le solde migratoire augmente entre 1975 et 1982 (soit un taux de + 1,85 pour 75182) qui permet au nombre d'habitants de progresser soit une évolution totale pour cette période de + 1,41. Il demeure positif depuis cette période mais son taux faiblit entre chaque recensement (+ 1,11 entre 1982 et 1990 et + 0,48 entre 1990 et 1999). Le mouvement naturel est constamment négatif sauf entre 1982/1990 où il contribue à l'augmentation la plus importante de la variation totale entre 1975 et 1999, soit + 2,11.

Entre 1990 et 1999, le nombre de décès et le nombre de naissances s'équilibrent et le solde migratoire continue de diminuer mais reste positif à **0,48**. La progression, alors de la démographie de la commune atteint, pour cette période **+ 0,43**.



Le solde migratoire important résulte de la mutation sociale de la population : il s'agit du phénomène de rurbanisation (les distances entre les résidences et le lieu de travail ne sont plus un frein grâce à la mobilité permise par l'**automobile**, et les individus n'hésitent plus à s'installer dans les villages où le cadre de vie est agréable).

D'une façon générale, l'évolution du solde migratoire montre que **Moissieu-sur-Dolon** est une commune d'accueil depuis 1975. La baisse du mouvement naturel est peu perceptible dans l'évolution globale marquée par un solde migratoire largement positif. Cependant, cette évolution correspond à un renouvellement **démographique** lié principalement à l'arrivée de nouveaux habitants.

Taux annuel	68 / 75	75 / 82	82 / 90	90 / 99
Mouvement naturel	- 0,39	- 0,44	+ 1,00	- 0,05
Solde migratoire	+ 0,27	+ 1,85	+ 1,11	+ 0,48
Variation totale annuelle	- 0,12	+ 1,41	+ 2,11	+ 0,43

Au regard de l'augmentation de la population depuis 1999, on peut estimer une évolution fortement positive à la fois du solde migratoire mais aussi probablement du mouvement naturel.

### 1.1.3. La mobilité résidentielle

En 1999, le renouvellement des habitants est important, puisque **36,4 %** n'habitaient pas la commune en 1990. Sur une population totale de 500 individus, seulement 318 soit **63,6 %** résidaient dans la commune en 1990, 182 personnes ont emménagé à **Moissieu-sur-Dolon** entre 1990 et 1999.

Le recensement complémentaire de l'**INSEE** en 2005 tend à minimiser légèrement ce constat puisque **69,7 %** des personnes **âgées** de plus de 5 ans habitaient déjà la commune en 1999 dont 65 % sont restés dans le **même** logement

L'aire d'attractivité de **Moissieu** est essentiellement liée au département de l'**Isère**. Sur les 186 nouveaux arrivants :

- 117 personnes soit **62,9 %** proviennent du département,
- 47 soit **25,3 %** de la région Rhbne-Alpes,
- 18 soit **9,7 %** d'autres régions françaises,
- 4 personnes soit **2,1 %** de l'étranger.

Les **classes d'âges** les plus **représentées** parmi les migrants sont les 30 - 39 ans (22 %), les **40-59** ans (21 %) et les enfants de 0 à 14 ans (29 %). Il s'agit probablement de familles avec enfants.

Ces amples mouvements **migratoires** correspondent à un renouvellement **particulièrement** important de certaines tranches **d'âge**, parmi les plus **actives** :

- **74,2 %** des personnes **âgées** de 25 à 29 ans,
- 57 % de la **classe 30-39** ans,
- **55,7 %** des **0-14** ans.

**Passé 60 ans**, la **mobilité résidentielle** des personnes est **beaucoup plus faible** : **17,6 %** pour les **60-74** ans et **2,7 %** des plus de 75 ans.

Les **dates d'emménagement** permettent **également** de rendre *compte* de **cette instabilité résidentielle** qui a **tendance** à **augmenté** **puisque** en 1999, **59,3 %** des ménages sont **installés** dans leur **logement** depuis plus de 9 ans **contre** **seulement** **53,1 %** en 2004.

Les **raisons** de cette **instabilité** peuvent être largement **liées** à des **motifs** personnels **et/ou** professionnels, elles **peuvent** être aussi **liées** à **des difficultés** de commencer ou de poursuivre son **parcours** résidentiel sur la commune : premières **installations** (**desserrement** familial, **décohabitation**,...) augmentation ou diminution **des besoins** en taille ou **qualité** de logements, etc.

La **diminution** de cette **instabilité** passe donc par une diversification du parc de logement, notamment des logements **locatifs** sociaux notamment de petites tailles pour les jeunes souhaitant quitter le domicile familial et rester sur la commune. En effet, actuellement le parc de logement de la commune de Moissieu-sur-Dolon reste encore largement **dominé** par **l'habitat** individuel.

### 1.1 A. La structure par âge de la population

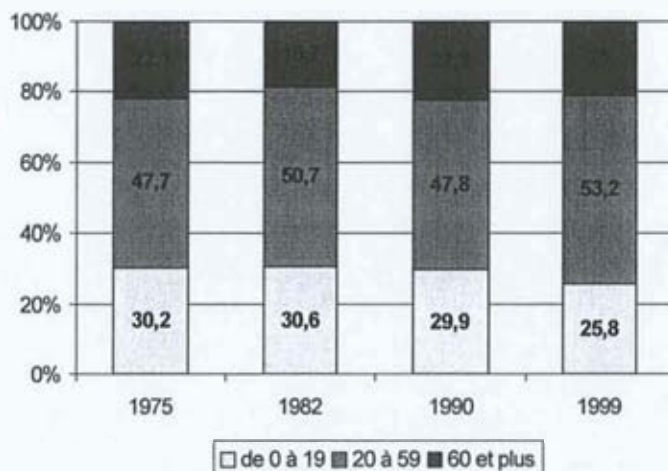
L'**accroissement démographique** a **globalement** profité à la tranche des 20-59 ans dont le pourcentage a **évolué** de **47,8 %** en 1975 à **53,2 %** en 1999.

On **observe** une certaine **stabilité** des plus de 60 ans **autour** de 22 % avec toutefois une **légère diminution** en 1999 avec 21 %

La part des moins de 20 ans diminue depuis 1982 après être restée stable (de **30,2 %** elle passe à **30,6%**).

La population **vieillit** depuis 1982 et **cette tendance** tend à **s'affirmer**. En **effet**, la part des moins de 20 ans diminue de **façon importante** alors que la part des 60 ans et plus se maintient

En 1999, plus d'un quart de la population est **âgée** de moins de 20 ans. Plus de la moitié est **comprise** dans la tranche d'âge 20-59 ans et la **tranche d'âge** 60 ans et plus **représente** un **cinquième** en 1999.



Parmi les 20 à 59 ans, ce sont les **30-49 ans**, **jeunes** familles avec ou sans enfants, qui sont les plus nombreux avec **45,9 %**. L'effort de **diversification** du parc de logement **évoquer précédemment**, doit par conséquent être effectué en **direction** des jeunes de 20-29 ans.

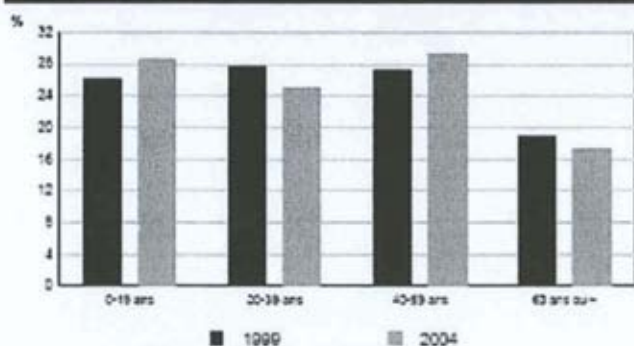
Année / population totale	1975 / 367	1982 / 408	1990 / 481	1999 / 500
Jusqu'à 19 ans	111 soit 30,2 %	125 soit 30,6 %	144 soit 22,3 %	129 soit 21,0 %
De 20 à 59 ans	175 soit 47,7 %	207 soit 50,7 %	230 soit 47,8 %	266 soit 53,2 %
60 ans et plus	81 soit 22,1 %	76 soit 18,7 %	107 soit 29,9 %	105 soit 25,8 %

L'**indice** de jeunesse (rapport entre la classe d'âge des **0-19 ans** et celle des + de 60 ans) confirme le **vieillessement** de la population, **puisqu'il** diminue progressivement depuis 1982. Ce **phénomène** est observé de la même **manière** pour le **canton** et le département pour lesquels on enregistre **également** un vieillissement de la **population**.

Indice de jeunesse	1982	1990	1999
Moissieu-sur-Dolon	1,64	1,35	1,22
Beaurepaire	1,33	1,18	1,11
Isère	1,93	1,63	1,39

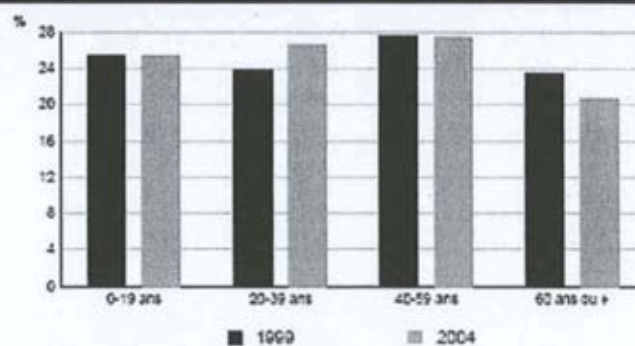
Comme le montre les graphiques **ci-après**, le recensement de la population 2004 indique que la tendance semble s'inverser avec un rajeunissement de la population suite à **l'augmentation** des jeunes de 0-19 ans et la diminution des plus de 60 ans.

Répartition des hommes selon l'âge



Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

Répartition des femmes selon l'âge



Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

### 1.1.5. Les ménages

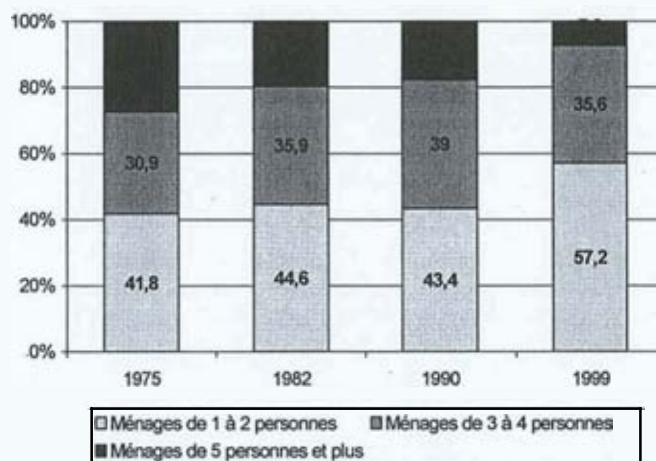
Depuis 1999, la commune a accueilli 45 ménages supplémentaires, soit une augmentation de **23,2 %**, mais le nombre moyen de personnes par ménage **reste** stable avec **2,6** personnes par **ménage** affirmant le desserrement des familles et le **vieillessement** de la population.

**Globalement**, près d'un ménage sur trois se compose de 1 A 2 personnes en 1999. Entre 1975 et 1990, le taux des **ménages** composés de 1 A 2 personnes est **resté** relativement stable. Ces **ménages** enregistrent une hausse **très** importante entre 1990 et 1999 où le taux atteint **57,2 %** soit une augmentation de **13,8 %**, essentiellement **lié** aux **ménages** de 2 personnes (+ 9,7 %).

La part des **ménages** d'une personne est de nouveau en baisse en 2004 avec **16,7 %** contre **21,1 %** en 1999.

Cette augmentation s'est effectuée au détriment des ménages de 3 à 4 personnes mais surtout des grands ménages de 5 personnes et plus qui ont été divisé par 2,5. Ce sont d'ailleurs les ménages de 6 personnes et plus qui sont passés de 12 à 2.

Cette évolution entre 1990 et 1999, confirme le vieillissement des ménages. D'autre part, le nombre de familles de plus de 5 personnes n'a de cesse de baisser passant de 27 % en 1975 à 7 % en 1999.



Année / Nombre de ménages	1975 / 110	1982 / 128	1990 / 159	1999 / 194
Ménages de 1 à 2 pers.	46 soit 41,8 %	54 soit 44,6 %	69 soit 43,4 %	111 soit 57,2 %
Ménages de 3 à 4 pers.	34 soit 30,9 %	46 soit 35,9 %	62 soit 39,0 %	69 soit 35,6 %
Ménages de 5 pers. et +	30 soit 27,3 %	28 soit 19,5 %	28 soit 17,6 %	14 soit 7,2 %

Parmi les ménages, 160 familles ont été comptabilisées sur la commune, réparties de la manière suivante :

- 8 familles monoparentales
- 152 couples dont 76 sans enfants et 76 avec enfants.

Pour ces 64 familles avec enfants à charge, sont recensées :

- 24 familles ont un seul enfant,
- 36 familles ont 2 enfants,
- 16 familles ont 3 enfants.

Aucune famille n'a été comptabilisée avec plus de 3 enfants.

Depuis 1975, la démographie de Moissieu-sur-Dolon ne cesse de croître impulsée par un solde migratoire positif qui souligne l'aspect résidentiel de la commune et témoigne du potentiel attractif local se confirmant ces dernières années : + 5 % de croissance par an entre 1999 et 2004. Jusqu'au recensement de 1999, l'analyse de la répartition de la population par classes d'âges et celle de la taille des ménages mettent en évidence le vieillissement de la population. Par conséquent, des actions en faveur de la diversification du parc (notamment locatif) et de la taille des logements pourraient permettre de maintenir ou d'accueillir des jeunes sur la commune.

## 1.2. L'ECONOMIE

### 1.2.1. La population active

Années	1975	1982	1990	1999	2004
Total des actifs	169	185	201	232	302
dont chômeurs	-	13	15	29	22
Hommes	111	118	124	141	-
Femmes	58	67	77	90	-

Le taux d'activité des femmes augmente depuis 1982.11 évolue, en effet de **65,7 %** à **73,1 %** en **1999**. Le taux supérieur de 1975 est probablement lié à l'**activité agricole** de la commune. Le taux d'activité des hommes reste important (**98,6 %**) malgré une baisse depuis les années 1980. Le taux de **chômage** accuse les **12,5 %** en 1999 contre **7,5 %** en 1990.11 concerne autant les hommes que les femmes. En 2004, le taux de chômage est en **baisse** et n'est plus que de 7,3 %. La commune compte donc 7 chbmeurs de moins qu'en 1999.

Les femmes travaillent essentiellement dans les secteurs tertiaire (**71,4 %**), industriel (19 %) et agricole (9,5 %) mais aucune dans le secteur de la construction (5 %). Les hommes sont mieux répartis, 39, % travaillent dans l'industrie, **32,1 %** dans le secteur tertiaire et **14,3 %** dans la construction et l'agriculture. En 1999, les catégories socioprofessionnelles les plus **représentées** sont les retraités (**23,8 %**), les ouvriers (**21,9 %**) et les autres inactifs (**24,5 %**). A noter la faible représentation des artisans, commerçants (**2,9 %**) et des cadres (**1,9 %**).

Le pourcentage d'actifs travaillant et résidant **dans** la commune diminue **très** fortement ce qui a pour **effet** une importante augmentation des migrations **domicile-travail-domicile**, puisque plus de 80 % de la population travaille **à l'extérieur** :

- en 1975 : 114 soit **69,1 %**,
- en 1982 : 81 soit **47,1 %**,
- en 1990 : 72 soit **38,7 %**,
- en 1999 : 34 soit **16,8 %**.

En 1999, 34 actifs résident et travaillent dans la commune et 202 travaillent hors de la commune. Les principaux pôles d'emplois sont Beaurepaire, Vienne, La **Côte-Saint-André**, et l'agglomération lyonnaise.

### 1.2.2. L'agriculture

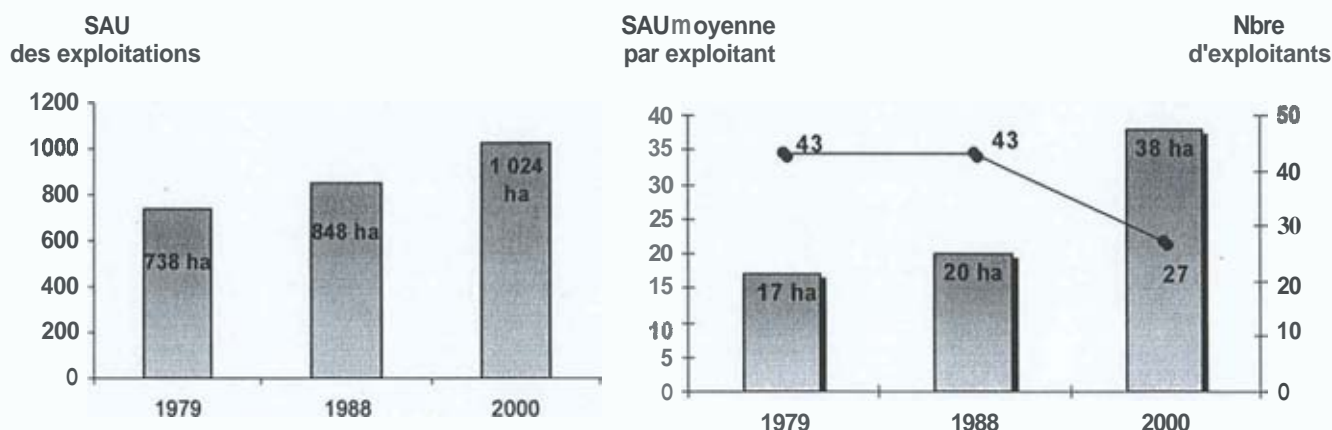
Le **caractère** rural de **Moissieu-sur-Dolon** s'affirme par la prédominance du secteur agricole dans les activités **socio-économiques** de la commune, malgré la Surface Agricole Utilisée qui ne représente, en 2000, que 49 % de la superficie communale en raison notamment de l'étendue du bois de **Taravas** au Nord.

## Le recensement agricole de 2000

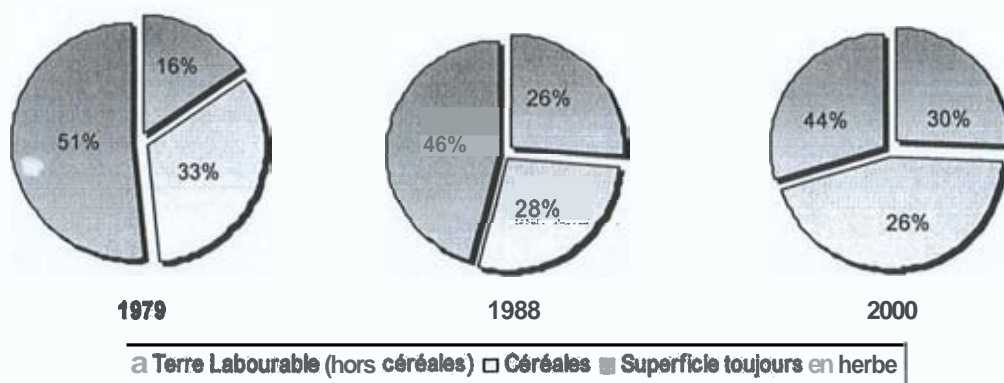
Concernant l'ensemble des exploitations de la commune, la Surface Agricole Utilisée totale des exploitations augmente (+ 20,7 %), passant de 848 hectares en 1988 à 1024 hectares en 2000, alors que dans le même temps, le nombre d'exploitations agricoles, dont le siège se trouve sur la commune, a diminué fortement, passant de 43 en 1988 à 27 en 2000 et 20 en 2004. Certaines de ces exploitations cultivent 317 hectares sur d'autres communes.

La SAU moyenne par exploitation augmente également : 38 hectares en 2000 alors qu'elle n'était que de 20 hectares en 1988.

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE AGRICOLE (totalité des exploitations)



En 2000, la grande majorité de la Surface Agricole Utilisée des exploitations sont des terres labourables (56 %) dont 26 % sont vouées à la céréaliculture (en diminution). Le reste de la surface agricole étant de la prairie (surfaces toujours en herbe) notamment liée à l'activité d'élevage. Depuis 1979, ce sont les terres labourables hors céréales qui ont augmenté au détriment à la fois des céréales et surtout des surfaces toujours en herbe.



Les activités d'élevages sont encore importantes, malgré des effectifs de cheptels qui diminuent. Par exemple, le nombre de bovins passe de 520 en 1988, à 392 en 2000, de même que les volailles (9905 en 1979 contre 323 en 2000).

Seuls les chevaux (4 en 1988 à 11 en 2000), les ovins (133 à 164) et les porcins (5 à 8) sont en légère augmentation.

Les exploitations sont essentiellement dirigées par des personnes de plus de 40 ans (environ 19 personnes sur un total de 28 en 2000) dont 7 chefs d'exploitations ayant + de 50 ans sans successeur.

## **Enquête auprès des agriculteurs en 2004**

Le repérage et le recensement des exploitations agricoles établis lors des réunions thématiques en cours d'étude d'élaboration du PLU avec les agriculteurs en 2004 ont permis de comptabiliser 20 exploitations agricoles dont le **siège** d'exploitation se trouve sur le territoire communal. On retrouve un siège d'exploitation dans le village ; les autres **sièges** sont dispersés sur l'ensemble du territoire.

La majorité des exploitations agricoles comprend un Blevage. La polyculture associée à de l'élevage essentiellement de bovins ou exceptionnellement caprins mais aussi les céréales et l'arboriculture, sont les activités traditionnelles. Il semble, au vu des projets envisagés par les différents agriculteurs, que la part de l'élevage, et en particulier de l'**élevage** bovin, devrait perdurer sur la commune (création et extension de stabulations, mise aux normes...). A noter toutefois que l'activité « bovins lait » diminue au profit de l'activité « bovins viande ».

Parallèlement, en 2004, la structure de plusieurs exploitations **paraît** fragile : 6 doubles actifs ou chefs d'exploitation proches de la retraite sans successeur. La configuration de l'activité agricole devrait donc encore évoluer les prochaines années.

Un remembrement communal a **été** clos par **arrêté préfectoral** du 12 décembre 1995 (642 hectares). La commune appartient à la petite région naturelle des **Balmes** Viennoises, au Contrat d'Agriculture Durable CAD de **Bièvre Valloire**.

Elle est également classée en zone agricole défavorisée simple, ce qui permet la mise en œuvre d'un certain nombre de politiques agricoles (politique départementale des structures, politique de distribution des aides à l'installation, politique des aides de soutien des zones à handicap naturel, etc.).

La commune est concernée par 2 périmètres d'irrigation mis en œuvre par l'**Association** Syndicale Autorisée de Revel **Tourdan** créée en 1982 (232 hectares) et l'Association Syndicale Autorisée des **Grolières** créée en 1983 (au total 237 hectares).

### **1.2.3. Les artisans et les commerçants**

En 2004, 18 activités **artisanales** sont recensées dont 4 ont également une activité commerciale. Il s'agit d'artisans dans le **bâtiment** : un **plâtrier-peintre**, un couvreur, un carreleur, un maçon. une entreprise de travaux publics et trois activités d'électricité générale.

Un hôtel-restaurant (domaine de la Colombière) et un bar-restaurant multi-services sont implantés sur la commune, à noter, l'existence d'un accueil familial (situé sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle).

Quatre entreprises liées à l'agriculture sont recensées (entretien de matériel agricole. travaux agricoles...) ainsi qu'une exploitation **forestière**.

On recense également un commercial et un bureau d'études (ingénieur-conseil).

La commune bénéficie donc d'un multi-services (épicerie, dépôt de pain...) pour les habitants de **Moissieu-sur-Dolon**, appartenant à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et mis en gérance avec le bar-restaurant.

La commune dispose d'un hôtel-restaurant au Domaine de la **Colombière**, appartenant également à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et situé à proximité du **château** de **Moissieu** et d'un camping « Le Chêne et le Roseau ».

### 1.2.4. La politique économique communale

La politique économique communale est liée à celle de l'intercommunalité puisque la compétence a été **donnée** à la Communauté de Communes de Pays de Beaurepaire. Cependant, la volonté communale en matière économique est de maintenir l'agriculture qui est l'activité principale recensée dans la commune d'une part mais aussi de permettre l'accueil de nouvelles activités artisanales, de commerce ou de service à **l'échelle** de la commune.

La commune compte 301 actifs (279 ayant un emploi et 22 chômeurs) en 2004. En 1999, 5/6<sup>ème</sup> des personnes travaillent à l'extérieur de la commune occasionnant des déplacements domicile-travail-domicile. Ce phénomène est amené à progresser en raison de la hausse de la mobilité observée sur le secteur. Par ailleurs, 73,1 % des femmes sont actives en 1999 ce qui engendre de nouveaux besoins (crèche, garderie périscolaire). Il existe une halte-garderie intercommunale à Beaurepaire mais peu utilisée par les habitants de Moissieu-sur-Dolon, en raison de son éloignement.

L'activité agricole est l'activité économique dominante de la commune. Concernant l'évolution future des exploitations agricoles présentes dans la commune, on constate que certaines exploitations ont une structure fragile en raison de l'âge de leurs chefs (seuls 5 ont moins de 40 ans) et du manque de successeur. Les exploitations d'élevage sont soumises au règlement départemental ou au régime des installations classées et génèrent des périmètres de recul des constructions de tiers de 50 ou 100 mètres autour des bâtiments liés à l'élevage.

Les activités commerciales, artisanales et de service sont au nombre de 18 sur la commune. Les commerces et services de proximité sont présents participant à la qualité du cadre de vie.

## 1.3. AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC ET URBAIN

### 1.3.1. Les aménagements et la coopération intercommunale

Un remembrement communal a été clos par arrêté préfectoral du 12 **décembre** 1995 (642 hectares). Concernant l'agriculture, la commune appartient à la petite région naturelle des **Balmes** Viennoises, au Contrat d'Agriculture Durable (CAD) de Bièvre Valloire et est classée en zone défavorisée simple. La commune est concernée par 2 périmètres d'irrigation mis en œuvre par l'Association Syndicale Autorisée de Revel **Tourdan créée** en 1982 (232 hectares) et l'Association Syndicale Autorisée des Grollières créée en 1983 (au total 237 hectares).

La commune a fait l'objet de l'opération Groupée d'Aménagement Foncier des Bonnevaux close le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

En matière d'urbanisme et d'aménagement, la commune fait partie du projet de périmètre « Programme Local de Gestion de **l'Espace** » des Bonnevaux en cours de réalisation.

En matière de développement local, la commune a participé au Plan d'Aménagement rural (PAR) achevé en 1979 (66 communes concernées), au Contrat de Pays de Beaurepaire signé le 1<sup>er</sup> **août** 1988 et au Contrat Global de Développement « Bièvre Valloire » (61 communes) signé en 1997 avec la Région **Rhône** Alpes et achevé en juillet 2002.

Moissieu-sur-Dolon fait partie de la **Communauté de Communes** du Territoire de Beaurepaire qui **possède les compétences** suivantes :

- **Développement économique** : **aménagement**, entretien et gestion des zones **d'activités** d'intérêt communautaire. Elle assure également des actions de développement **économique**, et d'aide au développement **économique**,
- **Aménagement** de l'espace **communautaire** : **Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)**, **aménagement rural**, **création** et **réalisation** de ZAC d'intérêt communautaire.
- **Protection** et mise **en valeur** de **l'Environnement** : **déchets** et lutte contre **les nuisances**,
- **Habitat** : **politique** de logement social d'intérêt communautaire et **actions** par des opérations d'intérêt **communautaire** en faveur du logement des personnes défavorisées,
- Action sociale. enfance. **jeunesse**.
- **Enfance...**

Elle fait également partie des 70 communes engagées dans **les réflexions** pour **l'élaboration** de la charte de **développement** dans le cadre du **périmètre d'étude** du pays de Bièvre **Valloire** (29 octobre 2002).

La commune adhère :

- au Syndicat **Intercommunal** des Eaux **Dolon-Varèze**,
- au secteur de **déchetterie** du Territoire de Beaurepaire,
- au Syndicat Intercommunal **d'électrification** Rurale de Vienne-Sud / Roussillon / Beaurepaire.

### 1.3.2. Les servitudes

Les **servitudes d'utilité** publique concernent :

- Les forêts communales indivises soumises au **régime** forestier ;
- Le **château** de Bresson ou de Luzy inscrit monument historique (façades, toitures, escalier intérieur et jardin en terrasses) ;
- Le forage du Mourelet (RG 14 **décembre** 1999 complété le 18 septembre 2001) pour l'alimentation en eau potable ;
- Le pipeline « **Fos-sur-Mer - Karlsruhe** » (transport d'hydrocarbure de **l'OTAN**) tronçon St-Rémy de **Provence** - Lyon ;
- La zone de protection des transmissions **radio-électriques** SH PTT « Primarette - Combe Quartier » ;
- La ligne SNCF TGV Sud-Est qui **génère** une zone de bruit de 300 **mètres**.

### 1.3.3. Les documents d'urbanisme

Le Schéma de **Cohérence** Territoriale (SCOT) de la Région **Urbaine** Grenobloise

Moissieu-sur-Dolon fait **partie** des communes comprises dans le **périmètre « récent »** du SDAU de la **Région** Grenobloise (approuvé le 12 juillet 2000). **dénommé** SCOT depuis **décembre** 2000. **élargi** à l'ensemble des communes du Pays de **Bièvre-Valloire** (Arrêté **Préfectoral** du 19 novembre **2003**), dont la mise en œuvre et le suivi sont coordonnés par le Syndicat mixte. La procédure de modification visant à l'élargissement du document aux 4 cantons est en cours **d'enquête** publique et devrait **être approuvée** avant fin 2007.

Ce document de **planification à 20 ans** a pour objet de donner un cadre **cohérent** au **développement** et à l'organisation de ce **territoire**. Pour **cela**, le **schéma directeur** s'appuie sur tout un ensemble d'orientations **à poursuivre vis-à-vis** de **l'accessibilité** des territoires, de **l'économie** et du **développement** urbain, des déplacements et de l'environnement

Les enjeux pour le **secteur** de la **Bièvre** sont de :

- **préserver l'agriculture** et **les** espaces naturels du **développement de l'urbanisation**,
- **conforter les pôles urbains**,
- **améliorer la diversité de l'habitat**,
- **promouvoir** une **stratégie économique** en **fonction** du **positionnement** géographique, de **l'accessibilité** et de la qualité **des sites d'accueil**,
- **développer des** modes de **transports alternatifs** à la **voiture**,
- valoriser **le tourisme** de proximité en s'appuyant sur le patrimoine naturel et **urbain**.

Il est à noter que ce document sera **mis** en révision en **2007** en vue d'une approbation d'un SCOT (comprenant un **Projet d'Aménagement** et de **Développement Durable**) avant fin **2010**.

La **commune** ne dispose d'aucun document d'urbanisme opposable à l'échelle **communale**.

L'élaboration du P.L.U. permettra de localiser des zones d'extension hiérarchisées au regard des équipements publics existants et en particulier des réseaux (A.E.P., **électricité**, **contraintes** d'assainissement) mais aussi des projets communaux afin d'organiser le développement de la commune tout en maîtrisant l'accueil de nouvelle population. Par ailleurs, il s'agit de rechercher un équilibre entre l'évolution urbaine et préservation des espaces naturels dans une perspective de développement durable et de tenir compte des nouvelles préoccupations telles que le renouvellement urbain, l'habitat et mixité sociale, la diversité des **usages** urbains, les transports et déplacements.

## 1.4. L'HABITAT

### 1.4.1. Le parc immobilier

#### La composition du parc immobilier

En **2004**, le parc de logements se compose de **239 résidences** principales (**84.4 %**). Leur part est en hausse depuis **1982** (+ **86,7 %** soit **111 logements supplémentaires**).

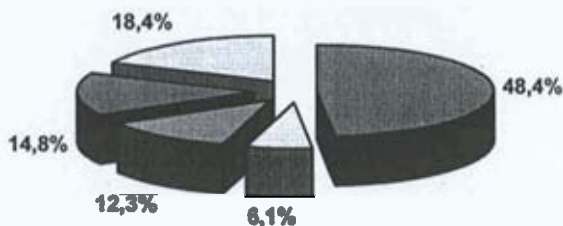
Les **résidences secondaires** sont nombreuses pour le secteur (**36** soit **12.7 %**) et n'ont pas **évoluées** depuis **1990**. Les logements vacants sont en augmentation tout en restant minoritaires (**2,8 %** du parc total).

Le nombre moyen **d'occupants** diminue depuis **1982** en raison du **desserrement** des familles, du vieillissement de la population **lié** au **départ** du foyer familial des enfants. Entre **1999** et **2004**, le nombre moyen d'habitants par ménage reste stable à **2,6**.

Années	1982	1990	1999	2004
Total		197	244	283
Résidences principales	128	159	194	239
Résidences secondaires		36	41	36
Logements vacants		2	9	8
Nb moyen d'occupants des résidences principales	3,2	3,0	2,6	2,6

## L'âge du parc immobilier

Le parc de logement ancien est, **proportionnellement, encore** bien **représenté** sur la commune, composé de nombreuses **constructions** en pierres, galets et pisé avec dépendances, ce qui explique la part encore importante de logements réalisés **avant 1949 (48,4 %)**. Dans le département, la part des logements réalisés après 1949 est de **72,5 %** contre **51,6 % à Moissieu**.



Havant 1949 □ 1949-1974 ▣ 1975-1981 ■ 1982-1989 ◻ 1990 et après

Malgré l'importance des logements anciens le niveau de confort **est** satisfaisant **puisqu'en 1999** :

- 127 **possèdent** un **chauffage** central (67 sans **soit** **34,5 %**),
- 186 ont un W-C **intérieur** (8 à l'**extérieur** **soit** **4,1 %**),
- 188 ont une baignoire ou une douche (6 sans **soit** **3,1 %**).

## Les

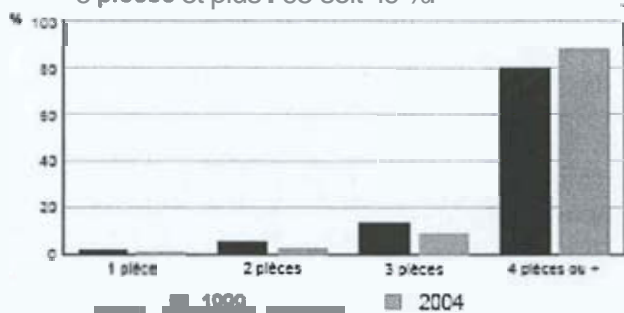
En 2004, les 239 résidences principales sont à **91,2 %** des maisons individuelles (218 fermes et pavillons), soit une augmentation de **4,1 %** ou 49 maisons en 9 ans.

Les 21 appartements représentent 7,5 % du parc et correspondent à des rénovations de maisons du village **divisées** en différents logements pour de la location.

## La taille des logements

En 1999, l'habitat **individuel** étant la forme presque **exclusive** sur la commune, les logements sont **majoritairement** grands (**79,9 %** des **logements** ont 4 pièces et plus) :

- 1 **pièces** : 3 soit **1,5 %**
- 2 **pièces** : 10 soit **5,2 %**
- 3 **pièces** : 26 soit **13,3 %**
- 4 **pièces** : 60 soit **31 %**
- 5 **pièces** et plus : 95 soit **49 %**.



Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004

On observe en comparant les recensements de 1999 et 2004, une diminution en **proportion** des logements de petites et moyennes tailles au profit des grands logements de 4 pièces et plus. Le nombre **moyen** de **pièces** par maison augmente **passant** de 4,6 à 5 **tandis** que la taille des **appartements** diminue **passant** de 3,8 à 3,6 **pièces**.

Cette **analyse** permet de montrer la taille importante des logements par rapport au nombre de personnes par **ménage** et

l'augmentation de la surface par personne dans les logements (tendance forte).

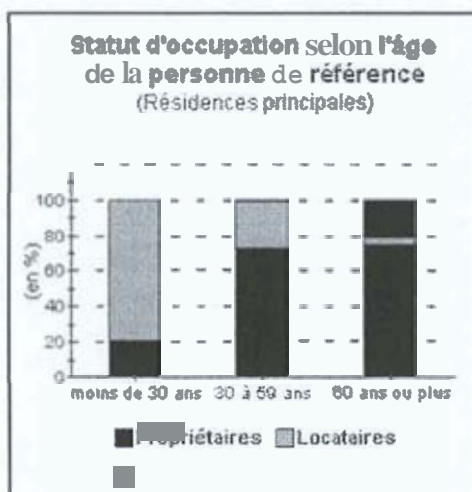
En effet, 53 % des ménages sont des personnes seules ou des couples sans enfants. Par conséquent, le faible nombre de petits logements ou de taille moyenne (T1, T2 et **même** T3) peut constituer un frein à l'installation des jeunes (25 - 30 ans) qui **n'ont** ni le souhait ni la possibilité de louer une maison individuelle ni même d'**accéder** à la **propriété**.

## Le statut des occupants

En 1999, les 194 **résidences principales** sont occupées à :

- **69,6 %** (135 logements) par leurs **propriétaires** soit 361 habitants,
- **22,7 %** (44) par 136 occupants locataires, **décomposés** en 18 % (35) de **logements locatifs privés** avec 101 locataires, 26 % (7) **locatifs sociaux** avec 14 locataires et **2,1 %** (4) meublé, chambre **d'hôtel** avec 4 personnes,
- **7,7 %** (15) par 20 personnes **logées gratuitement**.

Cette répartition a **évolué** en 2004 à la fois pour le parc des **résidences principales occupées par leurs propriétaires** augmente avec 76,6 % alors que la **part des locataires** diminue passant de **22,7 %** à **16,7 %**.



Le graphique INSEE de 1999 & contre montre que **l'habitat locatif** profite **très majoritairement** aux jeunes de moins de 30 ans (près de **80 %** des personnes de cette tranche **d'âges**) et de **manière** moins importante aux 30-59 ans (environ 20 % des personnes de cette **population**). Enfin, moins de 5 % des personnes de 60 et **plus** occupent un **logement locatif**.

## La diversité de l'habitat

La **commune** se situe dans un secteur à **caractère rural** dont le **marché** du logement se **caractérise** par une demande **croissante** dans le domaine de la **maison** individuelle ajoute au fait que le parc de logement est presque totalement **composé** de **logements individuels**.

Par **conséquent**, le parc **social** est **peu** développé. Il comprend 7 logements en **locatif** public, soit **2,6 %** des **résidences principales**.

**Actuellement**, les logements **locatifs sociaux** recensés sur la commune sont **répartis** de la manière **suivante** :

- 5 logements **locatifs** OPAC 38 de type **appartement** dans le **village** à proximité de la mairie, dont 1 **T4**, 2 **T3** et 2 **T2** ;
- 2 logements communaux **T4**, sont **également** dans le village.

La commune est membre du Comité Local de **l'Habitat** de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, qui élabore un Programme Local de **l'Habitat**.

La commune s'inscrit, de façon encore **limitée** mais croissante dans **l'aire d'attractivité** de la **région** urbaine **lyonnaise** dont le desserrement **s'est accentué** dans cette **direction** grâce aux infrastructures **routières**, ce qui s'est traduit par un renchérissement des prix du foncier dans un premier temps dans le secteur viennois et conduit maintenant **les accédants** à la propriété à rechercher des terrains **disponibles** sur le secteur de Beaurepaire.

Cette attractivité peut **être l'occasion** de remettre sur le marché **quelques logements** anciens vacants.

## Evolution récente de la construction

Le registre des permis de construire entre 1994 et 2006 montre 72 demandes pour des maisons (ou appartements), correspondant à une activité **récente** de la construction ces dernières années.

Le nombre de demandes atteint une moyenne de 7 maisons par an depuis 1999, tandis que pour la période 1994-1998 la moyenne des demandes de permis de construire par an était 2.

Les demandes concernant les **rénovations** sont peu nombreuses (soit 5 au total ces 10 **dernières** années).

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total dossiers P.C.	2	9	12	7	6	21	14	28	17	11	13	10	7
Résidences principales			3	5	1	14	5	12	9	10	5	8	
Rénovation	1	1	1						1		1	1	1
Agriculture		2	3	1	1	2	1	2			1	1	1
Activités			1	1			1						
Commune								1					
Divers	1	6	2		2	2	3	5	3	1	3		5
Annulation et modif.			2		2	3	4	8	4		3		

### 1.4.2. Typologie du bâti

Les noyaux anciens se sont implantés au bourg, au lieu dit les Bruyères, **le** long des voies et de façon clairsemée dans l'ensemble de la commune. Au milieu du **19<sup>ème</sup>** siècle, le bâti était disséminé en de nombreux hameaux d'Est en Ouest et **même** jusque sur le plateau. Ce mitage **très** ancien s'explique par la présence de nombreux points d'eau (sources et puits).

Les constructions traditionnelles sont en pisé, avec des soubassements en galets : les **bâtiments** agricoles sont généralement laissés tels quels, alors que les autres constructions sont enduites. Les volumes traditionnels sont construits sur deux niveaux. La tuile canal en terre cuite est le matériau de couverture traditionnel, mais on trouve également des tuiles plates à **emboîtement** rouge sombre. Les boiseries sont souvent de teinte noyer vieilli ou **chêne**.

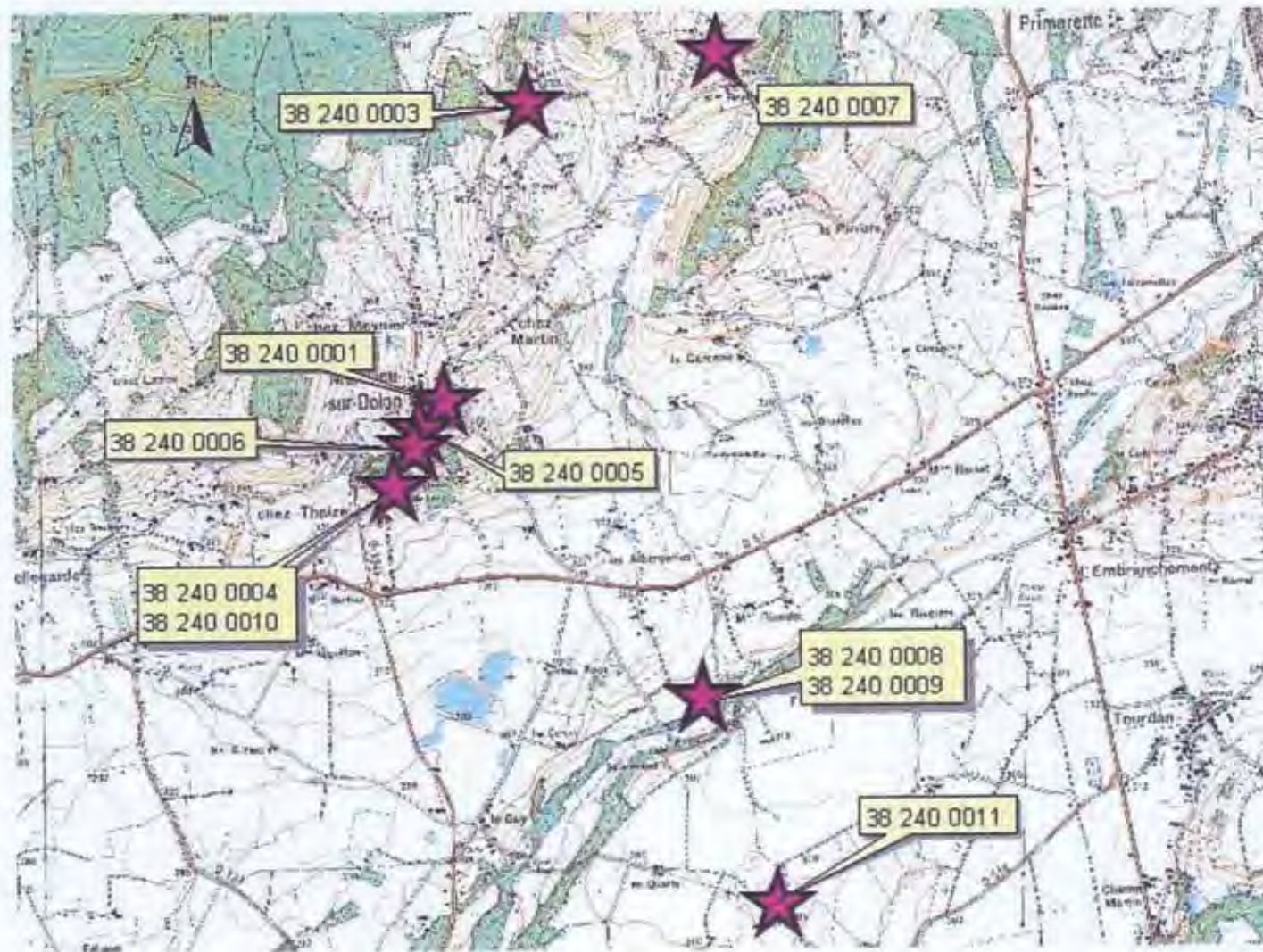
Les maisons où le logis et les dépendances qui forment un seul ensemble dominant. La majorité des fermes dispersées et une partie des maisons groupées sont des **bâtiments** en longueur ou en L. **Il** existe néanmoins des fermes de type dissocié, dans lesquelles le logis et la grange s'installent dans des **bâtiments** distincts.

Sur l'ensemble du territoire, des propriétés remarquables d'un point de vue du patrimoine architectural sont présentes et correspondent à d'anciennes fermes ou granges isolées, témoins du patrimoine rural. Une **étude** menée au cours de la **révision** du P.L.U. annexée au présent rapport illustre ces typologies (plans, photographies..) rencontrées dans l'espace agricole ou naturel.

L'urbanisation récente a été plus regroupée et est venue renforcer les hameaux et le Bourg. Dans le village, le bâti récent s'est développé en continuité avec l'existant le long des voies principales. Ces nouvelles constructions présentent une typologie **différente** de celle de l'habitat ancien. Les **matériaux** utilisés pour ces constructions, leur volumétrie et leur implantation sur la parcelle s'éloignent de la typologie traditionnelle. Les constructions anciennes, en effet, se localisent principalement en bordure de la voie publique et / ou sur limite parcellaire. L'homogénéité du mode d'implantation du bâti ancien, **crée** un certain ordonnancement architectural voire **même** un certain alignement des constructions par rapport aux espaces publics.

Le bâti plus récent vient rompre cet alignement avec une implantation le plus souvent située en milieu de parcelle, en retrait par rapport aux voies et aux limites séparatives.

Moissieu-sur-Dolon (Isère)  
élaboration du P.L.U.  
sites archéologiques recensés  
état juillet 2007



## 1.5. TRANSPORTS

### Voiture

La commune est **desservie** par :

- la RD 51 qui rejoint l'autoroute A7 à l'**Ouest** et **Semons** à l'**Est**,
- **les RD 134 et 134b** qui relient la commune avec celles de **Pact** et **Lapeyrouse Mornay**,
- un réseau de **voies** communales.

Le mode de **déplacement** principal est la voiture. Les routes départementales ont un rôle de **liaison** intercommunale qu'il est **nécessaire** de **préserver** à long **terme**.

Le **stationnement** est **assuré** aux abords des principaux **équipements**, notamment devant la salle des **fêtes**.

### Transport en commun

La commune est **desservie** par la **ligne Trans-Isère n° 2610** du Conseil **Général** de l'**Isère**. Il s'agit d'un transport scolaire qui est ouvert aux autres personnes.

Un car dessert la commune le mercredi matin, jour du **marché de** Beaurepaire.

La commune est comprise dans le **périmètre** de desserte des **taxis sociaux** « le Tacot » qui **siège** à **Virville**.

### Liaisons douces

Il existe plusieurs cheminements piétonniers **fléchés** qui jalonnent la commune et permettent de **découvrir** le paysage et l'environnement et ainsi sensibiliser les personnes sur l'**intérêt** patrimonial des **différents** espaces naturels et du **bâti** traditionnel. De plus en plus de cavaliers empruntent aussi les **sentiers** et les chemins communaux.

La commune est **traversée** par :

- le sentier de Grande Randonnée de **Saint-Jacques-de-Compostelle** (GR n° 65) reliant **Genève** au Puy-en-Velay.
- **deux** autres **itinéraires** de promenades et de **randonnées labellisés** qui **bouclent** avec ce sentier (**cf.** carte intitulée "les **déplacements doux**").

La commune de Moissieu-sur-Dolon n'est pas directement **concernée** par les **itinéraires** cyclables, **mais** deux **itinéraires** figurant au **schéma départemental** des **itinéraires** cyclables traversent les communes **limitrophes**.

La commune est **parcourue** par la boucle Cour-et-Buis - **Moissieu**" (34 **kilomètres**) qui **emprunte** notamment la RD 51, puis remonte par le chemin **situé** à l'Ouest du **château** de Bresson et rejoint **Bellegarde-Poussieu**.

## 1.6. LES SERVICES ET LES EQUIPEMENTS

### 1.6.1. Les équipements de superstructure

La commune dispose de :

- une mairie
- un cimetière
- un plateau d'évolution sportive (tennis basket)
- un terrain de boules
- une salle des fêtes polyvalente (musique, gymnastique, écoles...)
- une école qui accueille 68 enfants en 2006-2007 : 32 en maternelle, 13 CP, 15 en CE1-CE2 et 17 en CM1-CM2
- une cantine scolaire.

La plupart des autres équipements sont situés à Beaurepaire : la poste, une gendarmerie, des banques, la caserne des pompiers, des services médicaux, para-médicaux et les collèges et lycées. D'autres lycées se situent à La Côte-St-André, Vienne et Roussillon.

La municipalité (disposant d'un local disponible) réfléchit avec l'association des parents, à la création d'une garderie périscolaire ouverte pour l'accueil des enfants scolarisés le matin avant l'école et le soir, à la sortie.

### 1.6.2. Les réseaux et les services

#### 1.6.2.1. Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée par le Syndicat Intercommunal des Eaux Dolon-Varèze implanté sur Moissieu-sur-Dolon.

L'alimentation en eau potable s'effectue grâce au captage du Mourelet et alimente :

- le réservoir de Moissieu qui dessert en eau potable tous le secteur Sud de la commune,
- le réservoir des Grandes Bruyères via le château d'eau de Taravas qui assure la distribution en eau potable sur le reste du territoire communal.

#### 1.6.2.2. Défense incendie

Le service incendie est assuré par 10 bornes implantées le long du réseau. Dans certains secteurs et aux extrémités du réseau notamment, le diamètre des canalisations (inférieur à 100 mm) ne permet pas d'assurer dans de bonnes conditions, la défense incendie au regard de la pression. d'autres solutions de défense sont, ou ponctuellement doivent être, mises en place.

La commune est rattachée en premier appel au centre de secours de Beaurepaire.

### 1.6.2.3. Assainissement

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 prévoit la mise en place de réductions de polluants et une obligation du **traitement approprié** (échéancier du **31 décembre** 2005 pour les communes de moins de 2000 habitants). Un zonage d'assainissement a été mené conjointement à l'étude du P.L.U. par le Syndicat Intercommunal des Eaux **Dolon-Varèze**, compétent en matière d'assainissement **collectif** et individuel. Une synthèse de l'étude se trouve dans les annexes sanitaires du dossier de Plan Local d'urbanisme.

#### Assainissement collectif

La commune dispose d'un **réseau** d'assainissement collectif de type **séparatif** qui **s'étend** du Bourg au hameau le **Rouilloud**. Le réseau d'assainissement a **récemment** été étendu au domaine de la **Colombière** et au camping (via une **station** de refoulement). Ce **réseau est raccordé** à un **lagunage** situé à **proximité** de la Ligne Grande V i .

Au total se sont environ 140 logements qui sont raccordés ou **raccordables** à ce réseau. L'extension du réseau à court terme doit se faire en direction des hameaux Chez Martin Ouest et Chez **Meynier**.

La **station** d'épuration d'une capacité actuelle de 500 Equivalents Habitants **arrivant** à saturation, une nouvelle sera **réalisée** d'une capacité de 800 Equivalents Habitants.

#### Assainissement non collectif

Le reste de la commune où les **habitations** sont plus dispersées **est** maintenu en **assainissement** autonome. Seul le **hameau** Chez **Villard** implanté à **proximité** du captage d'eau potable sera raccordé au réseau **collectif** d'assainissement à moyen terme afin de **préserver** la **qualité** de l'eau distribuée.

Les sols sont **globalement** moyennement **perméables** et les dispositifs d'assainissement sont **préconisés** par le zonage d'assainissement avec un rejet dans le **réseau** hydraulique **superficiel**. La **réhabilitation** progressive des installations **existantes après** contrôle sera **nécessaire conformément** à la réglementation en vigueur.

#### Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont acheminées vers les points bas du territoire communal par l'important **réseau** de **fossés** et de cours d'eau qui drainent les versants du plateau de Bonnevaux Ces eaux de ruissellement sont ainsi dirigées gravitairement en **direction de** la plaine et de la rivière du **Dolon** (exutoire **principal**).

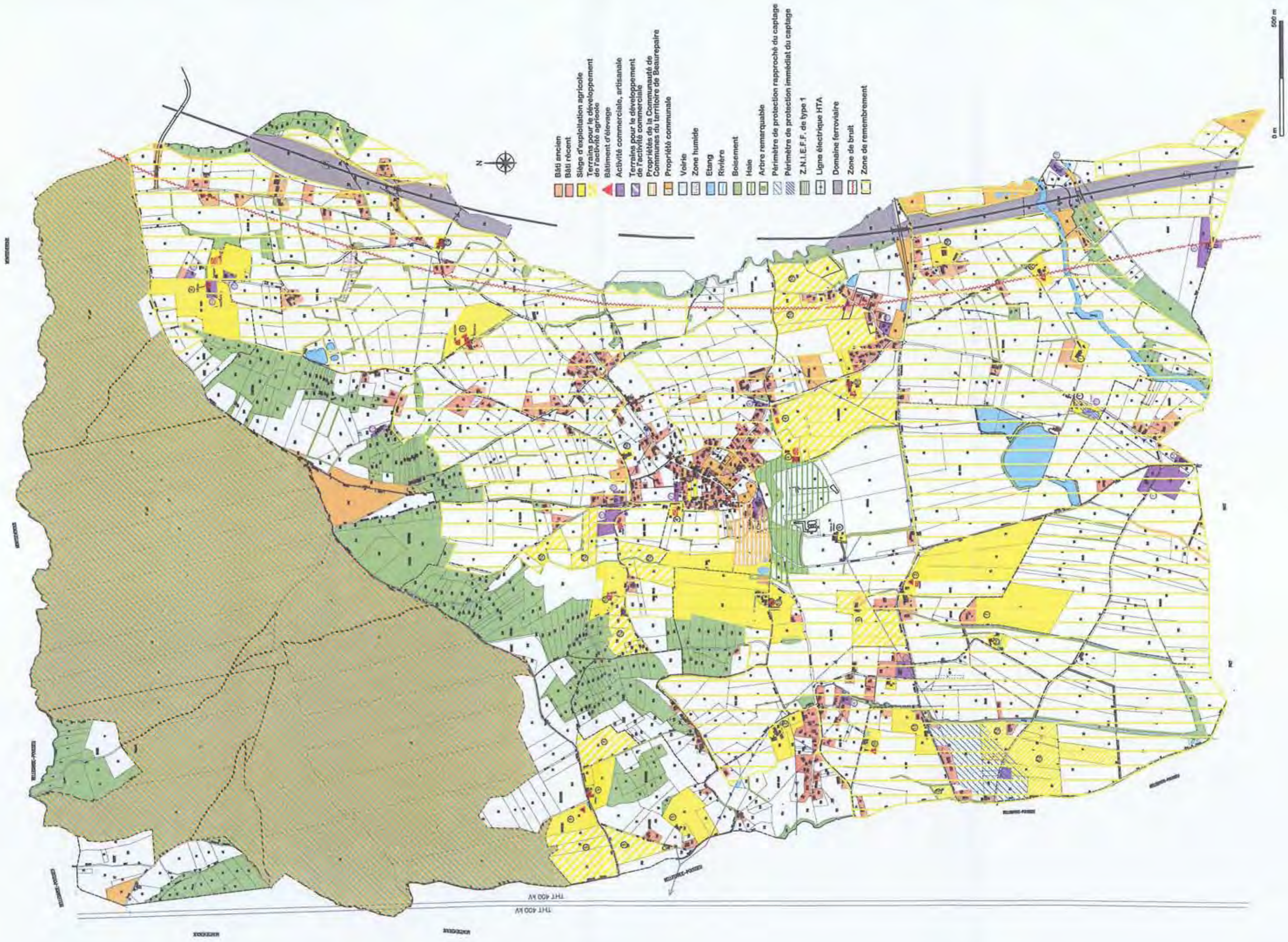
**Différents problèmes** ont été **identifiés** (saturation du **réseau**, **résurgence**, ruissellement, etc.) pour **lesquels** des travaux seront **entrepris** afin de rétablir un bon écoulement **des eaux** pluviales et **d'éviter** de nouveaux **désordres**.

### 1.6.2.4. Desserte en électricité

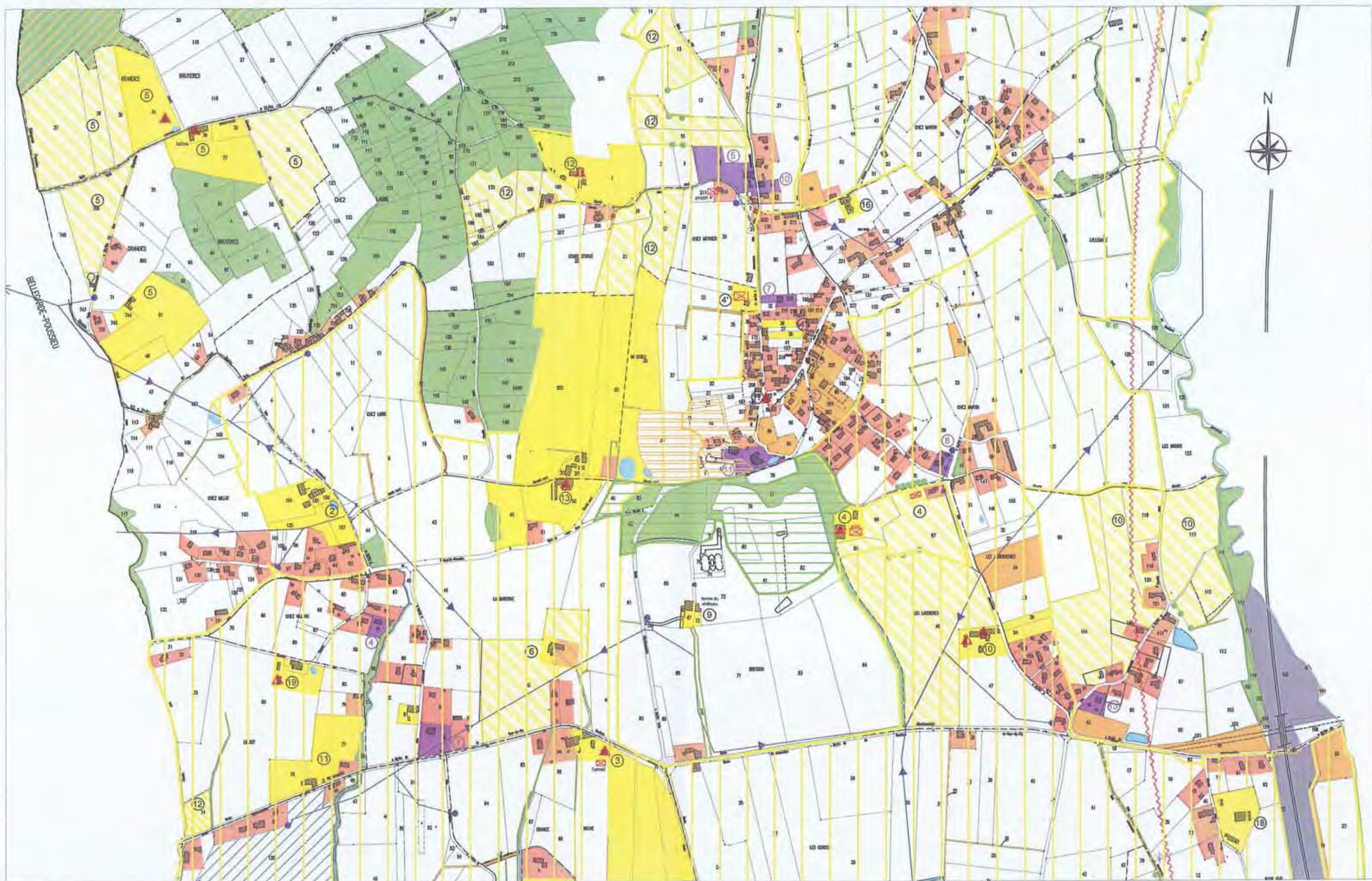
Un réseau Moyenne Tension alimente à partir de 18 postes de transformation les différents **réseaux** Basses Tensions (**BT**) **desservant** les constructions existantes.

# ETAT INITIAL

## Commune de Moissieu sur Dolon



# ETAT INITIAL - Village et hameaux



0 m 500 m

## 2. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 2.1. MILIEU PHYSIQUE

#### 2.1.1. Relief

Le territoire de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** (superficie de 1 438 hectares) s'étend pour **partie** sur les versants Sud du **plateau** de **Bonnevaux**, et pour autre partie au sein de la plaine de la **Valloire** et plus **particulièrement** en limite Nord de la **vallée** du **Dolon**. Cette plaine **d'orientation** Est / Ouest est **délimitée** au Sud par les premiers **contreforts** du plateau des Chambarans fortement perceptibles depuis les hauteurs de **Moissieu-sur-Dolon**.

Au Nord, cette plaine est **dominée** par le plateau de Bonnevaux qui culmine **à** une altitude de **457 mètres** (au Nord du lieudit "les **Brosses**") au dmit de **Moissieu-sur-Dolon**. Ce plateau **est très** largement recouvert par le bois de **Taravas**. La **côtière** de ce plateau **est entaillée** par de nombreux vallons (**d'orientation** Nord / Sud) qui **pénètrent** plus ou moins **profondément** l rebord Sud de ce relief, offrant ainsi une alternance de combes **drainées** par de nombreux cours d'eau et de collines.

Ces versants Sud ont permis l'installation de l'urbanisation de **Moissieu-sur-Dolon**. Ainsi, le bourg de **Moissieu-sur-Dolon** est implanté à flanc de versant A des altitudes comprises entre 375 et **400 mètres**. Les secteurs **bâtis** se superposent ainsi les uns aux autres pour **former** un tissu urbain marqué par la topographie du **site**. La **localisation** du **cimetière** sur une butte, **l'organisation** des **différents** secteurs urbanisés entre eux, **l'entrée** Sud-Ouest du **bourg** avec ses remparts illustrent **parfaitement** le rôle de la topographie dans l'agencement du **bâti**.

En contrebas, ces combes se raccordent à la plaine du Dolon par des versants aux pentes moins **accentuées** qui abritent notamment le **château** de Bresson et les secteurs urbains "des **Albergeries**".

Au sein de la plaine du **Dolon**, la topographie présente une variation **altimétrique** assez **régulière** (**d'une** trentaine de **mètres**), passant ainsi d'une altitude de **l'ordre** de 320 **mètres** dans le secteur du **franchissement** de la RD 51 par la **ligne à** grande vitesse Paris / Sud-Est, **à** une altitude de 286 mètres (point bas de la commune) au droit des bassins de rétention **réalisés** sur le **ruisseau** du Grand Rival au Sud-Ouest du territoire communal. Au sein de cet espace, **le** cours du Dolon occasionne une accentuation ponctuelle de la topographie brisant ainsi la relative platitude du secteur.

Enfin, **l'aménagement récent** de la ligne à grande vitesse Paris / Sud-Est a **modifié** localement **l'organisation générale** des **reliefs à l'Est** du territoire communal.

## 2.1.2. Géologie

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** s'étend :

- à l'**extrémité** Sud-Est du bassin molassique du Bas Dauphiné auquel appartient le plateau de Bonnevaux,
- à l'**extrémité** Est de l'ancienne **vallée** glaciaire de **Bièvre-Valloire**.

Les formations géologiques **rencontrées** dans ce secteur **proviennent** essentiellement des **épisodes** sédimentaires du tertiaire (-65 à -4 **millions d'années**) et des **phénomènes glaciaires** du quaternaire.

Au Miocène (période qui **débute** il y a 23 millions d'années), le bassin Bas Dauphinois fut envahi par un bras de la mer **préalpine** en progression vers l'**Est**. Ce bassin se combla petit à petit d'une sédimentation détritique argileuse puis sableuse résultant de l'érosion des Alpes. Ces **sédiments composés** de sables fins et de limons ont été consolidés en **molasses** par une matrice calcaire.

Cette **molasse constitue** la **majorité** du substratum de ce **secteur géographique**. D'après la notice géologique de Vienne éditée par le Bureau de Recherches **Géologiques** et Minières (B.R.G.M.), ces **formations** ont été **très** largement recouvertes. **et**, Meurent que **ponctuellement** sur les versants à la faveur des ruptures de pentes, comme au droit du bourg de **Moissieu-sur-Dolon** (*cf.* carte géologique).

Le plateau de Bonnevaux et les versants sont ainsi **très** largement recouverts, sur une épaisseur pouvant atteindre au maximum une centaine de **mètres**, de galets enveloppés dans une matrice argileuse rougeâtre appelée "formation de **Bonnevaux-l'Ambellan**". Ces **formations argileuses imperméables entraînent** un fort ruissellement de surface sur **les** versants et permettent le maintien d'un nombre important de points d'eau, de mares ou **d'étangs** sur le **territoire** communal.

Ces formations sont localement **dissimulées** par des **dépôts éoliens** (loess) dont l'épaisseur peut varier de quelques **décimètres** à plusieurs mètres **selon** les secteurs considérés. Ces loess se rencontrent en limite Sud du bois de **Taravas** entre les lieux-dits des "Petites **Bruyères**" et des "Grandes **Bruyères**" (en bordure du plateau).

La plaine de **Bièvre-Valloire** est constituée de terrasses fluvio-glaciaires liées aux **différentes** phases de **retrait** du glacier. Les alluvions fluvio-glaciaires, qui occupent la plaine du **Dolon**, sont recouvertes au Sud de **Moissieu-sur-Dolon** par des formations limoneuses non calcaires. Ces limons présentent une épaisseur pouvant atteindre une **dizaine** de mètres.

D'un point de vue **géotechnique**, les formations **relativement** meubles **rencontrées** sur le territoire de **Moissieu-sur-Dolon**, ainsi que **l'imperméabilité** des sols **associée** à de forts phénomènes de ruissellements, entraînent une sensibilité **marquée** des versants de **Moissieu-sur-Dolon vis-à-vis** des glissements de terrain et des phénomènes de ravinement (*cf.* chapitre relatifs aux risques naturels majeurs).



## 2.1.3. Contexte hydrographique

### 2.1.3.1. Contexte réglementaire

#### La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

Cette directive européenne instaure un cadre pour une politique communautaire de l'**Eau**. Elle fixe un objectif de bon état écologique des milieux aquatiques à l'**horizon 2015**, par une gestion de l'**eau** (souterraine et de surface). Elle doit s'inscrire dans des districts géographiques (équivalent à l'agence de bassin Rhbne Méditerranée Corse) avec des normes de qualité chimique, physique et biologique telle que les Systèmes d'**Évaluation** de la Qualité (SEQ) **décrits ci-après**.

#### Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** appartient au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhbne-Maiterranée-Corse(R.M.C.) approuvé par **arrêté préfectoral** en date du **20 décembre 1996**, en appliition des articles L 212-1 et suivants du Code de l'environnement (issus de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992).

Ce document constitue le cadre réglementaire de référence afin d'assurer "une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques" présents sur l'ensemble du bassin versant.

Le SDAGE détermine les orientations fondamentales à entreprendre pour atteindre cet objectif, à savoir :

- lutter contre la pollution.
- garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usages.
- **réaffirmer** l'importance **stratégique** et la **fragilité** des **eaux** souterraines,
- mieux **gérer** avant d'investir.
- respecter le fonctionnement naturel des **milieux**,
- restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables,
- restaurer d'urgence les milieux particulièrement **dégradés**,
- mieux gérer les risques.
- gérer l'**eau** en terme d'aménagement du territoire,
- renforcer la gestion locale et concertée

Au-del de ces orientations fondamentales, le S.D.A.G.E. définit **également** des orientations **spécifiques** selon les **territoires** considérés.

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** appartient au territoire intitulé "**Bas Dauphiné**". Sur ce **territoire**, le SDAGE **préconise** notamment une gestion patrimoniale des grands aquifères (dont la nappe de **Bièvre-Valloire**) qui constituent des ressources **stratégiques** pour l'avenir (prise en considération des aquifères dans leur **intégralité**, prévention des contaminations et gestion **équilibrée** et cohérente des prélèvements agricoles).

Au-delà des préconisations **énoncées** vis-à-vis des eaux souterraines, le SDAGE recommande :

- "la gestion des inondatlons par une politique volontaire de préservation des **zones** inondables et une application stricte de la réglementation.
- la présevation prioritaire des hauts bassins contre toute pollution".

Suite à l'approbation de la Directive Cadre sur l'Eau définissant notamment un cadre général pour la protection et l'amélioration de tous les milieux aquatiques, un état des lieux du bassin du Rhône a été **dressé** et **adopté** par le Comité de Bassin le 4 mars 2005. A partir de cet état des lieux, un plan de **gestion** du district hydrographique va être **élaboré** et **intégré** à la version révisée du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) d'ici la fin de **l'année** 2009.

Dans le cadre de cette **démarche**, 17 nouveaux "**territoires SDAGE/DCE**" ont été identifiés. La commune de **Moissieu-sur-Dolon** appartient **désormais** au Territoire **SDAGE/DCE** appelé "**Isère aval et bas Dauphiné**".

La gestion **patrimoniale** de la nappe de "**Bièvre-Valloire**" **préconisée** dans le SDAGE du bassin Rhône - Méditerranée - Corse s'appuie au niveau local sur la mise en **place** d'un Schéma d'Aménagement et de **Gestion** des Eaux (S.A.G.E.).

### **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Bièvre-Liers-Valloire**

Le périmètre de ce S.A.G.E. "**Bièvre-Liers-Valloire**" a été **approuvé** par **arrêté** inter-préfectoral de l'**Isère** et de la **Drôme** le 19 mai 2003. Ce **périmètre** comprend notamment les communes de **Bellegarde-Poussieu**, de **Moissieu-sur-Dolon**, de **Pact** et de **Primarette**.

La Commission Locale de l'Eau (CLE) a été **constituée** le 24 mai 2005. La gestion de ce S.A.G.E. est assurée par le Syndicat d'aménagement hydraulique de **Bièvre-Liers-Valloire**. Actuellement, cet organisme **gestionnaire** du S.A.G.E. entame la phase d'état des lieux du bassin et va prochainement engager les études nécessaires à l'élaboration du programme des actions à entreprendre afin de poursuivre les objectifs définis dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Ces actions sont d'autant plus nécessaires que l'état des lieux du bassin du Rhône réalisé en 2005 fait **apparaître** un risque fort de ne pas atteindre le bon état **qualitatif** et quantitatif de cette masse d'eau souterraine à l'horizon **2015**.

### **La directive nitrate**

Cette directive **n°91/676/CEE** du 12 **décembre** 1991 met en œuvre des programmes d'action dans les zones **vulnérables** concernant la protection contre la pollution des eaux par **les** nitrates à partir de sources agricoles.

L'ensemble du bassin versant **Bièvre-Liers-Valloire** est **identifié** en tant que zone vulnérable aux pollutions par les nitrates d'origine agricole telle que définie par l'arrêté du **Préfet coordonnateur** du bassin Rhône **Méditerranée** en date du 31 **décembre** 2002. Cette **classification** impose la mise en place de programmes **d'actions** (comme le PICAZOTE) visant à limiter les apports en nitrate en direction des milieux récepteurs. Le programme actuel vise à obtenir une évolution quantitative des pratiques de gestion des fertilisants azotés.

### 2.1.3.2. Présentation des cours d'eau de **Moissieu-sur-Dolon**

La commune appartient au bassin venant de la rivière du Dolon (affluent rive gauche du Rhbne), qui s'écoule au Sud-Est du territoire communal.

Cette rivière trouve sa source sur la commune de **Pommier-de-Beaurepaire** aux étangs des **Moilles**, et s'écoule selon une direction Est / Ouest en pied de versant du plateau de Bonnevaux. Ce cours d'eau, long d'une trentaine de kilomètres, draine la partie Nord de la plaine de la **Valloire** et rejoint le Rhbne (canal de fuite de l'usine-écluse de Sablons) au Sud-Ouest du bourg de **Chanas**. Il est à noter que ce cours d'eau connaît des assèchements **fréquents** en aval de la commune de **Pact** (infiltration importante) et fait **régulièrement l'objet** de curages en aval de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** ce qui n'est pas favorable au maintien d'un peuplement piscicole diversifié.

Compte tenu de la nature argileuse des sols (limitant l'infiltration), les ruissellements sur les versants sont nombreux. Aussi, la **côtière** est parcourue par un réseau important de ruisseaux qui rejoignent la rivière du Dolon dans la plaine. Ainsi, **l'Est** du territoire communal est drainé par le ruisseau du Rouilloud qui conflue avec le Dolon à **l'Est** de la ligne à grande vitesse Paris / Sud-Est à proximité de la station de lagunage.

Les coteaux des "Petites **Bruyères**" et du bois de Layat sont drainés par le ruisseau du Grand Rival qui longe notamment le camping à **l'Ouest** du domaine de la Colombière. On notera également le ruisseau du Petit Rival qui sert d'exutoire aux étangs de **Moissieu-sur-Dolon** ("les Cordes").

La limite communale Nord est matérialisée par la rivière de la Sanne qui se jette dans la rivière du Dolon à une distance d'environ 1 200 mètres en amont de la confluence du Dolon avec le Rhbne. Au Nord-Ouest de **Moissieu-sur-Dolon**, la rivière de la Sanne reçoit également les eaux du ruisseau des Guichards et du ruisseau des **Sordures**.

Enfin, on notera que la commune de **Moissieu-sur-Dolon** est parsemée d'un nombre important de mares et **d'étangs** qui présentent un **intérêt** d'un point de vue biologique (cf. description du milieu naturel).

### 2.1.3.3. **Qualité** des eaux

La qualité de **l'eau** (ou aptitude) est appréciée au travers de la mesure de nombreux paramètres dont les unités d'expression sont différentes et dont les seuils d'effets sur le milieu, exprimés en concentration, sont également différents.

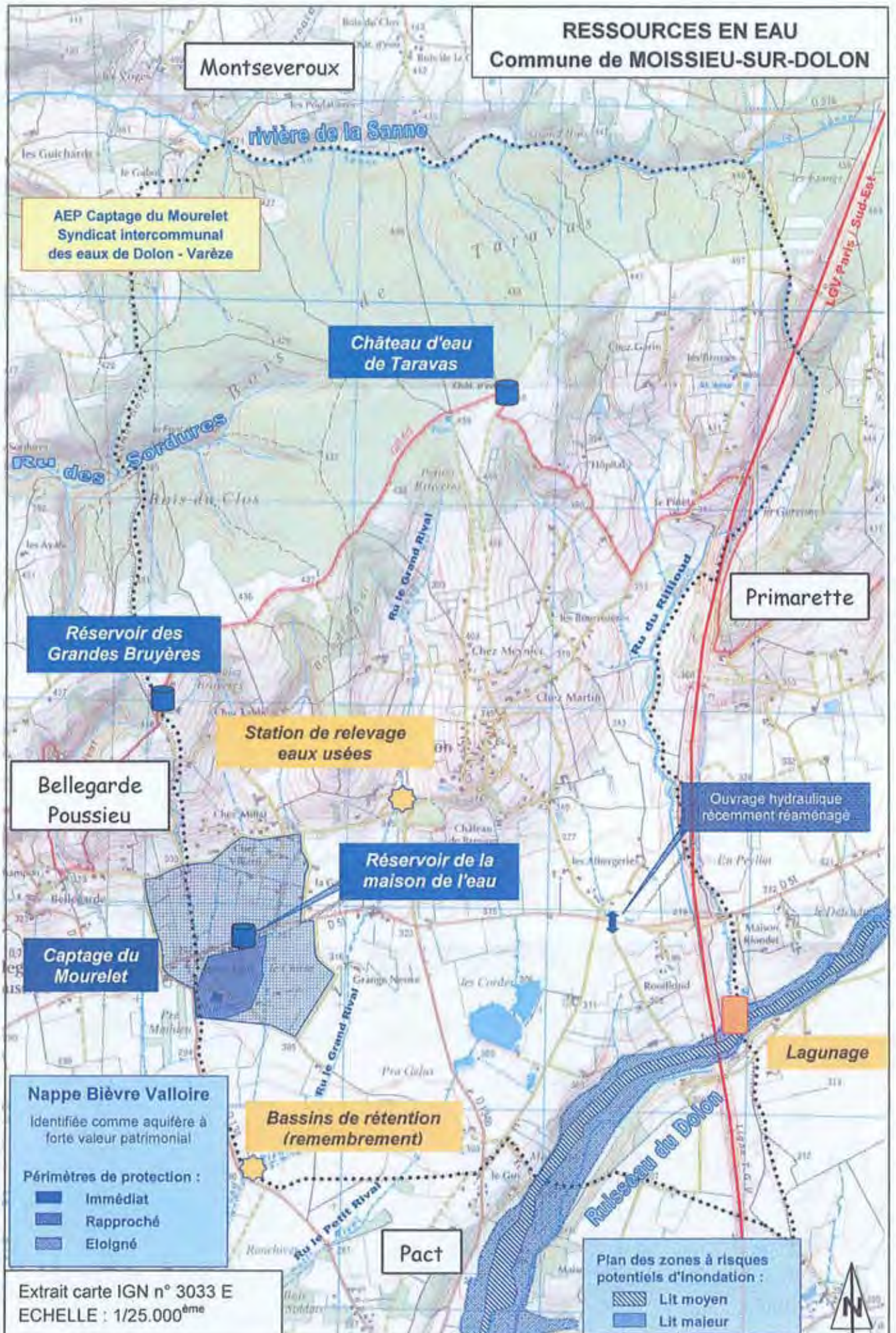
La méthode SEQ-Eau (Système **d'Evaluation** de la Qualité de **l'eau** des cours d'eau) fondée sur la notion d'altération de la qualité de **l'eau** (présence de pesticides, de nitrates, de matières phosphorées,...) est actuellement utilisée pour apprécier la qualité des cours d'eau d'un secteur donné.

Le SEQ-Eau transforme les concentrations en indices de qualité variant entre 100 (eau de très bonne qualité) et 0 (eau de mauvaise qualité) de manière à rendre ces valeurs comparables entre elles. L'indice de qualité est ensuite fractionné en 5 classes de couleurs selon la qualité ou l'aptitude des eaux.

Classe d'aptitude :	Très bonne	Bonne	Moyenne	Médiocre	Mauvaise
Indice d'aptitude :	100 - 80	79 - 60	59 - 40	39 - 20	19 - 0

# RESSOURCES EN EAU

## Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON



Les cours d'eau de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** n'ont pas fait l'objet de mesures récentes de leur qualité de l'eau. En effet, ces cours d'eau n'ont pas été étudiés dans le cadre de la **Synthèse de la qualité** des cours d'eau du département de l'Isère réalisée récemment par l'Agence de l'Eau.

Toutefois, d'après la carte de la qualité des cours d'eau en Rhône-Alpes (synthèse des données acquises de 1088 à 1994), éditée par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et la Direction Régionale de l'Environnement Rhône-Alpes, la qualité des eaux du Dolon et de la Sanne était très bonne (indice bleu).

L'objectif étant bien entendu de maintenir cette qualité des eaux. On notera cependant que du fait des faibles débits du ruisseau du Dolon, ce cours d'eau est très vulnérable vis-à-vis des risques de pollution.

#### **2.1.3.4. Assainissement**

##### **Traitement des eaux usées**

D'après le Syndicat Intercommunal des Eaux Dolon-Varèze, le bourg de **Moissieu-sur-Dolon** et les secteurs urbanisés "des **Albergeries**" bénéficient d'un réseau d'assainissement collectif de type séparatif (collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales). Ce réseau a récemment été étendu au domaine de la **Colombière**, ainsi qu'au secteur du camping grâce à l'aménagement d'une station de relevage implantée à proximité de ce dernier.

Les eaux usées ainsi recueillies sont acheminées pour traitement à la station de lagunage implantée au Sud-Est du territoire communal le long de la Ligne à Grande Vitesse Paris / Sud-Est. Ce lagunage, constitué de 3 bassins, rejette les eaux après épuration dans le ruisseau du **Rouilloud** affluent de la rivière du Dolon.

L'habitat dispersé, ainsi que les dix hameaux de la commune (chez **Millat**, chez **Villard**, le **Mourelet**, l'**Hopital**, le **Pinet**, les **Brosses**, chez **Labbé**,...) sont traités en assainissement autonome. On notera que les zones urbanisées localisées au sein des périmètres de protection du captage d'alimentation en eau potable du **Mourelet** ne bénéficient pas d'un réseau d'assainissement collectif.

Le zonage assainissement de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** a été réalisé par le syndicat intercommunal des eaux de Dolon-Varèze conjointement à l'élaboration du plan local d'urbanisme.

##### **Traitement des eaux pluviales**

Les eaux pluviales sont acheminées vers les points bas du territoire communal par l'important réseau de fossés et de cours d'eau qui drainent les versants du plateau de **Bonnevaux**. Ces eaux de ruissellement sont ainsi dirigées gravitairement en direction de la plaine et de la rivière du Dolon (exutoire principal).

La gestion des eaux pluviales est un aspect très important de la gestion du territoire communal. En effet, la topographie de la commune et les grands volumes d'eau de ruissellement transitant sur les versants et dans les combes engendrent une sensibilité élevée des secteurs urbains localisés en contrebas.

Le ravinement important de la parcelle en culture localisée à l'Est du bourg en est une parfaite illustration (cf. photo ci-dessous).



L'ouvrage hydraulique de franchissement de la RD 51 localisé au Sud, du lieudit "les **Albergeries**" a **été réaménagé** en 2004 (mise en place d'une canalisation de 600 mm de **diamètre**) afin de **permettre** l'écoulement des eaux de ruissellement dans de bonnes conditions.

Des **débordements** d'eaux pluviales **entraînant** de la boue sur la chaussée ont **été** signalés dans le secteur de "chez Millat".

Enfin, dans le cadre des travaux connexes du remembrement lié à l'aménagement de la ligne à grande vitesse Paris / **Sud-Est** des bassins de rétention des eaux pluviales ont également été **aménagés** au Sud-Ouest du territoire **communal** (à proximité de la RD 134) sur le **ruisseau** du Grand Rival.

## 2.1.4. Hydrogéologie

### 2.1.4.1. Contexte général

Les formations **géologiques** qui composent le sous-sol de la commune de Moissieu-sur-Dolon **offrent** des potentialités aquifères variables (source : **Synthèse hydrogéologique départementale** éditée par la DIREN, l'**Agence** de Peau et le Conseil **Général** de l'**Isère**, août 1999). Ces formations **conditionnent** ainsi, la **présence** de nappes d'eau **souterraine** plus ou moins continues et importantes, **localisées** à différentes profondeurs.

Les **alluvions fluvio-glaciaires** qui composent le **sous-sol** la plaine de **Bièvre-Valloire** (et de la vallée du Dolon) recèlent des **circulations** d'eau importantes, et, **constituent** de part leurs caractéristiques (fortes perméabilités entre 4 et 6  $10^{-2}$  m/s, **épaisseur des sédiments élevée** variant de 35 à 65 mètres, bon **renouvellement** en eau) des **aquifères très productifs**.

La nappe de l'**ensemble** "Bièvre-Valloire" a d'ailleurs été identifiée comme un "milieu aquatique remarquable à forte valeur patrimoniale" dans le **Schéma** Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhbne - **Méditerranée** - Corse. Ce document préconise, entre autre, la mise en oeuvre de mesures de protection **préventives** vis-à-vis de la **qualité** des eaux de ce type **d'aquifère**, dont l'**altération** poserait des **problèmes immédiats** pour les populations qui en **dépendent**.

En plus de son alimentation propre liée aux **précipitations** (2/3 de l'alimentation totale), la nappe de **Bièvre-Valloire** est alimentée **latéralement** par les nappes contenues dans les molasses (1/3 de l'alimentation).

D'après la **synthèse hydrogéologique départementale** : "les **caractéristiques physico-chimiques** et **bactériologiques** sont la plupart du temps conformes aux normes des eaux d'alimentation. Par contre, **il est important** de signaler une augmentation **régulière** des teneurs en nitrates **supérieures à 25 mg/l** sur une grande partie du bassin. localement atteignant et **dépassant 50 mg/l**, elles sont **l'indice d'une pollution diffuse** d'origine agricole importante de **l'aquifère**".

La **couverture superficielle** de limons assure une **relative protection** de **l'aquifère sous-jacent**, diminuant d'autant sa **vulnérabilité**.

Les terrains **molassiques** présentent des **perméabilités** variables (en moyenne  $10^{-4}$  m/s) en raison de la disparité des couches géologiques qui les composent (**conglomérats**, sables, argiles). Ces **formations abritent** néanmoins des horizons aquifères où les circulations **souterraines** ne sont pas individualisées. Sur le secteur, ce type de ressource en eau n'est pas exploité.

La **vulnérabilité** de ce type de sol est en **lien** avec sa **perméabilité** : des **déversements de polluants** auraient une **pénétration irrégulière** et ralentie, mais leurs **effets** seraient persistants en raison du renouvellement modéré des eaux souterraines. La **perméabilité** de la molasse étant faible, elle **assure** une excellente filtration (contre les **bactéries**) et une bonne **régulation** du **débit**.

#### **21.42. Alimentation en eau potable**

L'alimentation en eau potable de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** est **gérée** par le Syndicat Intercommunal des Eaux de **Dolon-Varèze**, dont le **siège** est localisé sur la commune le long de la RD 51 à la maison de l'eau.

Ce syndicat, qui couvre une vingtaine de communes, exploite deux captages d'alimentation en eau potable **respectivement** localisés sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon** et sur celle de Faramans.

Le captage de **Moissieu-sur-Dolon** ou captage du Mourelet est implanté au Sud-Ouest du territoire communal. Ce captage **bénéficie** de trois **périmètres** de **protection** dont l'extension maximale (**périmètre** de protection **éloigné**) recouvre les secteurs urbanisés de "chez Villard" et du "**Mourelet**", ainsi que **l'espace agricole** du "**Chirat**" (cf. carte intitulée "Ressources en eau") On notera que ce **périmètre** de protection éloigné du captage est traversé par la RD 51 sur une **distance** d'environ 750 mètres.

Ce captage **effectué** dans la nappe de **Bièvre-Valloire**, alimente :

- le **réservoir** de la maison de l'eau implanté le long de la RD 51 qui dessert en eau potable tous le secteur Sud de la commune,
- le **réservoir** des Grandes **Bruyères** implanté en limite des communes de **Bellegarde-Poussieu** et de **Moissieu-sur-Dolon**, qui refoule les eaux en direction du **château** d'eau de **Taravas** qui domine la commune de **Moissieu-sur-Dolon**. Ce château d'eau assure la presque **totalité** de la distribution en eau potable sur le **territoire** communal (distribution en gravitaire).

La commune de Moissieu-sur-Dolon appartient aux bassins versants de la Sanne et du Dolon (affluents du Rhône). Ces bassins versants figurent parmi les zones vulnérables vis-à-vis des nitrates.

Réglementairement, la commune est soumise au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) Rhône-Méditerranée-Corse (territoire du Bas Dauphiné) et au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) de Bièvre-Liers-Valloire dont le périmètre a été arrêté et la Commission Locale de l'Eau a été constituée en 2005.

Le territoire communal est drainé par un nombre important de cours d'eau qui rejoignent la rivière du Dolon. La commune est également soumise à de forts phénomènes de ruissellement sur les versants et dans les combes. Par conséquent, les piémonts urbanisés présentent une sensibilité particulière vis-à-vis des risques d'inondation (risques accentués par les imperméabilisations de hauts de versant).

Le ruisseau du Dolon fait également régulièrement l'objet de travaux de curage en aval de Moissieu-sur-Dolon ce qui ne favorise pas le maintien d'un peuplement piscicole important et diversifié.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de Dolon-Varèze assure l'alimentation en eau potable de la commune au moyen de deux captages respectivement localisés sur la commune de Moissieu-sur-Dolon et de Faramans. Les périmètres de protection du captage de Moissieu-sur-Dolon (captage du Mourelet) couvrent les espaces bâtis des lieux-dits de "chez Villard" de "chez Millat" et du Mourelet, ainsi que les parcelles agricoles du "Chirat". Ces secteurs présentent par conséquent une sensibilité élevée vis-à-vis de la gestion des eaux.

En dehors du bourg de Moissieu-sur-Dolon et du secteur du camping (domaine de la Colombière inclus) raccordés à la station de lagunage implantée dans la vallée, l'assainissement des hameaux dispersés n'est pas assuré de manière collective. Un zonage d'assainissement a été réalisé conjointement à l'élaboration du plan local d'urbanisme.

## 2.1.5. CLIMATOLOGIE ET QUALITE DE L'AIR

### 2.1.5.1. Données climatiques et météorologiques

La plaine de B i i / Valloire se caractérise par un climat tempéré avec une tendance continentale marquée. Toutefois, bien que située légèrement à l'écart de la vallée du Rhône, cette région est soumise à une légère influence méditerranéenne (aridité estivale marquée et fort ensoleillement).

#### Les précipitations :

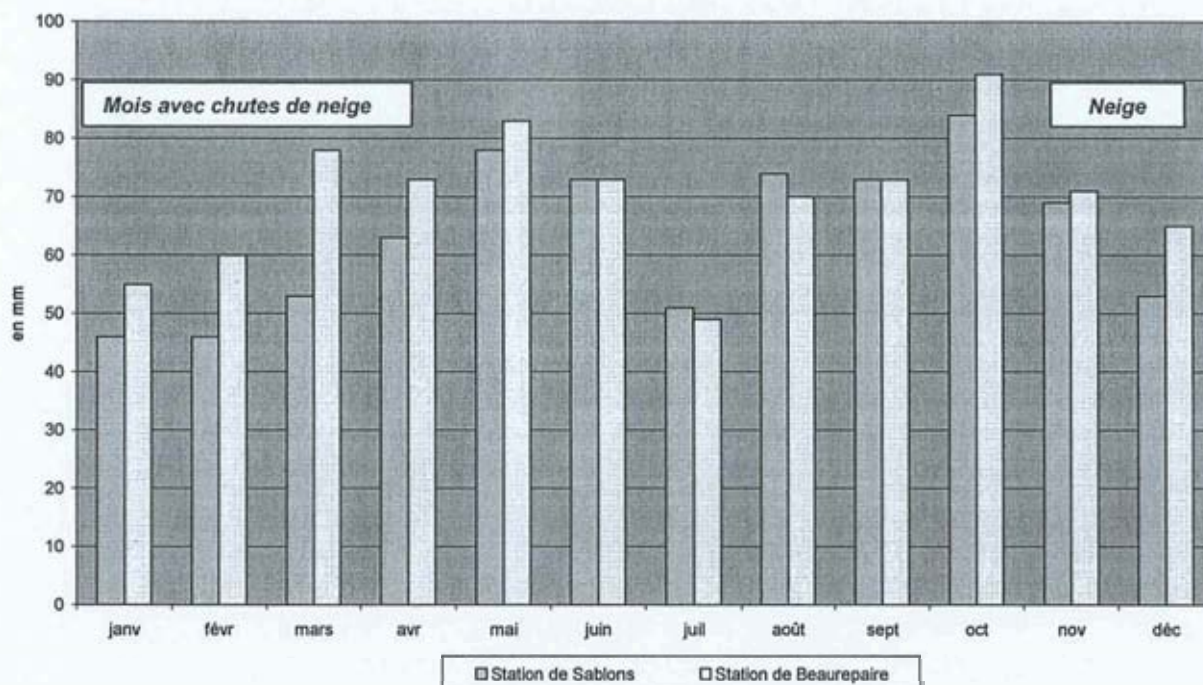
Les régimes pluviométriques enregistrés par Météo France aux postes météorologiques de :

- Sablons implanté à une quinzaine de kilomètres à l'Est de Moissieu-sur-Dolon dans la vallée du Rhône,
- Beurepaire localisé à une dizaine de kilomètres au Sud-Est au sein la vallée de Bihvre / Valloire,

présentent une sécheresse estivale (en juillet) suivi d'un pic de précipitations automnal (en octobre) assez caractéristique et d'un second pic de précipitations printanier (en mai).

D'une manière générale, les précipitations augmentent d'Ouest vers l'Est et du Sud vers le Nord. Ainsi, on enregistre une moyenne de 763 mm de précipitations à Sablons pour 841 mm à Beurepaire ; le taux de précipitations pour la commune de Moissieu-sur-Dolon s'établissant pour le secteur de plaine à une moyenne proche de 800 mm par an. Cette moyenne augmente probablement légèrement sur les coteaux du plateau de Bonnevaux. Ces faibles précipitations sont directement liées à la protection qu'exerce le massif central vis-à-vis des perturbations océaniques.

### Moyennes mensuelles des hauteurs de précipitations (données Météo France)



**Moyennes annuelles des précipitations**  
 Sablons : 763 mm / Beurepaire : 841 mm

Ces données moyennes **ne doivent pas occulter** les variations importantes de **précipitations** qui peuvent survenir dans ce secteur géographique. Ainsi, sur la **période 1946-1995**, Météo-France a enregistré un maximum de **précipitations** annuelles de 1406 mm en 1960 et un minimum de précipitations annuelles de 514 mm en 1949 à Beurepaire (source : 'Quelques aspects du climat de la région Rhône-Alpes' - Blanchet & Richoux, 1999).

Les **précipitations** neigeuses se **répartissent** de novembre à avril. La neige, qui persiste assez **longtemps** sur les **plateaux**, peut **parfois** tomber abondamment

#### Les températures

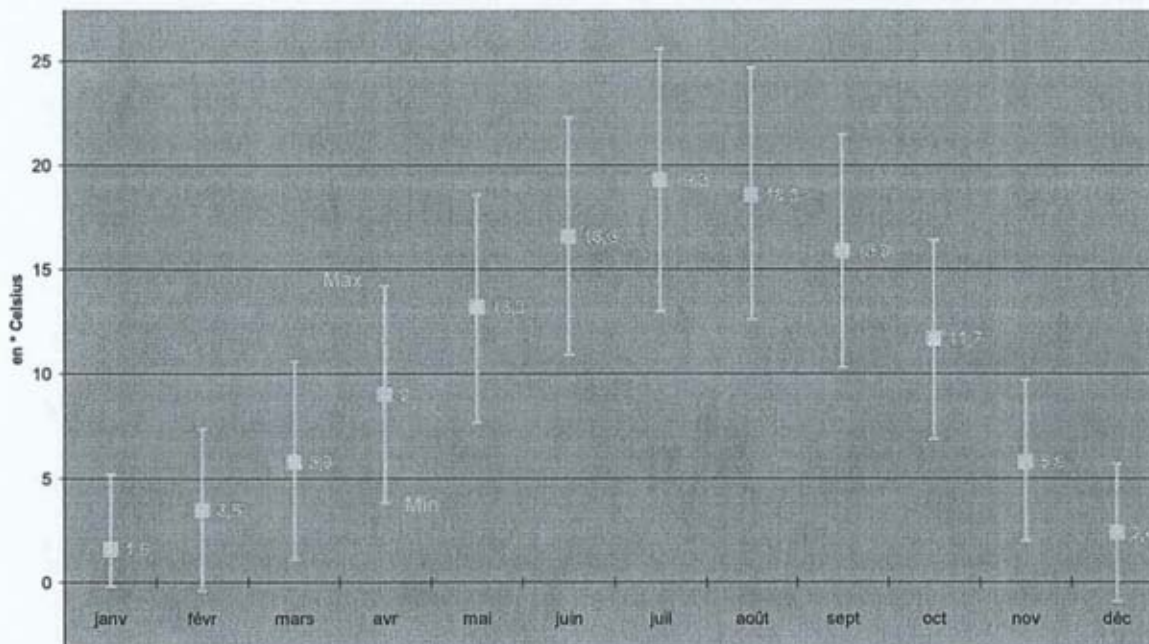
Les **températures** relevées à la station **météorologique** de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs apparaissent plus proches de celles **constatées** sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**.

L'amplitude thermique annuelle dans **cette région** est assez élevée, les températures les plus **froides** se produisant **généralement** en janvier. avec des températures moyennes **minimales** de l'ordre de  $-2^{\circ}\text{C}$ , et les plus chaudes en **juillet-août** avec des températures moyennes maximales se situant aux alentours de  $26^{\circ}\text{C}$  ; la moyenne thermique de janvier **étant** de  $1,6^{\circ}\text{C}$  et celle de juillet de  $19,3^{\circ}\text{C}$ .

Les **gelées**, **particulièrement** sensibles au printemps, **présentent** une occurrence assez importante : 81 jours de **gelées** par an ont **été** relevées à la station **météorologique** de **Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs** **située** à environ 35 kilomètres à l'Est de **Moissieu-sur-Dolon**.

## Températures moyennes à Saint-Étienne-de-Saint-kirs (période 1961 / 1990)

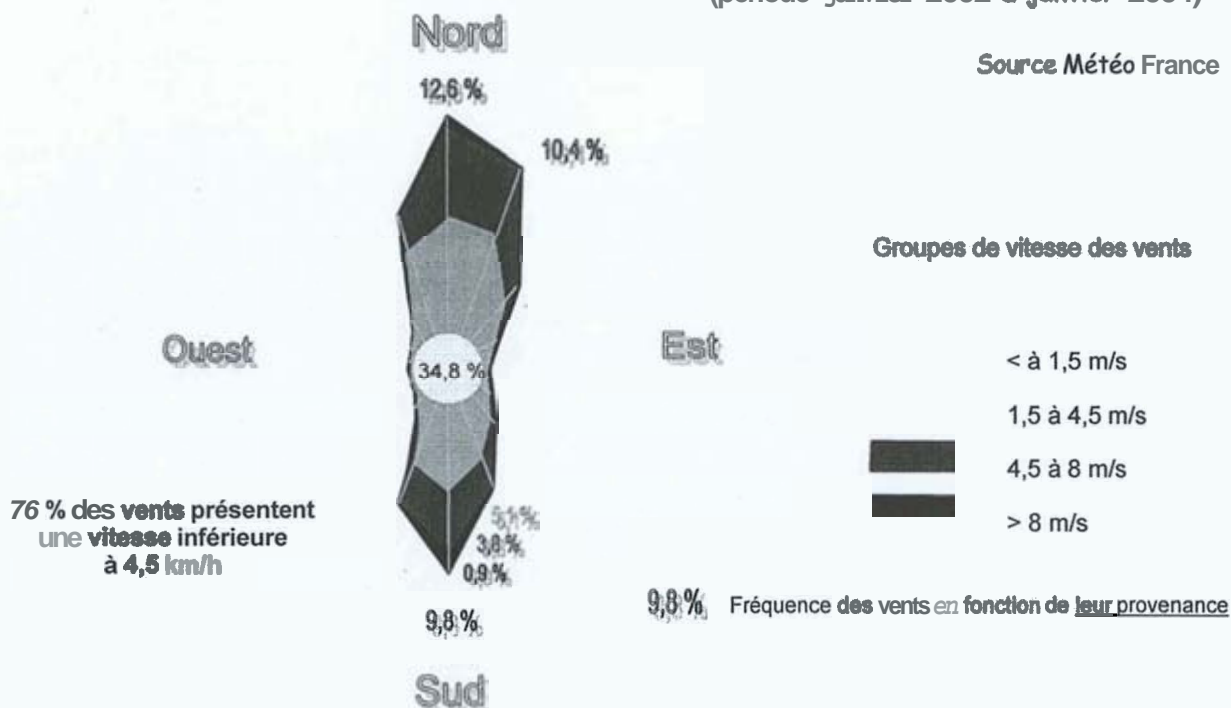
Données Météo France



L'orientation de la vallée du Rhône joue un rôle déterminant sur la direction des vents dominants. Ainsi seuls les vents d'orientation Nord / Sud influencent significativement cette région. La rose des vents de la station météorologique d'Albon (département de la Drôme) implantée à une vingtaine de kilomètres au Sud-Ouest de Moissieu-sur-Dolon dans la vallée du Rhône illustre parfaitement cette situation.

### Rose des Vents à Albon (Drôme) (période janvier 2002 à janvier 2004)

Source Météo France



Les vents de secteur Nord / Nord-Ouest et les vents de secteur Sud sont les plus **fréquents** et représentent respectivement **12,6 %**, **10,4 %** et **9,8 %** des cas.

Ce secteur de la **vallée** du Rhône ne semble **pas** fréquemment soumis à **des** vents violents puisque **34,8 %** des vents présentent une vitesse **inférieure** à 1,5 mis **soit inférieur** à 5 km/h (**légère déviation** des **fumées** d'usine). Le maximum enregistré est de 0.9 % des vents de **secteurs** Sud qui présentent une **vitesse** supérieure à 8 mis soit **supérieur** à 30 km/h (les **feuilles** s'envolent et les grandes branches des arbres bougent).

On précisera cependant que la commune de **Moissieu-sur-Dolon** a subi une **tempête** ayant donné lieu à un **arrêté de catastrophe** naturel en 1982 (cf. chapitre **relatif** aux risques majeurs).

### 2.1.5.2. Qualité de l'air

#### Cadre général et réglementaire

L'article L 220-2 du code de l'environnement (issu de la **loi** sur l'air et **l'utilisation** rationnelle de **l'énergie** de **décembre 1996**) considère comme pollution **atmosphérique** : "**l'introduction** par l'homme, directement ou indirectement dans **l'atmosphère** et les espaces **clos**, de substances **ayant** des **conséquences** préjudiciables de nature à mettre **en** danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux **écosystèmes**, à influencer sur les changements climatiques, à **détériorer** les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives".

Les **différentes directives** de l'union **européenne** ont fixé des valeurs guides et des valeurs **limites** pour les niveaux de pollution des principaux polluants (cf. **ci-après**). Ces normes ont été **établies** en tenant compte des normes de l'Organisation **Mondiale** pour la Santé (O.M.S.).

L'ensemble de ces valeurs a **été** repris dans le droit français par le décret du 6 mai 1998 **modifié** par le **décret** du 15 février 2002 et celui du 12 novembre 2003 relatifs à la surveillance de la qualité de l'air et de ses **effets** sur la santé et sur l'environnement, et, à la **définition** des objectifs de qualité de l'air, des seuils d'alerte et des valeurs limites.

Les principaux polluants **considérés** sont :

- Les **oxydes** d'azotes (NO) : **émis** principalement par les **véhicules** (notamment les poids lourds) et par les installations de combustion.

Les oxydes d'azote peuvent occasionner de graves troubles pulmonaires et des altérations de la respiration. Les monoxydes d'azote (NO) peuvent se **fixer** sur l'hémoglobine au **détriment** de l'O<sub>2</sub> et **provoquer** des **méthémoglobinémies** chez les nourrissons. Le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) **est** un gaz irritant qui **pénètre** les plus  **fines ramifications** des voies **respiratoires** et peut provoquer des **crises** d'asthme.

- Les **poussières** ou particules en suspension dans l'air émises par la circulation automobile (les moteurs diesels en particulier), l'industrie (sidérurgie, **incinération** de **déchets**, cimenterie) et le chauffage urbain.

Les particules fines, de tailles **inférieures** à **2,5** µm. peuvent irriter les voies respiratoires et peuvent constituer un support à **l'inhalation** d'autres polluants potentiellement toxiques. **cancérogènes** ou **allergènes** (plomb, hydrocarbures,...).

- Le **dioxyde** de **soufre** (SO<sub>2</sub>) résulte de la combustion de **matériaux fossiles** contenant du soufre (charbon, fuel, gazole...) et de procédés industriels. Ce gaz provient des industries et des foyers domestiques (chauffages).
- Ce gaz peut occasionner des **problèmes** respiratoires **chez** des personnes sensibles (**altération** de la **fonction** pulmonaire **chez** les enfants et les asthmatiques) et peut **être** à

l'origine de diverses allergies. En tout état de cause ce polluant, essentiellement d'origine industrielle, peut avoir des répercussions graves sur la santé publique.

- **L'ozone (O<sub>3</sub>)** résulte de la **transformation** photochimique des polluants primaires (oxydes d'azote et hydrocarbures émis par la **circulation** routière) sous **l'action** des rayonnements ultraviolets. Ainsi, les **concentrations** maximales de ce polluant **dit** "secondaire" se **rencontrent** assez loin des sources de pollution.
- Une forte concentration provoque des **irritations** oculaires (effets lacrymogènes), troubles fonctionnels des poumons, l'irritation des muqueuses et la diminution de l'endurance à l'effort.
- Le monoxyde de carbone (CO) dérive de la combustion incomplète des **combustibles** fossiles (**essence, fioul, charbon, bois**). C'est le plus toxique des gaz **car il reste très stable** dans **l'atmosphère**. Il est également émis par le chauffage **résidentiel**.
- Des concentrations importantes peuvent **être** mesurées dans les tunnels, les parkings souterrains ou en cas de mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage domestique. Le monoxyde de carbone peut se substituer à l'O<sub>2</sub> dans l'hémoglobine et donc **arrêter** l'oxygénation des cellules du corps, ce qui peut conduire à des **complications** **létales**. Les **symptômes habituels** sont des maux de **têtes**, des vertiges, **troubles cardio-vasculaires**.
- Le **benzène (C<sub>6</sub>H<sub>6</sub>)** est un **composé** organique **volatil (COV)** essentiellement émis par évaporation des **bacs de stockage** pétrolier ou lors du remplissage des **réservoirs** automobiles. Le **benzène** peut avoir des effets **mutagènes** et **cancérigènes**.

D'autres sources de pollutions sont formées pour les véhicules par **l'usure** des pneumatiques, **garnitures** de frein, disques d'embrayage et autres **pièces** métalliques, **produisant** des particules de caoutchouc, **de manganèse, de chrome, de cadmium** voire d'arsenic et d'amiante.

### Seuils réglementaires

La procédure d'information de la population **concerne** les polluants suivants **lorsqu'ils** atteignent un seuil limite (en **µg/m<sup>3</sup>**) pendant un temps **déterminé**.

Les niveaux de pollution fluctuent avec les saisons **de façon différente** pour chaque polluant. La teneur en **SO<sub>2</sub>** est plus faible **en été** (moins de **chauffage résidentiel**), alors que les **NO<sub>x</sub>** sont présents toute l'année. L'ozone est présent de façon plus importante **en été** en raison d'un rayonnement **solaire** plus intense.

Les conditions météorologiques influencent également la dispersion de la pollution. En effet, en hiver et en **été**, l'absence de vent et de précipitations, ainsi que les **phénomènes** d'inversion des températures ne permettent pas une bonne dispersion de la pollution. Durant de telles situations, qui varient d'une **journée** à une **dizaine** de jours, les niveaux de **pollution** peuvent **être jusqu'à 5 fois supérieurs** à la moyenne.

Pour un certain nombre de polluants, des valeurs guides et des valeurs limites sont **fixées**, et **lorsqu'elles** sont atteintes, des **procédures** d'alerte sont déclenchées.

Les seuils réglementaires **au-delà** desquels une **procédure** d'information de **la** population est déclenchée sont :

SO <sub>2</sub>	300	moyenne sur 1 heure
NO <sub>2</sub>	200	moyenne sur 1 heure
O <sub>3</sub>	180	moyenne sur 1 heure

## Suivi de la qualité de l'air en Isère

Pour le département de l'**Isère**, deux associations agréées par l'**état** sont en charge de la surveillance de la qualité de l'air :

- l'**Association** de Surveillance de la Pollution de l'**Air** du **Nord-Isère** : **SUP'AIR** pour le Nord Isère, dont la commune de **Moissieu-sur-Dolon** ;
- l'**Association** pour le **CONtrôle** et la **Préservation** de l'**Air** dans la Région **Grenobloise** : **ASCOPARG** pour le Sud **Isère**.

Afin de **répondre** aux exigences du code de **l'environnement** (codification de la loi sur l'air), ces deux associations se sont alliées pour **réaliser** un programme de mesures sur **trois ans** et pour **compléter** le dispositif d'information de la qualité de l'air sur l'ensemble du département ; les zones de surveillance n'étant que partiellement couvertes par les stations **fixes** des réseaux de mesures.

Cette étude<sup>1</sup>, qui s'est **déroulée** en 2004, a **consisté à effectuer** des mesures de **qualité** de l'air sur des sites **représentatifs** des **différentes** typologies d'exposition : **sites** urbains, **sites** de proximité automobile, sites de **proximité** industrielle et sites ruraux (**afin de déterminer** la pollution de fond).

Au regard des **résultats** obtenus au sein du territoire intitulé "Zone **rurale** de plaine" et au droit des **stations rurales d'Optevoz** et de Faramans, il apparaît les **éléments** suivants :

- Les niveaux mesurés en dioxyde de soufre (**SO<sub>2</sub>**) restent **très** faibles et conformes aux **objectifs** de qualité de l'air.
- Les niveaux mesurés en monoxyde d'azote (**NO**) sont faibles, voir **très** faible, caractéristiques d'un site rural. L'influence du trafic automobile est **très** peu ressentie. En **été**, les **concentrations** de ce polluant sont **généralement** moins **importantes**, du fait de son rôle dans les **processus** photochimiques de **formation** d'ozone.
- Les **concentrations** en dioxyde d'azote (**NO<sub>2</sub>**) sont **très** faibles et respectent l'**objectif** de **qualité** pour la **protection** de la **santé**. Par ailleurs, on ne constate pas en **2004**, de dépassement du seuil d'information et de recommandations. Les concentrations mesurées à **Optevoz** sont caractéristiques d'un site **rural** et sont similaires à celles **enregistrées** à la station fixe de Charavines (station rurale de **référence**).
- Les niveaux mesurés en **poussières (PM<sub>10</sub>)** sont conformes **aux** objectifs de qualité de l'air. Bien que les concentrations de poussières mesurées soient relativement **homogènes** sur l'ensemble des **sites départementaux**, elles restent un peu plus **faibles** que sur les autres sites des **zones urbaines** du département et **comparables** aux concentrations mesurées sur le **site rural** du **Sappey** en zone de montagne.
- Les concentrations moyennes d'ozone (**O<sub>3</sub>**) à Faramans (localisé à une quinzaine de **kilomètres** à l'**Est** de **Moissieu-sur-Dolon**) sont plus **élevées** que sur un site urbain et **représentatives** d'un site rural. Sur l'ensemble de l'année, une quarantaine de dépassements des seuils réglementaires a **été** enregistrée. Les concentrations d'ozone **mesurées** en 2004 **ont** peu évolué par rapport à celles de 2001.
- Les niveaux **mesurés** en **benzène** sont conformes aux **objectifs** de qualité de l'air et comparables aux niveaux **mesurés** dans une **petite** agglomération. Les concentrations mesurées en **2004** sont comparables **à** celles de 2001.

En conclusion, de tous les polluants **réglementés**, seules **les** concentrations d'ozone ne semblent pas conformes à l'objectif de qualité pour la protection de la santé humaine. Les concentrations des autres polluants respectent largement les valeurs **réglementaires**.

<sup>1</sup> Etude de la qualité de l'air sur l'ensemble du département de l'Isère - Mesures réalisées en 2004, Sup'Air (juin 2005).

La forte concentration en **ozone** sur les sites ruraux est directement **lié** à la **formation** de ce **polluant** secondaire qui **nécessite** une **réaction** photochimique pour se **former** et donc une certaine distance **par** rapport au lieu **d'émission** de **ces différents** composants.

L'**extrapolation** de **ces résultats** à la commune de **Moissieu-sur-Dolon** **montre** que cette commune **présente** une typologie relativement similaire au site rural de **Faramans**. Par **conséquent**, la **qualité** de l'air de cette commune peut être relativement sensible vis-à-vis des pollutions à l'ozone d'autant plus que la commune se trouve **localisé** dans **l'axe** des vents dominants en provenance de la **vallée** de la **Valloire** et plus indirectement de la **vallée** du Rhône (parcourue par de nombreuses infrastructures routières).

### **2.1.5.3. Appréciation de la qualité de l'air de Moissieu-sur-Dolon**

En dehors de ce **phénomène**, la circulation automobile **constitue** la principale source de **pollution rencontrée** au droit du **territoire** de **Moissieu-sur-Dolon**. Les **quantités** de polluants, **émises** par le **chauffage** des **bâtiments** d'habitation ou **d'activités**, **dépendent** du mode **utilisé** (**électricité**, **fuel**, **gaz** ou **charbon**) et sont **difficilement quantifiables**.

Néanmoins, les **émissions occasionnées** par le faible **trafic** automobile qui emprunte les routes **départementales** (RD 51, RD 134 et RD 134 b) ne sont pas de nature à entraîner une **dégradation** significative de la qualité de l'air d'autant plus que l'exposition du site est favorable à une bonne **dispersion** de ces polluants.

De plus, en dehors du secteur urbanisé de **Moissieu-sur-Dolon**, l'urbanisation est **constituée** presque exclusivement **d'habitations** individuelles **indépendantes** qui ne **constituent** pas des fronts **bâti** continus le long de **ces infrastructures**.

Par **conséquent**, ce secteur n'apparaît pas **comme** un site **particulièrement** sensible **vis-à-vis** de la **qualité** de **l'air** et ne constitue pas de points singuliers vis-à-vis des populations **exposées**.

### **2.1.5.4. L'ambrosie**

L'ambrosie est une plante nuisible à la santé humaine : en **effet** le pollen de cette plante provoque des allergies chez un nombre croissant de personnes, **il entraîne** des **dérèglements** du système immunitaire (asthme, urticaire, rhinite) ainsi qu'une hypersensibilité de **différents** pores (muqueuses, peau...). Cette nuisance est **renforcée** par une longue **période** de floraison (**d'août** à octobre) et l'émission d'un pollen très abondant, de petite taille, pouvant **être** transporté sur une centaine de **kilomètres**.

Elle a **colonisé ces dernières décennies** le Bas **Dauphiné**, l'**Est Lyonnais** et la **vallée** du Rhône. C'est une plante **pionnière**, **opportuniste** et colonisatrice de **sols** nus, **jachères** non entretenues, friches **urbaines** et **agricoles**.

La lutte contre l'ambrosie est **effective** par l'arrachage, le fauchage et la **végétalisation** des terrains nus avec des plantes non **allergisantes** permettant de limiter son expansion.

Réglementairement, cette lutte repose sur :

- **l'arrêté préfectoral** du **20 juillet 2000** qui **prévoit** que tout **propriétaire**, locataire ou occupant ayant droit (agriculteurs compris) ainsi que les gestionnaires des domaines publics et les responsables des chantiers de travaux sont tenus de **prévenir** la pousse des plants d'ambrosie et de nettoyer et entretenir tous les espaces **où** pousse la plante. En cas de

défaillances des intéressés, les Maires sont habilités à faire procéder, aux frais de ceux-ci, à la destruction des plants d'ambrosie.

- les campagnes de sensibilisation publique qui permettent de sensibiliser les personnes à son identification afin de favoriser son arrachage systématique avant floraison (affichage en mairie).

La commune de Moissieu-sur-Dolon ne fait pas l'objet d'un suivi continu de sa qualité de l'air. Les principales sources de pollution sur la commune sont liées à la circulation routière et aux chauffages résidentiels.

Les résultats obtenus lors d'une étude d'investigation de la qualité de l'air sur l'ensemble du département de l'Isère montrent que la commune de Moissieu-sur-Dolon présente une typologie susceptible d'être plus exposée aux pollutions liées à l'ozone (polluant secondaire).

## 2.1.6. Risques naturels majeurs

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs édité par la préfecture du département de l'Isère, la commune de Moissieu-sur-Dolon est soumise :

- au risque d'inondation,
- au risque de mouvements de terrains,
- au risque de feux de forêts.

La commune de Moissieu-sur-Dolon ne fait pas l'objet d'une cartographie des risques majeurs et ne possède pas de Plan de Prévention des Risques (source : Direction Départementale de l'Équipement).

### 2.1.6.1. Arrêtés de catastrophes naturelles

La commune de Moissieu-sur-Dolon a été concernée par 6 dates d'arrêtés de catastrophes naturelles respectivement approuvés le :

- 18 novembre 1982	:	lempête,
- 24 décembre 1982	:	inondation par une crue (débordement de cours d'eau),
- 24 décembre 1982	:	inondation par ruissellement et coulée de boue,
- 21 juin 1983	:	inondation par une crue (débordement de cours d'eau),
- 21 juin 1983	:	inondation par ruissellement et coulée de boue,
- 21 juin 1983	:	mouvement de terrain et glissement de terrain,
- 20 juillet 1983	:	inondation par une crue (débordement de cours d'eau),
- 20 juillet 1983	:	inondation par ruissellement et coulée de boue,
- 25 janvier 1988	:	inondation par une crue (débordement de cours d'eau),
- 25 janvier 1988	:	inondation par ruissellement et coulée de boue,
- 19 octobre 1993	:	inondation par une crue (débordement de cours d'eau),
- 19 octobre 1993	:	inondation par ruissellement et coulée de boue.

### 2.1.6.2. Risques d'inondation et crues torrentielles

Dans le cadre du programme de **prévention** contre les inondations liées au **ruissellement** pluvial urbain et aux **crues torrentielles** dans les bassins de la Sévenne, de la Gère, de la Varèze, de la Sanne et du Dolon, une cartographie des zones de risques potentiels d'inondation a été établie (cf. carte intitulée "Ressources en eau").

Cette délimitation du lit moyen et du lit majeur des cours d'eau ne constitue pas un plan de **prévention** des risques d'inondation mais **identifie** les secteurs où la **potentialité** de ce risque est prévisible en **l'état actuel** des connaissances. Ces zonages **intéressent** les abords **immédiats** de la **rivière** du Dolon en limite **Sud-Est** du **territoire** communal.

Par **ailleurs**, en raison des fortes variations de relief et de **l'imperméabilité** des sols, les **coteaux** du plateau de Bonnevaux sont soumis à un important **ruissellement**. Ces **écoulements superficiels** se **concentrent** en fond de vallon et **présentent des débits** non **négligeables** à **l'échelle** du site.

Ainsi, les secteurs localisés en aval de ces vallons présentent une **sensibilité particulière** vis-à-vis du **risque** d'inondation et de **coulée** de boues. Ces **ruissellements** occasionnent notamment des débordements sur le chemin communal de "chez **Millat**".

L'urbanisation progressive des versants se traduit par une augmentation de l'imperméabilisation et **donc** à une accentuation des **ruissellements** et des risques pour les zones **bâties implantées** en contrebas (secteur des Albergeries notamment). Aussi, la gestion des eaux pluviales sur la commune constitue un des enjeux majeurs vis-à-vis du développement de l'urbanisation.

### 2.1.6.3. Risques de glissement de terrain et ravinement

Ces risques **portent** sur des secteurs potentiellement **exposés** du **fait** de leur pente, de la nature géologique des **sols**, de la présence de sources et du **rôle érosif** des **ruissellements**. Le **phénomène** de ravinement est lié à l'émoussage des **formations géologiques** locales.

Les secteurs sensibles sont **protégés** lorsque la couverture **végétale** est **développée** limitant ainsi l'érosion, la **vitesse** et la **quantité** des eaux de **ruissellement**. A contrario, les chemins **d'exploitations**, les coteaux pentus, les terrains nus sans haies **bocagères** peuvent **amplifier** ces phénomènes.

**Plusieurs** sites de ravinements de **parcelles agricoles** ont été **observés** lors de la **campagne** de terrain (cf. carte du **relief**). Ceci est notamment le cas de la **parcelle localisée** à **l'Est** du bourg dont les **phénomènes** de ravinement se sont **accentués** après sa **récente** mise en culture (source : **mairie**).

On signalera également l'effondrement d'une partie du talus de **la ligne** à grande vitesse Paris / Sud-Est

### 2.1.6.4. Risques sismiques

La prévention du risque sismique en France est réglementée par **le** décret n° 91461 du 14 mai 1991 (**modifié** par les décrets n° 2000-892 du 13 septembre 2000 et n° 2004-1413 du 23 septembre 2004) qui définit 5 zones de sismicité croissante (zone 0 : sismicité négligeable mais non nulle à la zone III : zone de forte sismicité) pour l'application des mesures de prévention aux **bâtiments**, équipements et installations appartenant à la catégorie dite "à risque normal".

Cette **catégorie** comprend : "les **bâtiments, équipements** et installations pour lesquels les **conséquences** d'un séisme demeurent circonscrites à leurs **occupants** et à leur **voisinage immédiat**".

Le territoire de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** est **classé** à ce **décret** en **zone** de "sismicité **négligeable** mais non **nulle**" (zone O). Au sein de **cette** zone, aucune **prescription parasismique particulière** n'est à **mettre** en œuvre.

#### **2.1.6.5. Risque des feux de végétaux**

En 2003, 2 212 feux de **végétaux** ont **dû être** traités par le Service Départemental d'**Incendie** et de **Secours de l'Isère** (du 1<sup>er</sup> janvier au 14 septembre).

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** figure en tant que commune vulnérable **vis-à-vis** du risque de feu de **végétaux** au Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) en raison de sa vaste **superficie boisée**. On **précisera** qu'un départ de feu de **végétaux** est **survenu** au **début** du **mois** de mars 2004 dans le secteur de **Chez Labbé** et a été rapidement **maîtrisé**.

Vis-à-vis de ce risque, deux typologies de feux de **végétaux** sont à **considérer** :

- les feux survenant en terrains accessibles pour lesquels l'envoi de moyens terrestres est **suffisant**.
- les feux d'altitude survenant en zone inaccessible aux moyens terrestres, souvent beaucoup plus **problématiques** (intervention de moyens **aériens**).

D'après le Service Départemental d'Incendie et de Secours et l'**Office** National des Forêts, il n'existe pas de **problème** particulier d'**accessibilité** au domaine forestier sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**.

D'une **manière générale**, le raccordement à un **réseau** d'eau **sous-pression** constitue **fréquemment** le facteur limitant vis-à-vis des interventions sur feux de **végétaux**. La commune de **Moissieu-sur-Dolon** **bénéficie** de par sa situation en **début** de **réseau** de **distribution** en eau potable de plusieurs "bornes incendie" avec de bonne **capacité** de raccordement. Une **étude** est actuellement **menée** par le Syndicat Intercommunal des Eaux **Dolon - Varèze** afin de **réaliser** un bilan des poteaux incendies sur les **cantons** de Beaurepaire et de Roussillon.

En cas d'incendie, la commune de **Moissieu-sur-Dolon** **dépend** directement du centre de secours de Beaurepaire, éventuellement **appuyé** en renfort par le centre de secours de Roussillon. Ces centres sont rattachés en cas de besoin au Centre de Secours Principal de Vienne.

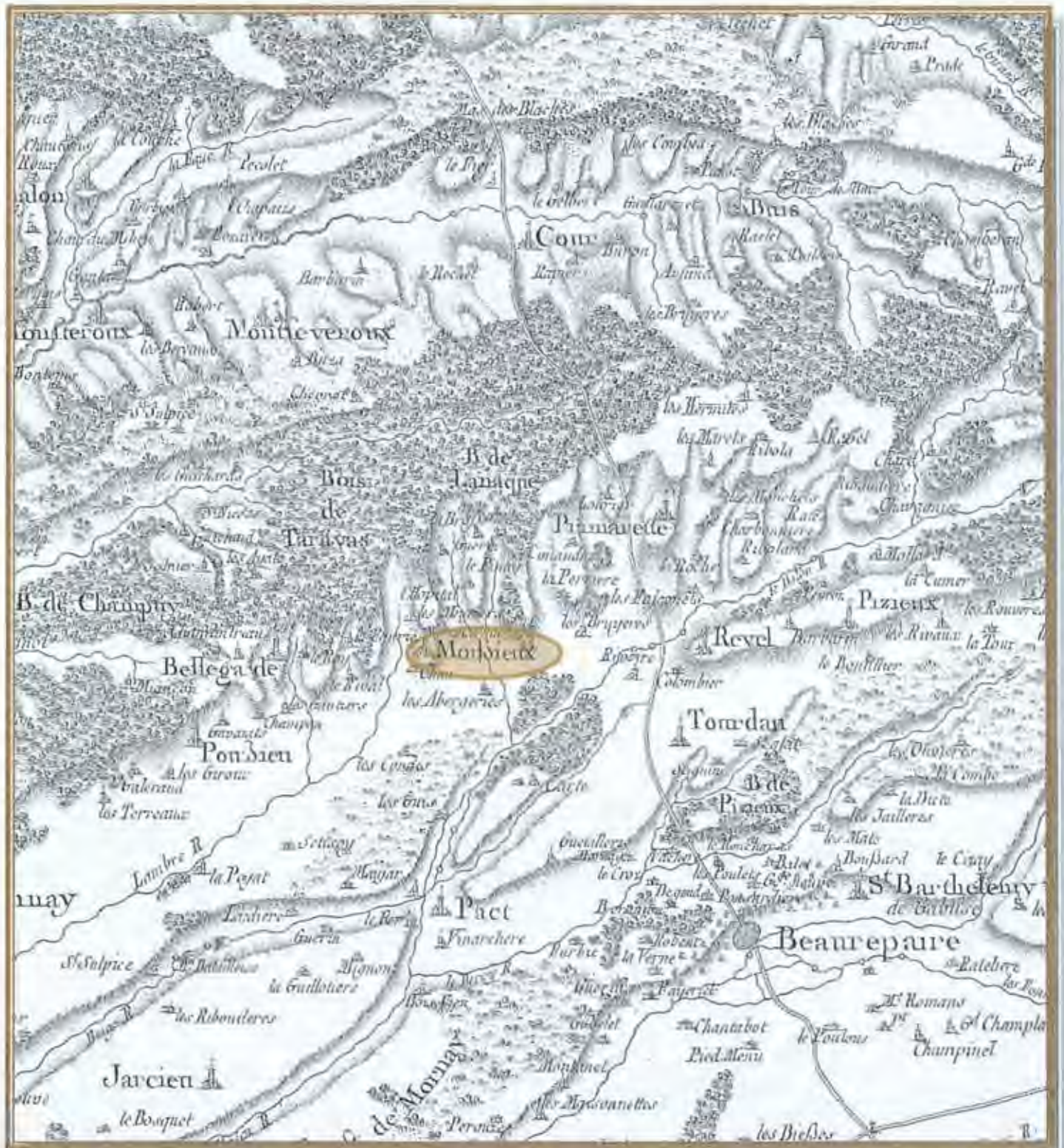
La commune de Moissieu-sur-Dolon ne dispose pas d'une cartographie des risques majeurs et ne possède pas de Plan de Prévention des Risques (source : Direction Départementale de l'Équipement).

Certains secteurs s'avèrent toutefois sensibles aux risques d'inondations (risques faible et moyen), aux risques de ravinements et de glissements de terrain.

Face aux risques liés à l'imperméabilisation des versants, il est nécessaire de prendre en compte ce risque à l'amont et de prévoir, pour le compenser, des bassins d'écrêtements.

## Carte de Cassini du XVIIIe siècle

Extrait de la carte géométrique de France (IGN)



## 2.2. MILIEU NATUREL

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** s'étend en partie sur la cdtière Sud du plateau de Bonnevaux et pour autre partie en limite Nord de la plaine de la **Valloire** (vallée du **Dolon**).

Le Nord du territoire communal est recouvert par le bois de **Taravas**, **prolongement** naturel de la forêt de Bonnevaux qui s'étend au Nord-Est de **Moissieu-sur-Dolon**, et, qui constitue un espace de **liaison** avec le bois de **Champuis** qui s'étend à l'**Ouest** sur la commune de **Bellegarde-Poussieu**.

### 2.2.1. Protection des milieux naturels

D'après la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) et le Conseil Général de l'**Isère**, la commune de **Moissieu-sur-Dolon** n'est pas **concernée** par une délimitation de site Natura 2000, d'Espace Naturel Sensible du département de l'**Isère**, d'arrêté de biotope et ne figure pas à l'inventaire des tourbières de la région **Rhône-Alpes**. En revanche, cette commune est concernée par le **périmètre** d'une Zone Naturelle **d'Intérêt** Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) présentée ci-après.

#### 221.1. Les Zones Naturelles **d'Intérêt Ecologique Faunistique** et **Floristique** (ZNIEFF)

Engagé **dès** 1982, l'inventaire des Zones Naturelles **d'Intérêt** Ecologique Faunistique et **Floristique** (ZNIEFF) vise à mettre en évidence et à recenser les milieux les plus remarquables du territoire national. Cet inventaire ne génère pas de **protection réglementaire** mais la pratique de la **jurisprudence** lui accorde une importance croissante.

Deux types de zones ont été identifiés :

- les ZNIEFF de type **II** qui constituent de grands ensembles naturels riches et peu modifiés par l'**homme** ou offrant des potentialités biologiques importantes et dans lesquelles il importe de respecter les grands Bquilibres écologiques (domaine vital de la faune sédentaire ou de la faune migratrice, espaces fonctionnels de certains milieux naturels **comme** les zones humides).
- les ZNIEFF de type **I** qui constituent des **secteurs** d'une superficie généralement limitée **caractérisés** par la **présence d'espèces**, d'associations **d'espèces** ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine national ou **régional**. Ces zones sont particulièrement sensibles à toutes transformations pouvant intervenir dans leur **périmètre** ou à proximité **immédiate** de ce **dernier**.

Lors de ce premier inventaire, la partie Nord du territoire communal de **Moissieu-sur-Dolon** a **été** entièrement recouverte par la ZNIEFF de type **I** intitulée : "**Bois de Taravas** et bois de Champuis" (**n°3845-0000**). Cet espace **boisé**, qui s'étend sur une superficie totale de 868 hectares, présente un intérêt pour les grands **mammifères** (chevreuils et sangliers) en raison de l'étendue de ces espaces boisés (biotope favorable) et des connexions qu'ils entretiennent avec la forêt de **Bonnevaux** et le massif des **Blaches localisés** au sein du plateau de Bonnevaux.

D'une manière similaire, au Sud du territoire communal, une seconde ZNIEFF de type **I** a été **délimitée** autour des étangs des Cordes, intitulée "Etang de **Moissieu-sur-Dolon**" (**n°3812-0000**). Localisés à proximité de l'**axe** de migration que constitue la vallée du **Rhône**, ces étendues constituent des milieux intéressants pour les oiseaux d'eau au printemps en particulier pour les **limicoles**.



Afin d'intégrer révolution des connaissances sur le patrimoine naturel de la région Rhône-Alpes, la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) a entrepris depuis 1998 la modernisation de cet inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de 1<sup>ère</sup> "de première génération". La validation de ces limitations a été acquise par le conseil scientifique régional en février 2006 ; la validation par le Muséum National d'Histoire Naturelle étant en cours d'instruction.

Cette modernisation s'est traduite par la suppression du périmètre des deux ZNIEFF de type I de première génération "Bois de Taravas et bois de Champuy" et "Etang de Moissieu-sur-Dolon".

En revanche, elle s'accompagne de la délimitation d'une nouvelle ZNIEFF de type I nommée "Boisements du Château de Luzy" (n°38000168) d'une superficie de 9,8 hectares, localisée en marge Sud du centre bourg. Le château de Luzy (château de Bresson) entouré de boisements dispose également de milieux humides (ornières forestières) particulièrement favorables aux amphibiens dont le triton crêté (*Triturus cristatus*) ; espèce relativement peu commune dans le département de l'Isère.

### 2.2.1.2. Inventaire des zones humides

D'après l'article L 211-1 du code de l'environnement (ex article 2 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992) : "on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année".

Quatre objectifs majeurs ont été retenus à travers le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) afin d'enrayer le processus de disparition progressive des zones humides du bassin :

- inventorer les zones humides.
- caractériser les zones humides et suivre leur évolution.
- faire évoluer les politiques menées pour mieux protéger les zones humides,
- informer et communiquer.

Afin de poursuivre ces objectifs au niveau local, le Comité de Bassin a adopté en octobre 2000 une "Charte pour les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée-Corse". Cette charte a été approuvée par le Conseil Général de l'Isère en juin 2001.

La campagne de terrain conduite dans le cadre du diagnostic du plan local d'urbanisme a permis de recenser les zones humides présentes sur le territoire de Moissieu-sur-Dolon (cf. carte d'occupation des sols et carte intitulée "Milieu naturel").

Outre, les abords de la rivière du Dolon et de la rivière de la Sanne, et les nombreux ravins qui parcourent les versants, la commune de Moissieu-sur-Dolon dispose en raison de l'imperméabilité des sols d'un réseau important de points d'eau, de mares et d'étangs (cf. carte intitulée "Milieu naturel"). De petites zones humides se créent également à la faveur de petits replats ou de dépressions naturelles localisés en contrebas de parcelles en prairie (apparition de végétation caractéristique : joncs notamment).

Une zone humide plus importante a été observée au lieu-dit "le marais" au Nord du lieu-dit "Pinet". Cette zone est très largement colonisée par des phragmites ou roseaux (*Phragmites australis*). Des peupliers ont été plantés en limite de cette zone ; la strate herbacée étant colonisée par des presles et de l'épilobe (*Epilobium* sp.).

Carte occupation des sols

## 2.2.2. Description des milieux : flore et faune

### 2.2.2.1. Description des écosystèmes

Les espaces naturels de la commune de Moissieu-sur-Dolon se partagent entre les étendues boisées, les espaces agricoles consacrés à des prairies ou à des cultures, et de nombreuses zones humides (décrites précédemment).

Ces étendues naturelles sont associées à une trame bocagère relativement bien conservée sur les versants, qui offre à la faune des conditions favorables à son maintien, voire à son développement (cf. chapitre de relatif à la faune ci-après).

L'examen de la carte de Cassini réalisée au XVIII<sup>e</sup> siècle permet d'appréhender ce qu'était l'occupation du sol il y a près de deux siècles. Cette représentation montre notamment le développement des boisements en bordure de la rivière du Dolon à l'Est des "Albergeries", ainsi que l'existence d'un marais dans la plaine (aux lieux-dits "les Cordes" et "Guy") dont les étangs de Moissieu-sur-Dolon en sont un dernier témoignage.

#### Les boisements du plateau et des versants

La forêt de Taravas est soumise au régime forestier et fait l'objet d'un plan de gestion pour la période 1997 - 2011 mené par l'Office National des Forêts ; les propriétaires étant représentés par le Syndicat de gestion de la forêt indivise de Taravas et Champuis.

Cette forêt indivise entre les communes de Moissieu-sur-Dolon, Bellegarde-Poussieu et Pact présente un boisement relativement homogène. Ce boisement est principalement constitué de châtaigniers (*Castanea sativa* à 63 %) et de chênes sessiles et de chênes pédonculés (*Quercus sessiliflora* et *Quercus robur* à 24 %), de hêtres (*Fagus sylvatica*), de bouleaux (*Betula pendula*) et de trembles (*Populus tremula*). Ponctuellement, on recense également quelques charmes (*Carpinus betulus*).

Les formations boisées situées sur les versants en dehors du périmètre de la forêt soumise sont également colonisées par du robinier (*Robinia pseudoacacia*) ; espèce pionnière ne présentant pas un très grand intérêt.

Ces formations boisées sont accompagnées en sous-étage par du houx (*Ilex aquifolium*), du troène sauvage (*Ligustrum vulgare*), de l'églantier (*Rosa canina*), de l'aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), du chèvrefeuille des bois (*Lonicera periclymenum*), et de la ronce (*Rubus* sp), ainsi que par une strate herbacée composée de fragon petit houx (*Ruscus aculeatus*), de sceau de Salomon (*Polygonatum multiflorum*), d'arum tacheté (*Arum maculatum*), d'anémone des bois (*Anemosa nemorosa*), d'angélique des bois (*Angelica sylvestris*), ..., et de gui (*Viscum album*).

Chaque année, le plan de gestion de la forêt prévoit la délivrance pour affouage d'une parcelle de 10 à 12 hectares. Le mode de gestion en "rotation courte" ne permet pas l'installation d'un boisement ancien (quasi absence de bois mort) généralement plus favorable d'un point de vue faunistique.

Enfin, on notera la présence de plusieurs parcelles plantées en sapins au Nord du lieu-dit "chez Meynier".

### Les combes et les versants bocagers

Les combes et les versants **bocagers** de **Moissieu-sur-Dolon** offrent une **mosaïque de milieux** naturels **très diversifiés** : alternance de cultures et de prairies.

Si les espaces cultivés entraînent une certaine **simplification** du **milieu** naturel, les prairies permanentes permettent l'installation d'une strate **herbacée** plus diversifiée (juxtaposition de nombreuses plantes à fleurs et de graminées).

Leur composition floristique dépend également étroitement de leur localisation topographique et de la nature des **terrains** sous-jacents. Ces prairies, **ainsi** que les talus en bord de parcelles, sont colonisées par tout le **cortège** de plantes courantes que constituent : la vipérine (*Echium vulgare*), la **carotte** sauvage (*Daucus cardai*), l'armoise **commune** (*Artemisia vulgaris*), le **trèfle** des **prés** (*Trifolium pratense*), le **trèfle champêtre** (*Trifolium campestre*), la grande oseille (*Rumex acetosa*), la **silène enflée** (*Silene vulgaris*), les **plantains** (*Pianfago lanceolata*, *Plantago major* et *Plantago media*), la **fleur de coucou** (*Primula veris*) et bien d'autres encore, accompagnés des **graminées** telles que le fromental (*Arrhenaterum elatius*), le **dactyle aggloméré** (*Dactylis glomerata*), les bromes (*Bromus erectus*,...), la folle avoine (*Avena fatua*), le pied de coq (*Echinochloa crus-gali*), l'orge des rats (*Hordeum murinum*), les **pâturins** (*Poa pratensis* et *Poa trivialis*),...

La **présence** d'un réseau de haies assez **développé** sur les versants des combes contribue **très** largement à la richesse **écologique** et paysagère de ce secteur.

**Implantées** en limite des parcelles et des voiries communales, ces **formations** végétales arborescentes **et/ou** arbustives ne présentent pas une composition **floristique particulièrement** remarquable et sont **constituées** essentiellement de cornouillers sanguins (*Cornus sanguinea*), d'aubépines **monogynes** (*Crataegus monogyna*), de prunelliers (*Prunus spinosa*), d'églantiers (*Rosa canina*),... Quelques haies uniquement **composées** de houx ont également été observées (haies **monospécifiques**).

Ainsi, la **préservation** des prairies et du bocage constituant les espaces naturels des combes et des versants **apparaît** comme le principal enjeu **vis-à-vis** du milieu naturel de la commune de **Moissieu-sur-Dolon**. En **effet**, outre leur **intérêt** dans la dynamique **paysagère**, les **haies** jouent un rôle important dans le fonctionnement **même** du milieu naturel (**effet** brise vent **protection** des **sols** contre l'**érosion** et limitation des **ruissellements**, **rôle** épurateur, zones de refuge et de nourrissage pour de **nombreux** animaux, axes de déplacements préférentiels pour la faune,...). D'autre part, elles permettent l'installation d'une strate herbacée plus ou moins diversifiée en pied de talus ; strate nécessaire au maintien de la diversité de nombreux invertébrés (insectes notamment). Enfin, le maintien des prairies limite fortement les phénomènes de ravinement et permet l'installation d'une flore diversifiée.

### La plaine agricole et le cours du Dolon

La plaine du **Dolon** est **très** largement vouée aux grandes cultures. Ces espaces agricoles offrent des lieux **d'habitat** et de nourrissage à la faune locale, par **conséquent**, ils tiennent tout de **même** une place non négligeable dans la dynamique du milieu naturel **en** permettant le maintien de nombreuses espèces animales.

L'absence de bocage dans la plaine rend que plus **attractif** et plus important les boisements d'accompagnement (ripisylves) du ruisseau du Rouilloud et de la **rivière** du **Dolon** constitués de **frênes**, d'aulnes, de peupliers et de saules. Toutefois, cette ripisylve semble de plus en plus colonisée par du robinier faux acacia : **espèce** indésirable qui ne favorise pas le maintien des berges.

Les étangs de **Moissieu-sur-Dolon** n'étant pas accessibles, le couvert végétal des abords des plans d'eau n'a pas été prospecté.

Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON  
 CARTE D'OCCUPATION DES SOLS



### Les zones urbaines

Les maisons individuelles constituent du fait de leur dispersion au sein du territoire communal une composante non **négligeable** du milieu naturel **décrit précédemment**.

Ces **constructions** sont le plus souvent accompagnées de jardins avec des espaces verts entretenus. De nombreuses haies **implantées** en limite **des** parcelles bâties participent à **l'intégration** de ces espaces dans le paysage. **Toutefois**, le traitement des **clôtures** des habitations **récentes** en haies composées d'essences persistantes, d'une part, ne participent pas à l'intégration des maisons avec le cadre rural environnant, mais d'autre part, ne contribuent pas davantage à **la biodiversité** des passereaux et des petits mammifères inféodés à ce type de milieux.

### **2.2.2.2. La faune**

La campagne de terrain, ainsi que les renseignements fournis par **l'Association** Communale de Chasse Agréée de **Moissieu-sur-Dolon** et **les** associations **locales** d'environnement **permettent** d'appréhender la diversité du peuplement **faunistique** de **cette** commune.

### Les mammifères

La grande faune est principalement représentée par le chevreuil et le sanglier qui **fréquentent préférentiellement** la forêt de **Taravas** et plus ponctuellement les espaces agricoles de la **vallée** du **Dolon**. En raison de leur **intérêt cynégétique**, ces populations animales sont décrites dans le chapitre relatif à la pratique de la chasse.

Le blaireau, le renard, la fouine, **l'écureuil**, le **hérisson**, la **belette**, le **lièvre**, le lapin et de nombreux **micromammifères** (**campagnols**, **lérots**, mulots, musaraignes, taupes, rats,...) **sont** également présents sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**.

Le **castor** est **présent** sur le **Dolon** et sur la **Sanne** en aval de leur cours à proximité du Rhne. **D'après** l'Office National de **l'Eau** et des Milieux Aquatiques (ONEMA - ex Conseil **Supérieur** de la **Pêche**), le castor **remonterait** la Sanne **jusqu'à** la **Chapelle-de-Surieu**, mais serait absent de la commune de **Moissieu-sur-Dolon**. Toutefois, des traces de castors (arbres rongés) auraient **été observées** le long du **Dolon** sur la commune de **Revel-Tourdan** par **l'Association Agréée** de **Pêche** et **Protection** du Milieu Aquatique "Les Amis du **Dolon**".

Des **chauves** souris sont également **régulièrement** observées sur le **territoire de Moissieu-sur-Dolon** (espèces non **identifiées**).

### Les oiseaux

Les terres agricoles **représentent** des milieux ouverts et donc **des** terrains de chasse privilégiés pour les **rapaces** **tel** que la buse variable et le faucon crécerelle. Ces derniers sont accompagnés du **cortège** habituel d'oiseaux **communs constitué** par la pie bavarde, la corneille noire, le freux, le pigeon ramier, **l'étourneau** sansonnet, le **merle** noir, la tourterelle turque. ... et **divers passereaux** comme le pinson des arbres, la **mésange** charbonnière, la **mésange** bleue, le rouge gorge, le rouge queue, le chardonneret **élégant**, le **moineau** domestique, le pouillot **véloce**, la fauvette à tête noire, la **fauvette** des jardins, ... ; ces derniers trouvant dans le **réseau** de haies des **habitats privilégiés**.

Bien que non signalé sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**, les grandes parcelles agricoles de la plaine sont susceptibles **d'être fréquentées** par de **l'Oedicnème** criard (espèce sensible et **protégée** au niveau européen par l'annexe **I** de la Directive Oiseaux). On rappellera que cet oiseau a **été observé à**

plusieurs reprises dans la plaine de la **Bièvre à proximité** de l'aéroport de **Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs**.

Les prairies sont également **survolées** par les alouettes des champs dont les chants raisonnent dans le ciel et occasionnellement **fréquentées** par des cigognes de passage. En 2003, une cinquantaine de **cigognes** ont été **observées** dans la prairie **localisée** en **contrebas** du **château** de Bresson.

Les **boisements** abritent également le geai des **chênes** et plusieurs **espèces** de pics : le pic vert, le pic Bpeiche et le pic Bpeichette.

L'existence de plusieurs points d'eau sur la commune, et notamment des Btangs de **Moissieu-sur-Dolon**, **entraîne la présence** de nombreuses **espèces** entretenant de **fortes relations** avec les **zones** humides et les milieux aquatiques. Ainsi, ces **pièces** d'eau (dont le lagunage) sont fréquentées **par** le canard colvert, la sarcelle **d'été**, la sarcelle d'hiver, le **grèbe huppé**. Des **hérons cendrés** sont également **régulièrement observés** dans la plaine.

D'après le Centre **Ornithologique Rhône-Alpes** la **commune** de **Moissieu-sur-Dolon** présente des **potentialités** pour la **nidification** de vanneau huppé qui **est régulièrement observé** dans la plaine du Dolon.

La pie **grièche** écorcheur, **présente** en **France** de mai à **septembre**, est en forte progression dans le département de **l'Isère**. L'important **bocage** des versants est très favorable à cette **espèce** patrimoniale qui entretient des **relations très fortes** avec ce type de **milieu** (zone de nidification et point **d'affût** des proies).

Le guêpier d'Europe et la huppe **faciles** avec leurs couleurs vives viennent compléter cette **avifaune très diversifiée** de **Moissieu-sur-Dolon** (source : ACCA) aux **côtés** de la **chouette** effraye et la chouette chevêche.

Le village de **Moissieu-sur-Dolon** et les secteurs **bâtis** sont également **fréquentés** par les oiseaux tels que le moineau friquet et le moineau domestique. les **mésanges**, le verdier **d'Europe**, le merle **noir**, les tourterelles **turques**, les **étourneaux**, les hirondelles rustiques, les hirondelles de **fenêtre**, les martinets.. ..

### **Les reptiles, amphibiens et invertébrés**

Le **lézard** des murailles **fréquente** couramment **les** murs et les tas, de pierres. Le **lézard** vert se rencontre plus occasionnellement sur **Moissieu-sur-Dolon**. Les serpents sont quant à eux **représentés** par la **vipère** aspic, la couleuvre à collier et la couleuvre verte.

Le **réseau** de mares et de cours d'eau **est très propice** à la **présence** et au **développement** des populations d'amphibiens (grenouilles vertes notamment). Ces animaux sont des **espèces** très sensibles aux perturbations de l'environnement terrestre (lieu d'estive et d'hibernation) et des milieux aquatiques (lieu de reproduction), leur **présence** atteste d'une qualité du milieu environnant. Des grenouilles vertes ont été **observées** lors de la campagne de terrain dans le petit cours d'eau en provenance du bois de **Layat** au **droit** du lieu dit "chez **Millat**".

A ce titre, on rappellera qu'une **ZNIEFF** de type **I** (nouvelle **génération**) a été **délimitée** sur les boisements du **château** de Bresson en raison de la **présence** du triton **crété**.

Ces points d'eau sont également très favorables au **développement** des populations de libellules.

Enfin, on signalera la présence occasionnelle **d'écrevisses américaines** dans la Sanne et dans le **Dolon**.

## 2.2.3. Activités liées milieu naturel

La chasse et la cueillette sont des pratiques traditionnelles **fortement** ancrées dans la culture **iséroise**.

### 2.2.3.1. Pratique de la chasse

L'**Association** Communale de Chasse Agréée (**A.C.C.A.**) de **Moissieu-sur-Dolon** rassemble 51 **sociétaires** (saison 2003-2004).

La pratique de la chasse s'exerce sur une part importante du territoire communal (environ 1 000 hectares) **à l'exclusion des abords** des **zones urbanisées** (**respect** d'une distance de 150 mètres à **proximité** des habitations) et de la **réserve** (**superficie** de 90 hectares) **localisée** en contrebas des venants de **Moissieu** à **proximité** du **château** de Bresson et aux droits des secteurs de "chez **Millat**" et de "chez **Villard**".

Les **limites** de la **réserve** ont **été modifiées** en 2004 par l'ACCA **restituant désormais** tout le **secteur** de la plaine du Dolon à cette pratique, notamment les terrains agricoles **localisés** autour des **étangs** de **Moissieu-sur-Dolon** au lieudit "des Cordes".

Au plan de chasse de **2003/2004**, les **attributions** en chevreuils pour l'**ACCA** de **Moissieu-sur-Dolon** **s'élevaient à dix** neuf bracelets ; une **dizaine** de sangliers **étant** également abattus chaque **année**.

Toutefois, c'est un total d'une trentaine de bracelets qui sont **attribués** sur la forêt de **Taravas** du fait de son **indivision** entre les communes de **Bellegarde-Poussieu**, **Pact** et **Moissieu-sur-Dolon**. D'après l'**Office** Nationale de la Forêt la **densité** de **chevreuils** sur la forêt de **Taravas** **s'élevait** en 1997 à 8 chevreuils pour 100 hectares.

Le **petit gibier** **est** également recherché (faisans, perdrix muges et grises, lièvres et lapins). Le **gibier** de passage, comme les grives, les palombes, les **bécasses**, et **quelques** canards (colverts et sarcelles), est également chassé.

L'**Association** Communale de Chasse Agréée effectue chaque année en période de chasse 3 **lâchers** de faisans (**représentant** environ 350 **individus** par an), de perdrix (environ 300 **individus** par an) et de lapins de garennes (environ 20 **individus**). Une trentaine de faisans reproducteurs ont **été lâchés** en 2003 notamment dans la **réserve**. D'après l'ACCA, deux **nichées** de faisans et quatre **nichées** de perdrix auraient **été observées** en 2003.

En ce qui concerne les **petits mammifères**, le nombre de lapins **est très** peu **élevé** (quelques individus erratiques), contrairement aux **lièvres** qui **présentent** des populations plus conséquentes sur l'ensemble du territoire communal.

### 2.2.3.2. Pratique de la pêche

D'après l'**Office** National de l'**Eau** et des Milieux **Aquatiques** (ONEMA - ex Conseil **Supérieur** de la **Pêche**), les **cours** d'eau de la Sanne et du Dolon sont **classés** en **première** catégorie piscicole (peuplement où domine les **salmonidés** comme la truite).

Cependant, le plan **départemental** pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicoles de l'**Isère** a montré un **état** fonctionnel **dégradé** pour l'ensemble du bassin versant de la **Sanne** et du Dolon. Ce contexte signifie que l'**état** des milieux naturels ne permet pas le maintien et le **renouvellement** d'un peuplement piscicole sans intervention humaine (**déversement** de poissons issus de pisciculture).

Le ruisseau du Dolon est **géré** en amont de l'ouvrage de **franchissement** de la ligne à grande vitesse Paris / Sud-Est par l'Association **Agréée de Pêche** et Protection du Milieu Aquatique (**AAPPMA**) "les Amis du Dolon" installée **sur** la commune **Revel-Tourdan**. Cette association, qui compte **près** de 70 adhérents (année 2004), pratique la **pêche** sur tout le **linéaire** (aucune association ou **société de** pêche ne gérant le tronçon **localisé** en aval). On rappellera, en outre, que le Dolon **s'assèche régulièrement** en aval de **Pact**.

L'APPMA des Amis du Dolon réalise chaque année au mois de **février** un alevinage de truites **farios** (environ 20 000 alevins à **résorption**) et deux **déversements** de truites surdensitaires (truites arc en ciel adultes).

Le peuplement piscicole du Dolon est **essentiellement composé** de truites **farios**, de **vairons** et de quelques **blageons**. Cependant, du fait de **l'alimentation** de ce cours d'eau **par des étangs** en amont, il est aussi **très** fréquent de pêcher des poissons **d'étang** comme la perche soleil, la perche commune, le brochet, et **même** occasionnellement des carpes. Ces poissons colonisent le cours d'eau à la faveur des crues qui occasionnent des **déversements** des **étangs** dans le cours d'eau.

En ce qui concerne la **Sanne**, le peuplement piscicole est assez similaire à celui du Dolon. On y recense de la **truite fario** en **amont accompagnée par** de la loche et du vairon. Le **tronçon** de la **rivière** de la **Sanne concernée** sur le **territoire** de **Moissieu-sur-Dolon** est gérée par l'**Association de pêche de Cour-et-Buis** et l'**association de pêche** : "**Ablette Rhodienne**".

## 2.2.4. Fonctionnement des milieux et corridors biologiques

### 2.2.4.1. *Projet de Réseau Ecologique Départemental de l'Isère (REDI)*

Un recensement des **différents éléments** constitutifs d'un **réseau écologique** :

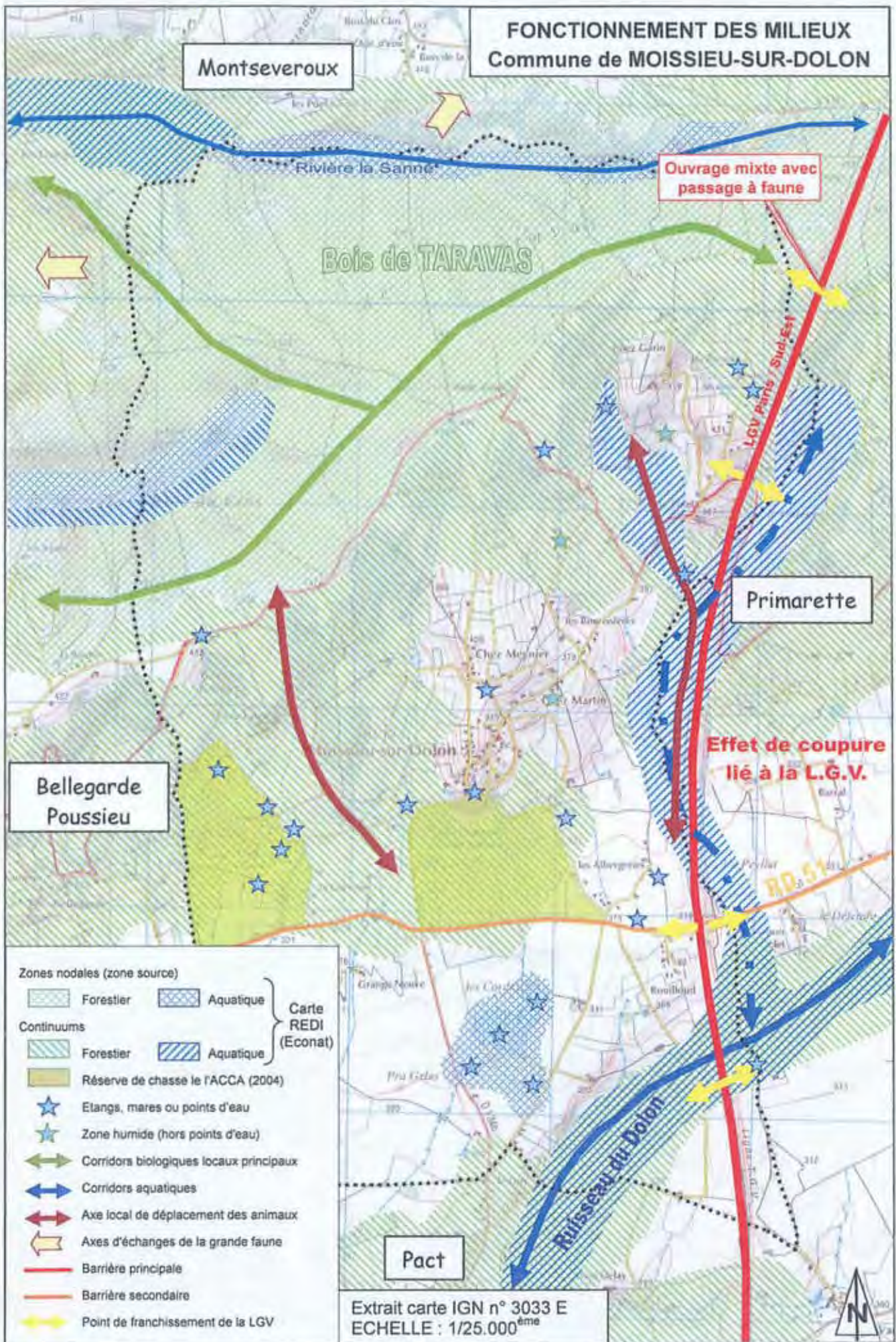
- zone nodale (ou zone source) : "ensemble de milieux favorables à un groupe écologique **végétal** ou animal constituant des espaces vitaux **suffisants** pour **l'accomplissement** de toutes les phases de **développement** d'une population".
- zone de **développement** : "ensemble de milieux favorables à un ou plusieurs groupes **écologiques végétaux** et animaux constituant des espaces vitaux partiellement suffisants pour l'accomplissement des phases de **développement** d'une population.
- corridor biologique : "espace libre d'obstacle **offrant** des **possibilités d'échanges** entre les zones **décrites** cidessus".
- continuum : "ensemble de **milieux** favorables ou simplement utilisables temporairement par un groupe **écologique**".

a été effectué sur l'ensemble du **territoire isérois** (source : Les **corridors** biologiques en **Isère**, **Conseil Général** / Econat, septembre 2001).

Le département souhaite ainsi lutter contre l'enclavement des zones refuges et des espaces **protégés** en **créant** ou en **préservant** les liens que sont les corridors évlogiques. L'inventaire des points de **conflits** entre la faune et les infrastructures humaines a **également été** conduit (recensement de 320 points de conflits) à **l'échelle** du département.

Ces corridors s'expriment Bgalement à plus grande **échelle** pour les connexions liées aux grands flux migratoires. C'est ainsi que la vallée du **Rhône** est identifiée comme un axe de propagation majeur des flux migratoires de la faune **aérienne** (oiseaux et insectes).

# FONCTIONNEMENT DES MILIEUX Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON



## Zones nodales (zone source)

	Forestier		Aquatique
	Forestier		Aquatique

## Continuums

	Forestier		Aquatique
--	-----------	--	-----------

**Carte REDI (Econat)**

Extrait carte IGN n° 3033 E  
ECHELLE : 1/25.000<sup>ème</sup>

## 2.2.42. Zones nodales et corridors biologiques de Moissieu-sur-Dolon

Sous l'effet de la pression exercée par les *activités* humaines (expansion urbaine et infrastructures), les milieux naturels abritant la faune et la flore sauvage se réduisent petit à petit provoquant progressivement la fragmentation (ou le morcellement) des espaces naturels.

Par ailleurs, les **barrières** naturelles ou d'origine humaine peuvent limiter voir stopper les **échanges** faunistiques. Ceci est notamment le cas de la ligne à grande vitesse Paris / Sud-Est qui passe en limite Est du territoire communal. Afin d'atténuer l'effet de coupure engendré par cette infrastructure ferroviaire, un ouvrage mixte "faune et véhicule" a été aménagé sur la commune de **Primarette** (cf **carte** intitulée "Fonctionnement des milieux"). Cet ouvrage **présente** une bande non **goudronnée**, et **végétalisée** (large d'environ 2 mètres) en bordure de la **chaussée** et est équipé de planches en bois installées de part et d'autre de ce **dernier**.

Les continuums **d'habitats** naturels favorisent donc les déplacements de faune mais aussi le maintien de populations vivantes dans un milieu donné. Ainsi, la détermination de ces continuums d'habitats naturels (corridors biologiques forestiers ou boisés, zones humides, prairies) et des **barrières** s'avèrent nécessaire afin de mieux préserver les populations animales et végétales sur le **territoire** communal.

La protection des habitats naturels de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** (tels que les zones humides, les mares et les boisements) s'avère une nécessité afin de conserver la diversité de la flore et des milieux (zones nodales ou zones sources) **recensée**.

La forêt de **Taravas** constitue une zone nodale **très** intéressante vis-à-vis de la grande faune notamment. La rivière de la Sanne et les étangs de **Moissieu-sur-Dolon** tiennent également ce **rôle vis-à-vis** des espèces **inféodées** aux zones humides et aux milieux aquatiques (flore, libellules, amphibiens, poissons et oiseaux). Les versants **bocagers** offrent également des milieux favorables au maintien et aux déplacements des **espèces** animales.

Deux grands types de corridors écologiques (zone ou voie de transfert pour les organismes vivants : haies **bocagères**, cours d'eau) se rencontrent sur le **territoire** communal.

- les corridors terrestres qui se situent au niveau des boisements sur le plateau et les versants, ainsi que des **réseaux** de haies qui permettent le passage de la grande faune (chevreuils notamment) et de la petite faune (martre, renard...);
- les corridors aquatiques qui se situent au niveau des cours d'eau de la plaine (**rivière** du Dolon notamment) et des combes (ruisseau du Rouilloud, ruisseau du Grand Rival, **ruisseau** du bois de **Layat**,...) et qui permettent le déplacement des **espèces** aquatiques, mais également des **espèces** terrestres liées au milieu aquatique (**végétation** hygrophile, martin-pêcheur, amphibiens,...).

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** dispose de tout un ensemble de mares et de points d'eau (cf. carte intitulée "Fonctionnement des milieux **naturels**") **relié** par l'important réseau de cours d'eau qui drainent les versants.

Lors de **leurs** déplacements journaliers ou à certaines période de leur cycle biologique, les animaux sont **amenés** à franchir les axes routiers qui constituent les principales barrières sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**.

Plusieurs axes de déplacements ont été identifiés à **l'aide** de l'association communale de chasse **agrée**. D'après cette association, les déplacements des grands mammifères sont essentiellement orientés vers le Nord et le Nord-Est (massifs **boisés** des Blaches et de **Saint-Sorlin-de-Vienne** et forêt de Bonnevaux), et vers **l'Ouest** (bois de Champuis). Aussi, la commune n'enregistre que très exceptionnellement des collisions avec les animaux et aucun point de conflit n'existe réellement.

Le suivi des sites d'écrasement d'amphibiens dans le département de l'**Isère** est **assuré** par le Centre **Ornithologique Rhône-Alpes** (CORA). **Après** contact **auprès** de cette association, **il s'avère** qu'aucun problème **particulier** n'a été recensé sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**. Toutefois, les élus font part d'un secteur particulièrement sensible vis-à-vis de ce **risque** sur le haut de la commune.

La commune de Moissieu-sur-Dolon est concernée par une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I "Boisements du Château de Luzy".

Le territoire communal présente une bonne diversité de milieux naturels : forêts, combes boisées, zones humides, maillage bocager, parcelles agricoles. La diversité locale des milieux favorise une biodiversité des espèces végétales et animales. A ce titre, la préservation des prairies et du bocage constituant les espaces naturels des combes et des versants apparaît comme un des principaux enjeux vis-à-vis du milieu naturel de la commune de Moissieu-sur-Dolon.

Les différents écoulements qui drainent les combes, constituent également autant d'axes de liaison privilégiés entre les nombreuses zones humides de la commune (mares, point d'eau,...) et constituent de fait des corridors biologiques intéressants à préserver. Les boisements et les versants constituent également des corridors terrestres très largement empruntés par la faune locale (maintien des coupures vertes sur les versants et arrêt de la dispersion de l'habitat au sein des unités naturelles).

## 2.3. LE MILIEU HUMAIN

### 2.3.1. Nuisances et **risques** liés au milieu humain

#### 2.3.1.1. *Traffics et nuisances sonores*

Les infrastructures de transport constituent les principales sources de bruit de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** avec par ordre d'importance :

- la ligne à grande vitesse **Pans / Sud-Est** qui est quotidiennement **empruntée** par environ 130 convois (en semaine) dont 120 trains circulant entre 6 heures et 22 heures ; aucun train ne circulant sur cette ligne de 23 heures à 4 heures du matin.
- la RD 51 qui supportait en 2005, deux sens de circulation cumulés, un trafic de l'ordre de 2 900 véhicules / jour (données issues d'enquêtes ponctuelles).

Les autres voiries supportent des traffics beaucoup plus modestes, à savoir :

- 400 véhicules / jour dont 5 % de poids lourds (comptage effectué en juillet 2002) sur la RD 134 b,
- 180 véhicules / jour (**donnée** enregistrée en 1998) sur la RD 134.

**Dès** que l'on s'éloigne des infrastructures de transports, le secteur est calme et présente les caractéristiques d'un secteur **rural** ou résidentiel, où dominent les activités domestiques et agricoles.

**D'après** la commune, le **trafic** des avions en provenance ou à destination de l'**aéroport** de **Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs** (aéroport de Grenoble) sont **également** à l'**origine** de nuisances sonores sur **Moissieu-sur-Dolon**.

# INFRASTRUCTURES ET NUISANCES

## Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON



LGV : environ 130 convois par jours  
(en semaine)

Lignes électriques  
à très haute tension

Primarette

12 m

300 m

Bellegarde  
Poussieu

RD 51 :  
2 900 véhicules/jours en 2005

RD 134 :  
180 véhicules/jours en 1998

RD 134 b :  
400 véhicules/jours en juillet 2002  
dont 5 % de poids lourds

Période 1998 / 2002  
1 accident corporel ayant fait un  
blessé léger sur la RD 134 b

Pact

Classement des infrastructures bruyantes :  
Arrêté du 26 février 1999  
(Conformément à l'arrêté du 30 mai 1996)

Catégorie	Largeur affectée par le bruit
1	300 mètres



Extrait carte IGN n° 3033 E  
ECHELLE : 1/25.000<sup>ème</sup>

Rappel acoustique :

Le **décibel** (dB) constitue l'unité de mesure retenue pour exprimer les niveaux sonores. Cette unité est étalonnée sur la **sensibilité** de perception de l'oreille humaine : un **écart** de 1 décibel entre 2 niveaux de bruit correspondant sensiblement à la plus petite différence de niveau sonore décelable. Toutefois, notre oreille **n'étant** pas sensible de la **même** manière à tous les niveaux sonores, une pondération a **été** introduite dans cette unité de mesure : le décibel A (dB (A)) de **manière** à **représenter** les sensibilités en **intensité** et en fréquence de l'oreille humaine. Cela permet de traduire la **sensibilité** de l'oreille plus forte aux sons aigus qu'aux sons graves.

Les **effets** sur la santé dus aux bruits sont répertoriés dans le tableau suivant issu des **données** du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la ville.

Valeur en dB (A)	Bruit correspondant	Sensation auditive
5	Laboratoire acoustique	Silence inhabituel
10 - 15	Feuilles agitées par vent doux	Très calme
20 - 35	Conversation à voix basse	Calme
40 - 45	Bruits minimaux le jour dans la rue	Assez calme
50 - 60	Rue très tranquille	Bruits courants
65 - 75	Circulation importante	Bruyant supportable
85 - 95	Rue avec un trafic intense	Pénible à entendre
100 - 110	Marteau piqueur à 5 mètres	Très difficilement supportable
> 120	Moteur d'avion à quelques mètres	Seuil de douleur

Pour traduire l'**intensité** moyenne du bruit sur de longues **périodes** maquées par une alternance de phases de bruit et de phases de silence, on **utilise** le niveau de pression acoustique continu équivalent **pondéré** : le LAeq. **Cet** indice est mesuré en décibel A et est **calculé** sur deux **périodes** réglementaires : de jour : LAeq (6 heures - 22 heures) et de nuit : LAeq (22 heures - 6 heures).

Ainsi, afin de caractériser les infrastructures en fonction de leurs émergences sonores, un classement des infrastructures a **été** établi conformément au tableau présenté ci-dessous.

Niveau sonore de référence LAeq (6h - 22h) en dB (A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h - 6h) en dB (A)	Catégorie de l'infrastructure	Tissu urbain	Largeur max. des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	Ouvert	d = 300 mètres
76 < L < 81	71 < L < 76	2	Ouvert	d = 250 mètres
70 < L < 76	65 < L < 71	3	Ouvert	d = 100 mètres
65 < L < 70	60 < L < 65	4	Ouvert	d = 30 mètres
60 < L < 65	55 < L < 60	5	Ouvert	d = 10 mètres

Sur la commune de **Moissieu-sur-Dolon**, seule la ligne à grande vitesse Paris / **Sud-Est** fait l'objet d'un **tel** classement. Ainsi, **conformément** à l'**arrêté** du 30 mai 1996 relatif aux **modalités** de classement des infrastructures de transports **terrestres** et **à l'isolement** des **bâtiments** d'habitation dans les secteurs **affectés** par le bruit, la Ligne à Grande Vitesse Paris / Sud-Est a **été classée** par le décret du 26 février 1999 en **catégorie 1** (**tissu ouvert** : largeur des **secteurs** affectés par le bruit : 300 mètres).

La largeur des secteurs **affectés** par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure ferroviaire à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. Ce classement des infrastructures de transport **impose** des dispositions vis-à-vis de l'isolement des **bâtiments** d'habitation dans les secteurs **affectés** par le bruit

### 2.3.1.2. La sécurité routière

Concernant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 2002, la Cellule Départementale d'Exploitation et de Sécurité routière du département de l'Isère a recensé uniquement un accident corporel survenu sur la RD 134 b et ayant fait un blessé léger et mettant en cause un cyclomoteur.

L'analyse de ces résultats ne met pas en évidence de problème particulier en ce qui concerne la sécurité sur les infrastructures qui desservent la commune étudiée.

### 2.3.1.3. Risques technologiques

D'après la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, la commune de Moissieu-sur-Dolon n'est pas concernée par un périmètre d'établissement SEVESO.

### 2.3.1.4. Transports d'hydrocarbures de l'OTAN

Le territoire communal de Moissieu-sur-Dolon est traversé selon une orientation Nord / Sud par le pipeline d'hydrocarbures de l'OTAN "Fos-sur-mer / Karlsruhe" (tronçon Saint-Rémy-de-Provence / Lyon).

D'après la société des transports pétroliers par pipeline - TRAPIL - (société exploitante). les risques afférents à cet équipement sont essentiellement liés aux risques de pollution susceptibles d'être occasionnés par une atteinte à cet ouvrage lors de travaux réalisés à proximité ; le risque d'explosion étant très faible. De plus, la réglementation technique à laquelle l'ouvrage est soumis, garantit à priori sa sûreté.

Aussi, cet ouvrage s'accompagne d'une servitude forte recouvrant une bande de 5 mètres de largeur centrée sur la canalisation, assortie d'une servitude faible de 12 mètres de large (7 mètres et 5 mètres) établissant une zone non *aedificandi*. Tout aménagement réalisé à proximité de cet ouvrage doit faire l'objet préalablement d'une demande de travaux et respecter les consignes suivantes :

- distance de 10 mètres à respecter pour la construction d'une habitation sans cave, ni sous-sol,
- distance de 25 mètres à respecter pour la construction d'une habitation avec cave ou sous-sol,
- distance de 40 mètres à respecter pour la construction d'un établissement recevant du public (catégories 1 à 4).
- plus de 40 mètres pour une installation classée pour la protection de l'environnement

## 2.3.2. Déplacements doux

L'important réseau de chemins ruraux sur la commune de Moissieu-sur-Dolon est favorable à une forte fréquentation de ces derniers par la population locale lors des promenades de détente dominicales ou pour les randonnées familiales. Ces chemins sont également fréquentés par les enfants à vélo, ainsi que par les adhérents du club hippique de Taravas localisé au lieu-dit "la Biserie" sur la commune limitrophe de Bellegarde-Poussieu.

### 23.21. Cheminements piétonniers

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** est **traversée** d'Est en Ouest par le sentier de Grande Randonnée de Saint-Jacques-de-Compostelle (GR n°65) reliant Genève au **Puy-en-Velay**. Cet itinéraire **franchit** la ligne à grande vitesse Paris / Sud-Est par un ouvrage **inférieur** aménagé entre les **lieux-dits** "le **Pinet**" et "la Garenne", puis rejoint le chemin **localisé** sur le plateau en limite du **bois de Taravas**. Un petit **abri** et une fontaine ont été **aménagés** le long de cet **itinéraire** au Nord du lieu-dit "les petites Bruyères".

Dans le cadre du Plan **Départemental** des **Itinéraires** de Promenades et de Randonnées (PDIPR), le Conseil **Général** et les **collectivités locales aménagent** des sentiers dans un but de valorisation des **chemins ruraux**. Ces sentiers sont **balisés** sebn une **signalétique normalisée** sur l'ensemble du **département**. Les **itinéraires** de promenades et de **randonnées** de la commune de **Moissieu-sur-Dolon** sont **gérés** par le Syndicat Mixte du Pays de **Bièvre-Valloire**.

En plus du sentier de grande randonnée (GR 65) inscrit en tant qu'itinéraire **labellisé** par le Syndicat Mixte du Pays de **Bièvre-Valloire** et le Conseil **Général** de **l'Isère**, la commune de **Moissieu-sur-Dolon** est traversée par deux autres itinéraires de promenades et de randonnées **labellisés** qui bouclent avec ce sentier (cf. carte **intitulée** "les déplacements doux") et qui assurent les liaisons entre les **secteurs** de plaine et les itinéraires **localisés** sur le plateau de **Bonnevaux**.

#### 2.3.2.2. Cheminements deux roues

En **octobre 2001**, le Conseil **Général** de **l'Isère** s'est doté d'un **Schéma** des itinéraires cyclables de **l'Isère** visant notamment à :

- sécuriser la pratique du vélo,
- valoriser les atouts touristiques de **l'Isère**,
- réaliser un **schéma cohérent** d'itinéraires **sécurisés** et continus à **l'échelle** du département

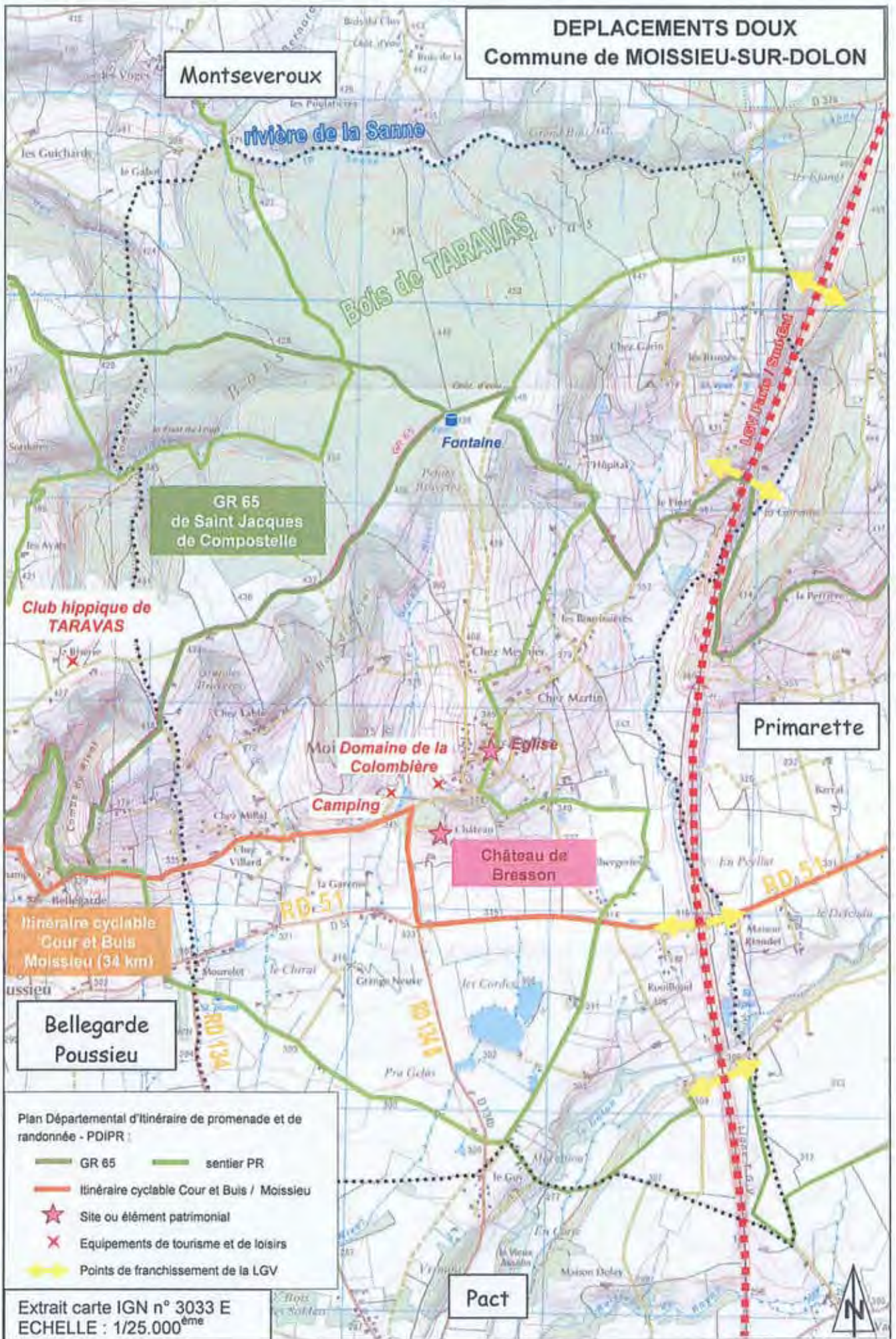
Un certain nombre d'itinéraires ont ainsi été identifiés afin de **permettre** des liaisons interdépartementales ou **inter-cantonnales**. La commune de **Moissieu-sur-Dolon** n'est pas directement **concernée** par un de ces **itinéraires**.

Toutefois, deux **itinéraires** figurant à ce **schéma** traversent **les** communes limitrophes de **Moissieu-sur-Dolon** :

- **l'itinéraire** interdépartemental en provenance de Sablons via la RD 51 (**Salaise-sur-Sanne**, **Agnin**, Anjou et **Sonnay**) puis la RD **51c** (**Bellegarde-Poussieu** et Pact) qui se dirige **vers** Beurepaire puis la **Côte-Saint-André** et **Moirans**.
- l'itinéraire inter-cantons qui relie notamment **Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs**, Beurepaire et **Saint-Just-Chaleyssin** au Nord et qui **emprunte** la RD 538 sur la commune de **Primarette**.

Afin de renforcer la valorisation **touristique** par la pratique du vélo, le Conseil Général a également définis 73 boucles touristiques pour le **département** de **l'Isère**. La commune de **Moissieu-sur-Dolon** est parcourue par la **boucle** "Cour-&-Buis - Moissieu" (34 kilomètres) qui emprunte notamment la RD 51 sur la section comprise entre la ligne à grande vitesse et l'intersection avec la RD **134b**, puis remonte par le chemin situé à **l'Ouest** du château de Bresson et rejoint **Bellegarde-Poussieu** par la route de "Chez **Millat**".

**DEPLACEMENTS DOUX**  
Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON



Seule la ligne à grande vitesse Paris / Sud-Est fait l'objet d'un classement au titre des voies bruyantes sur la commune de Moissieu-sur-Dolon. Les voiries routières sont également à l'origine de nuisances sonores relativement modérées, dès que l'on s'éloigne des infrastructures de transports, le secteur est calme et présente les caractéristiques d'un secteur rural ou résidentiel, où dominent les activités domestiques et agricoles.

L'analyse des données d'accidentologie ne fait pas apparaître de problème particulier en ce qui concerne la sécurité des infrastructures de la commune de Moissieu-sur-Dolon.

La commune est traversée par le pipeline d'hydrocarbures de l'OTAN "Fos-sur-mer / Karlsruhe" qui occasionne une servitude et un certain nombre de prescriptions à respecter d'un point de vue réglementaire.

Enfin, de nombreux itinéraires de promenades et de randonnées ont été balisés sur la commune de Moissieu-sur-Dolon. On signalera notamment l'appartenance de Moissieu-sur-Dolon à l'itinéraire menant à Saint-Jacques de Compostelle (GR 65).

### 2.3.3. Gestion des déchets

L'objectif du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de l'Isère est de réduire de moitié la production des déchets ménagers grâce à un recyclage plus important (tri sélectif), à un traitement biologique (compostage, méthanisation) ou à l'épandage agricole.

La collecte hebdomadaire des déchets ménagers (une fois par semaine) sur la commune de Moissieu-sur-Dolon est gérée par le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) de la Bièvre qui couvre le territoire de cinq communautés de communes dont celui de la communauté de communes du Pays de Beaurepaire.

Un passage supplémentaire est organisé le vendredi matin pour la collecte des déchets ménagers de la salle des fêtes et des restaurants.

D'après la communauté de communes, la quantité de déchets collectée en 2003 pour l'ensemble de son territoire s'élève à environ 3 300 tonnes d'ordures ménagères.

Ces déchets ménagers sont acheminés au Centre d'Enfouissement Technique de Penol Implanté à l'Est de la commune de la Côte-Saint-André. Ce centre d'enfouissement technique arrive à saturation. Des réflexions sont actuellement menées afin de déterminer les solutions à mettre en œuvre pour palier à cette saturation (extension de la capacité du centre actuel ou acheminement des déchets dans un autre centre d'enfouissement technique ou vers une unité d'incinération).

Face à ce constat, il est impératif de réduire la part des déchets ménagers parvenant à ce centre d'enfouissement technique en développant notamment le tri et la collecte sélective.

La collecte sélective sur la commune de Moissieu-sur-Dolon est assurée par le SICTOM de la Bièvre (compétence déléguée) grâce à :

- un point d'apport volontaire de déchets implanté en contrebas du bourg de Moissieu-sur-Dolon (à l'Est) comportant 3 bennes (emballages ou "corps creux", papiers / cartons et verres).
- deux déchetteries respectivement localisées à Beaurepaire et à Montsevroix ouvertes aux résidents du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Beaurepaire.

Il n'existe pas de **décharge** sauvage sur le territoire communal. En revanche, on signalera la présence **ponctuelle** de stockage de ferrages à proximité **immédiate** du cours d'eau **provenant** du bois Layat au **droit** du lieudit "chez **Millat**".

## 2.4. ANALYSE PAYSAGERE

La commune de **Moissieu-sur-Dolon** appartient à la **côtière** Sud du plateau de **Bonnevaux**. Du fait de cette situation **géographique**, la topographie structure et conditionne fortement la répartition des **d i i n t s** espaces entre eux (Btendues **boisées**, combes et versants **bocagers**, espaces agricoles et naturels, **bâtis**, ...). Sur cette **commune**, le bâti rural traditionnel est **associé à** un h a b i t plus récent **très dispersé**.

A **l'Est** du territoire communal. le tracé de la ligne à grande vitesse ne s'impose pas aux perceptions depuis la vallée pour les usagers de la RD 51 en **provenance** de **Bellegarde-Poussieu**. En revanche, cette infrastructure constitue une **véritable barrière visuelle** pour les usagers en provenance de Primarette, marquant ainsi physiquement **l'entrée** Est du territoire communal de **Moissieu-sur-Dolon**. Au droit du franchissement de la **côtière**, cette infrastructure ferroviaire **s'insère** relativement bien dans la **globalité** du paysage vis-&-vis des perceptions lointaines du fait des profondeurs de champ et de son adossement au relief de Primarette. En revanche, cette infrastructure s'impose d'bs lors que **l'on** s'en rapproche, et, constitue de **fait** une barrière visuelle sensible **vis-à-vis** des perceptions riveraines.

Les différentes composantes du paysage (reliefs, cours d'eau, trame végétale, **bâtis** et réseau d'infrastructures,...) permettent d'identifier plusieurs séquences paysageres **cohérentes** qui se distribuent au sein du territoire communal. Cette analyse s'appuie également sur les perceptions visuelles (axes de vision, **co-visibilités**, vues panoramiques,...) et les éléments singuliers du paysage (points repères et points d'appels visuels).

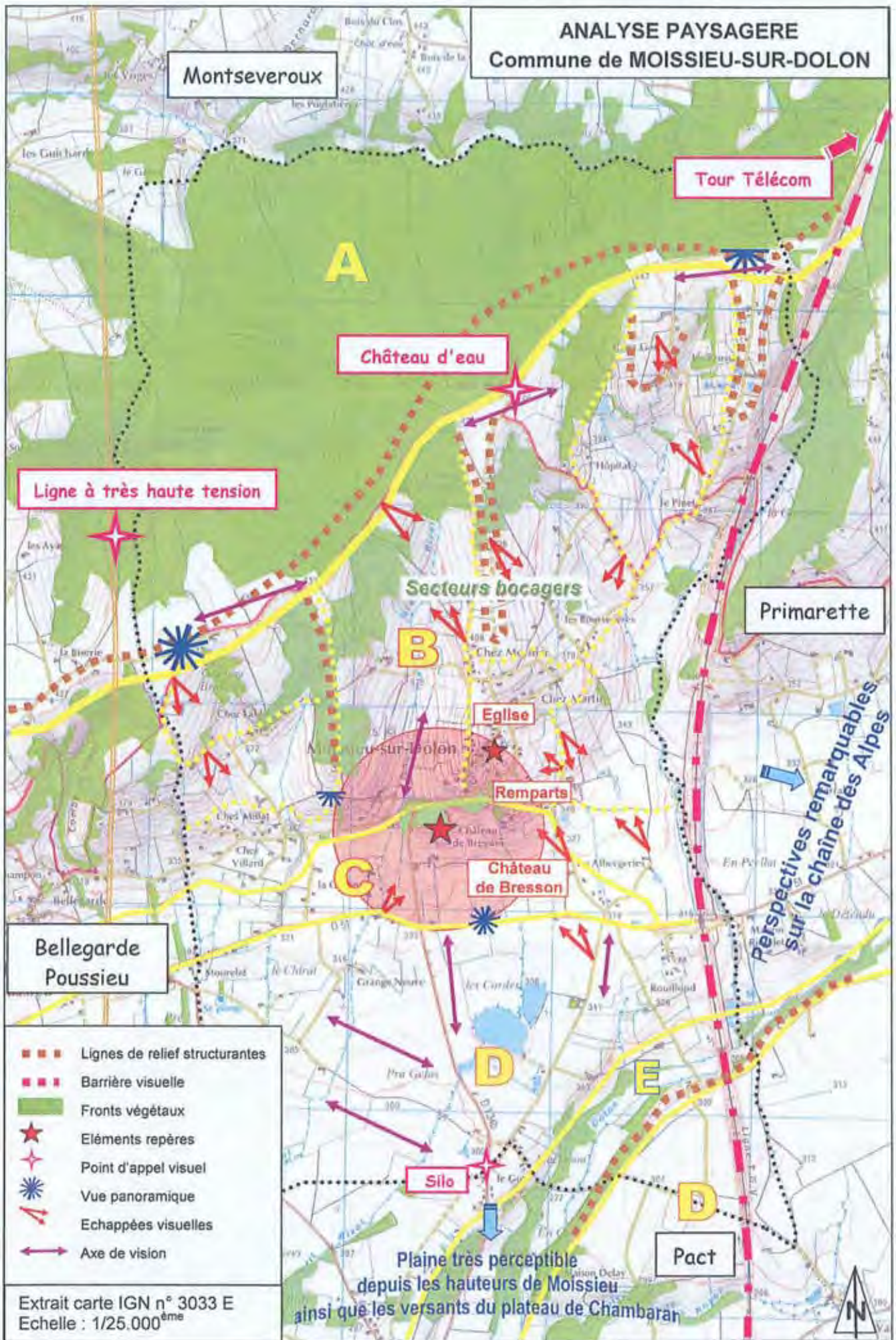
### 2.4.1. Le plateau boisé de TARAVAS (Séquence Paysagère A)

Rattachée à la grande **unité** paysagère de la **forêt** de Bonnevaux qui s'étend au Nord-Est de **Moissieu-sur-Dolon**, cette séquence paysagère **boisée** recouvre **toute** la **partie** Nord-Ouest du territoire communal.

L'importance visuelle du **couvert** forestier, **et**, plus encore celle des lisières **participent à l'attrait** paysager de ce secteur notamment **vis-à-vis** des **activités** de loisirs (promenades, **activités** sportives,...) et engendre une forte fréquentation de ces espaces. Cette séquence est traversée par la rivière de la **Sanne** dont le **tracé** accompagne le parcours des promeneurs au sein du massif.

Les franges boisées s'imposent comme les **éléments** structurants forts en limite de **plateau** et contrastent avec les espaces agricoles ouverts **situés en continuité**. Ces espaces agricoles offrent de larges axes de vision et également des vues panoramiques remarquables, en **direction** de la **vallée** de la **Valloire** et du plateau des Chambarans au Sud, et, en direction de la **chaîne** des Alpes vers **l'Est**.

# ANALYSE PAYSAGÈRE Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON



Le rebord du plateau et ses franges boisées sont notamment traversés par le sentier de grande randonnée de Saint-Jacques de Compostelle (GR 65). La **préservation** de la qualité paysagère de cet espace **constitue** donc un enjeu **vis-à-vis** de la valorisation touristique de cet itinéraire **pédestre** et du patrimoine environnemental et historique de **Moissieu-sur-Dolon** (**château** de Bresson notamment). Cette valorisation pourrait s'appuyer sur la **création** d'une plate-forme de lecture du paysage et de l'environnement **à l'attention** des usagers de cet itinéraire pédestre.

Au sein de ces espaces ouverts, le **château** d'eau de **Taravas**, ainsi que la Tour **Télécom** (située en dehors du territoire communal), se détachent nettement dans le paysage et constituent, de fait, des points d'appel visuel et des **éléments** repères **aisément identifiables** depuis de nombreux secteurs de la commune.

## 2.4.2. Les Combes et les versants bocagers (Séquence Paysagère B)

Cette **séquence** de combes et de versants bocagers occupe une place privilégiée vis-à-vis de la **composition** même du paysage de la commune de **Moissieu-sur-Dolon**. En effet, la perception de la qualité paysagère du territoire communal dépend fortement du traitement de ces espaces de transition entre le plateau boisé et la plaine agricole.

Au sein de cette séquence, le jeu des reliefs et de la trame **végétale** (boisements et haies) tient un rôle structurant majeur vis-à-vis de la **distribution** des espaces entre eux et de leurs perceptions respectives. Cette **séquence** offre ainsi une **mosaïque** de **sous-séquences paysagères** qui se juxtaposent harmonieusement les unes **à côté** des autres.

Les lignes de reliefs créent des "effets de bascule" entre les différents vallons, fortement perceptible par les usagers des différentes voies communales qui irriguent ces versants. En effet, ces lignes de reliefs peuvent occasionner des ruptures de perceptions d'une combe **à l'autre**. Ceci est notamment le cas de la ligne de relief située au Nord de "chez **Meynier**" qui sépare deux voies communales qui s'ignorent l'une et l'autre bien que relativement proches. En revanche, lorsque la configuration le permet ces combes **bocagères** offrent des **covisibilités** importantes entre les versants qui les composent et qui se font **face** ; ceci est notamment le cas dans le secteur de "**Hôpital**", du "**Pinet**", de "chez **Garins**", de "Labbé", .. ..

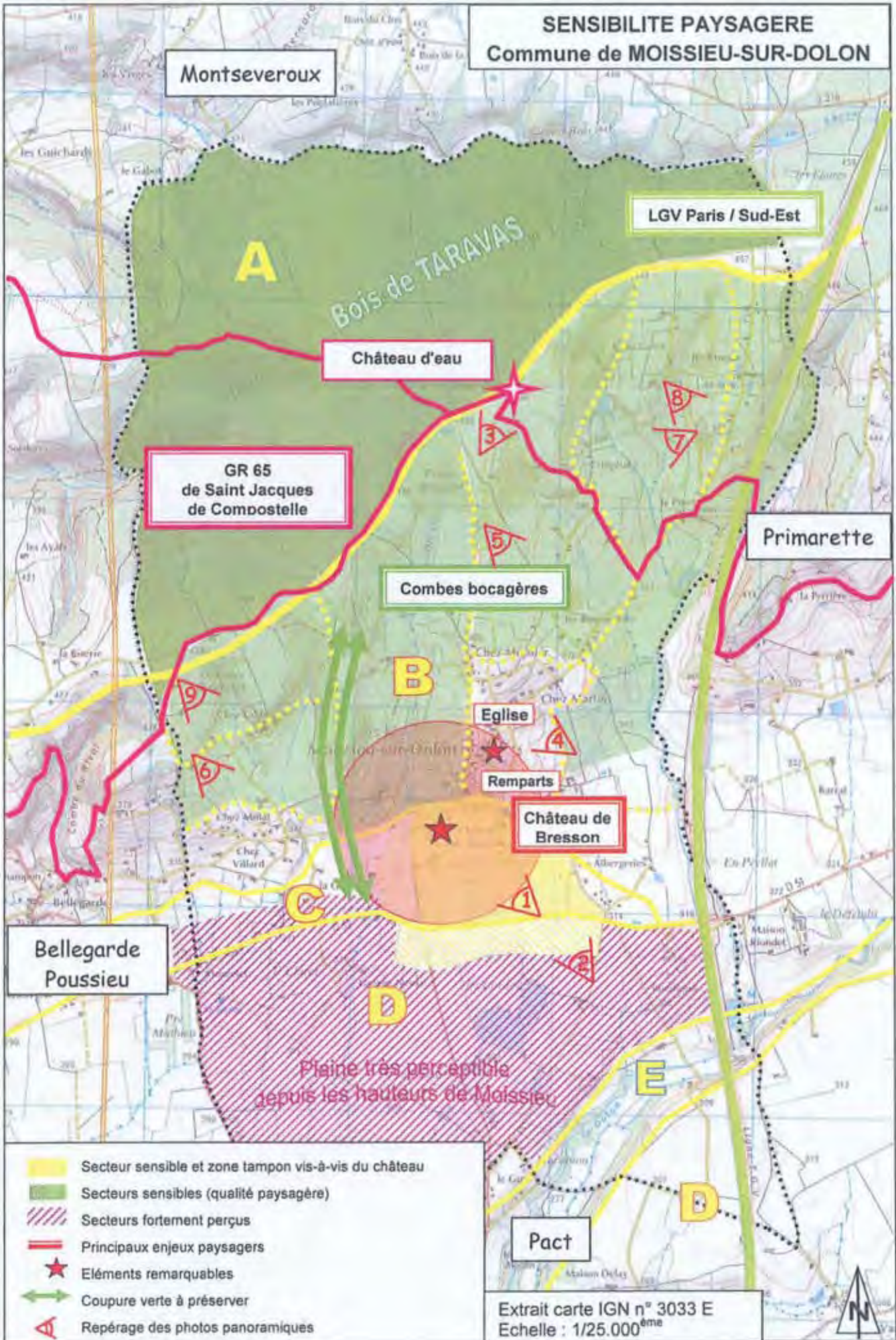
Les versants bocagers de cette séquence paysagère sont fortement marqués par la présence d'un **bâti** individuel dispersé. D'une manière générale, ces espaces **bâtis** se singularisent nettement dans le contexte naturel environnant et sont fortement perceptibles.

Ces reliefs autorisent quelques échappées visuelles **remarquables** sur la vallée de la **Valloire**, sur la **chaîne** des Alpes et sur le plateau des Chambarans. lorsque la combinaison point haut / faible densité de la végétation permet un dégagement visuel avantageux. Ceci, est notamment le cas, depuis le chemin communal situé au Nord de "chez **Meynier**" et depuis celui situé au Nord de "chez **Millat**" (photos panoramiques n° 5 et n°6).

L'installation du bourg de **Moissieu-sur-Dolon** en limite de versant amplifie sa présence dans le site et le rend visuellement **très** attractif depuis la plaine (notamment depuis la RD 51 dans le secteur des Albergeries) ; le clocher de son église constituant un **élément** repère remarquable qui émerge de cet ensemble.

L'arrivée par le chemin du **château** de Bresson et du domaine de la Colombière offre une entrée pittoresque au village (présence des remparts) permettant une découverte progressive du bourg par les usagers en provenance de la RD 51.

**SENSIBILITE PAYSAGERE**  
Commune de MOISSIEU-SUR-DOLON



- Secteur sensible et zone tampon vis-à-vis du château
- Secteurs sensibles (qualité paysagère)
- Secteurs fortement perçus
- Principaux enjeux paysagers
- ★ Eléments remarquables
- Coupure verte à préserver
- A Repérage des photos panoramiques

Extrait carte IGN n° 3033 E  
Echelle : 1/25.000<sup>ème</sup>

On notera l'importance du relief du Bois de **Layat** et de la **combes** du Grand Rivat (relativement **préservée de l'urbanisation**) qui **constituent** une coupure verte **structurante** entre le bourg de **Moissieu-sur-Dolon** et les hameaux de "**chez Millat**" et de "**chez Villard**".

La **sensibilité** paysagère de cette **séquence** s'exprime essentiellement **vis-à-vis** de la **préservation** de la trame **bocagère** en place et de l'arrêt de la dispersion des habitations au sein des espaces **agro-naturels**.

### 2.4.3. Les pieds de versant (Séquence paysagère C)

S'étirant en pied de versant au contact direct avec la **RD 51**, **cette séquence paysagère** à dominante agricole, est **très** perceptible depuis **cette infrastructure**, **et**, présente de **fait** une **sensibilité** paysagère **élevée**.

Cette sensibilité est **renforcée** par la présence du château de Bresson, dont les façades, **les toitures**, et le **jardin** en terrasse sont **inscrits** à l'**inventaire** des monuments **historiques** (**arrêté** du 4 **juillet 1972** instaurant un **périmètre de protection** de 500 mètres). Ce château **figure** également à l'**inventaire régional** des **parcs** et des jardins.

Les boisements, qui dominent le **château**, constituent un **écran végétal** qui participe à la **qualité** paysagère du site en mettant en relief le patrimoine **bâti**. En outre, l'espace prairial, qui s'étend en contrebas du **château** en **direction** de la **RD 51**, **présente** une **sensibilité paysagère indéniable** du **fait** des larges **perceptions qu'autorise** cet **espace ouvert** en direction de ce **dernier**.

A l'**Ouest** du **château** de Bresson, cette **séquence** paysagère semble progressivement envahie par l'extension de l'urbanisation. Aussi, il est **impératif** de veiller à ne pas favoriser le **développement** d'une urbanisation **linéaire** de pied de versant en **bordure** de la **RD 51** (**préservation** d'un espace agricole "tampon") comme c'est le cas de part et d'autre de la **RD 51** à **proximité** du **franchissement** du **ruisseau** du Grand Rival.

### 2.4.4. La plaine agricole du dolon (Séquence paysagère D)

Cette séquence paysagère de plaine agricole constitue un milieu ouvert principalement **voué** aux cultures **céréalières**. Ces espaces relativement plats créent des effets de perspectives intéressants, et offrent, en **période** hivernale, de grands axes de vision qui se calent sur les reliefs environnants. Les perspectives sur le bourg de **Moissieu-sur-Dolon** et son **église** depuis la voie communale en **provenance** du **lieudit "le Guy"** en sont une **parfaite** illustration. A l'**inverse**, ce paysage se **cloisonne progressivement** au fur et à mesure de la croissance de certains végétaux comme le maïs.

L'habitat diffus (maisons individuelles) ne **représente** pas une composante notable de cet espace. En outre, les infrastructures **routières** (**RD 134**, **RD 134b** et voies communales) **aménagées** au niveau du terrain naturel **s'intègrent** parfaitement dans ce paysage, d'autant plus que leur **tracé** n'est pas **souligné** par de la végétation d'accompagnement

En revanche, les **éléments** verticaux, tel que le silo implanté au lieudit "Guy", constituent des points d'appels visuels **très** forts dans ce type de paysage.





4 - Insertion du bourg de Moissieu-sur-Dolon sur les versants du plateau de Bonnevaux



5 - Perspective remarquable sur la plaine de la Valloire et la chaîne des Alpes depuis les versants de chez Meynier



6 - Perspective remarquable sur la plaine de la Valloire et la chaîne des Alpes depuis la combe du Rival



### 3. JUSTIFICATION DU P.L.U.

#### 3.1. LES CHOIX RETENUS

##### 3.1.1. Le PADD. et les orientations d'aménagements

Les **orientations générales** expriment la **volonté** de la commune d'organiser un développement harmonieux et raisonné de l'urbanisation en **permettant l'accueil** de nouveaux **habitants** tout en préservant ses caractéristiques, en renforçant les **pôles** urbanisés du village et des hameaux, et en **protégeant** les espaces agricoles et naturels, pour le maintien du cadre de vie **privilegié** de Moissieu.

Les orientations générales **fixées** par la municipalité s'articulent autour des objectifs suivants :

- **Etre** une commune d'accueil tout en assurant un développement **maîtrisé** de **la commune** sur un **rythme** un peu plus **faible** que celui des **années 1999-2005**, soit **6 à 8** logements par an en moyenne suivant une extension rationnelle de l'urbanisation pour atteindre environ **850 à 900** habitants à horizon **2018-2020** :
  - Permettre de se loger à **tout âge, c'est-à-dire favoriser** la mixité sociale et la **diversité** de l'habitat en favorisant l'implantation et la création de différents types de logements et en renforçant le parc locatif, afin de répondre aux attentes de davantage de types et tailles de ménages.
    - en confortant le Village et les hameaux, et à plus long terme d'ouvrir progressivement de nouvelles zones à l'urbanisation dans le prolongement des espaces **bâti** **existants**,
  - en permettant une mixité des fonctions avec la possibilité de créer et d'étendre les locaux commerciaux et **artisans** lorsqu'ils sont compatibles avec la vocation principale d'habitat, dans le tissu urbain en **particulier** et ponctuellement dans les **écarts** en réutilisant d'anciens **bâtiments** agricoles,
    - en développant **conjointement** les équipements **publics** dans le village, mais aussi la voirie en prenant en compte les piétons, les réseaux notamment d'assainissement collectif pour répondre aux besoins de la population actuelle et future,
- **Préserver** les espaces agricoles et naturels **ainsi** que la **qualité environnementale** et **paysagère** :
  - **préserver** l'activité et les grands **espaces** agricoles de la plaine et du plateau en recentrant l'urbanisation autour du village et des hameaux.
    - assurer des conditions favorables au maintien et au développement en dehors du village, des **activités** agricoles,
  - préserver les secteurs **présentant** un **intérêt** environnemental, paysager et écologique (**étendues boisées** de **Taravas**, zones humides, **ZNIEFF** de type I, des boisements, le **parc** du **château de Luzy...**) et conserver des **coupures** vertes.
  - préserver un cadre de vie paysager de qualité, (plateaux agricoles, combes **bocagères** et les secteurs de plaine). pour accompagner les initiatives **destinées** à la **découverte** du **territoire**, grâce aux **itinéraires pédestres** et cyclables,
    - conforter et développer l'habitat dans des secteurs « agréables », notamment non concernés par les nuisances sonores **liées** à la ligne TGV,
  - prendre en compte **la** gestion des eaux **superficielles** (de l'échelle du territoire à celle de la parcelle).

### 3.1.2. Traduction du projet en zones

Le **règlement** accompagné de ses documents graphiques **présentant** l'ensemble du **territoire** communal un plan à l'échelle du **1/5000<sup>ème</sup>** et le village et les hameaux sur un plan à l'échelle du **1/2000<sup>ème</sup>** ainsi que le carnet des emplacements **réservés**, traduisent réglementairement certains éléments du **Projet d'Aménagement** et de Développement Durable et des Orientations d'Aménagement de la commune.

Des emprises et trouées **liées** aux mures départementales ont **été** inscrites avec des limites d'application **calées** sur **l'extérieur** des zones constructibles. Les **emplacements réservés** pour des équipements **publics (superstructures et infrastructures)** sont notamment **identifiés**, ainsi que les Espaces Boisés Classés, le **repérage** des bâtiments d'élevage existants, la ligne TGV accompagnée des secteurs **affectés** par les nuisances sonores (définis par **arrêté** préfectoral)...

#### Les zones urbaines U

Les zones U sont des secteurs pouvant accueillir des constructions nouvelles. En **effet**, elles sont **desservies** par les équipements publics disposant de capacités suffisantes (voirie, alimentation en eau potable et **électricité** mais aussi, comme **vu** à travers le zonage d'assainissement et avec le Syndicat Intercommunal, **réseau** d'assainissement collectif existant ou projeté, ou, secteurs dans lesquels un **système** d'assainissement individuel conforme est possible). Elles comprennent le Village et les principaux hameaux. Suivant leurs caractéristiques (**différentes** typologies, implantations, aspects, **densités** et sites), les zones U sont i n d i s . On distingue :

- la **zone Ua** qui concerne la zone agglomérée la plus dense, c'est à dire le village ancien. Il s'agit d'un **bâti** dense implanté sur limite de parcelle **et/ou** A l'alignement, ancien et caractérisé par des volumes importants ainsi qu'un aspect traditionnel et de quelques **constructions** plus **récentes** de type pavillonnaire **insérées** dans ce tissu.
- la **zone Ub** correspondant aux extensions plus récentes du village au Nord et au Sud ainsi qu'au hameau Les **Albergeries**, dans lesquelles des **constructions** nouvelles ou extensions pourront encore **être** réalisées. Il s'agit d'un tissu moins dense de type pavillonnaire dans lequel se trouvent, ponctuellement, des maisons anciennes. Le **bâti** présente des volumes moins importants et implanté au milieu de parcelle. Deux **secteurs** aux **lieudits** Chez **Meynier** et Chez Martin au Nord et Nord-Est du village seront **raccordés** au réseau d'assainissement collectif. Un **secteur Ubd** identifie une parcelle **bâtie** pour lequel tout projet de construction sera **lié** à la démolition des bâtiments existants (anciens bâtiments d'élevage). Cette zone est située entre les lieudits Chez Martin et les **Albergeries**, au Sud-Est du village.
- la **zone Uc** correspond aux hameaux **excentrés** Chez Villard et La Garenne, situés au Sud-Ouest du Village, à **proximité** du captage **Mourelet** dans le **périmètre de protection** éloigné. Les contraintes **financières** ne permettent pas d'envisager le **raccordement** à l'assainissement collectif A moyen terme. Cependant, au regard de l'aptitude des sols et du nombre limite de nouvelles constructibles possibles, le principe de confortement de ce hameau est maintenu. Toutefois, en particulier, les **nouvelles** constructions devront avoir un **dispositif** d'assainissement autonome conforme aux dispositions du zonage d'assainissement prenant en compte le rapport géologique de protection du captage.
- la **zone Ut** autour du domaine de La Colombière doit permettre de développer l'activité touristique autour des bâtiments existants, tout en préservant la valeur du parc. Un projet plus important et clairement défini pourra **être autorisé** par procédure de révision simplifiée du P.L.U. ; le développement de l'activité touristique en général étant reconnu pour le **secteur** géographique.

## Les zones à urbaniser AU

Un des objectifs du P.L.U. est le développement progressif de l'urbanisation et plus **particulièrement** du Village pour une vocation principale d'habitation. tout en maîtrisant la construction par rapport aux équipements publics et aux orientations du SDAU de la **Région** Grenobloise.

Les zones AU **indicées** sont des secteurs disposant des équipements à proximité immédiate pour leur développement, qui peuvent **être** urbanisés à l'occasion de la réalisation d'opérations d'aménagement **respectant** un aménagement **cohérent** de la zone **tel** qui **est** défini dans **le règlement**, mais aussi les principes **d'aménagement**.

Seule la zone **AUb** Les **Albergeries** au Sud-Est du Bourg est **classée** avec un **indice, c'est-à-dire** aménageable dès l'approbation du P.L.U. destinée à la réalisation d'une vingtaine de lots pour des maisons individuelles puisque située en entrée de village. **Il** est à noter que la parcelle la plus au Sud est **maîtrisée** par la Commune qui pourra ainsi amorcer la voirie telle qu'inscrite dans les « orientations d'aménagement » et **le traitement** paysager de la nouvelle frange urbaine.

Les **autres zones** AU sont des zones à **caractère** naturel également mais destinées à une **urbanisation** future au regard des équipements à réaliser et à **intégrer** dans un site à la topographie maquée, notamment les voiries nouvelles et les ouvrages hydrauliques, mais aussi de la volonté de **maîtrise** de **l'évolution** de la population. Elles se situent sur deux secteurs du village, **côté** Est, et font l'objet de principes d'aménagement :

- dans le prolongement Est du Centre-Village au lieudit Chez Martin, avec une volonté de développer l'habitat notamment **locatif** en proposant des programmes de logements type maisons de village (petit habitat collectif) et maisons jumelées prenant en compte **l'objectif** de diversité des formes d'habitat, ainsi que des lots libres en partie Sud,
- au Nord-Est du village au lieudit Chez Martin, ce secteur de petite **superficie**, permettant la **réalisation** d'une voirie servant à la **desserte** de ce **secteur** et surtout reliant deux voies communales, en chuintant le carrefour **très** exigu.

L'ouverture à l'urbanisation par **procédure(s)** de modification ou lors de la **révision** du P.L.U. permettra de maîtriser **le** développement **progressif** de **la** population en fonction des capacités des équipements scolaires et des **réseaux, et, de déterminer** ou **préciser** les types et les formes **d'habitat** en fonction des besoins, notamment en logements locatifs publics (**pourcentage** dans le **programme** de l'opération de logements) définis conformément au P.L.H. en cours d'élaboration par la Communauté de Communes.

## Les zones agricoles A

Le zonage général préserve le **caractère** rural traditionnel avec les sièges et **l'espace** agricole de la commune. Les zones A correspondent à des secteurs, équipés ou non, à protéger en raison de la valeur agronomique, biologique ou économique des **terres** agricoles. Les fermes **en activités** se situent dans la zone A (y compris en secteur Ac).

La plaine agricole et les parties du plateau les moins « accidentées » sont des secteurs à enjeux agricoles, et donc à **préserver** de projets d'urbanisation. Ils sont **classés** en zones **réservée** à **l'exploitation** agricole **4** mais aussi An et Ac, secteurs de la **zone A situés** dans le périmètre proposé de modification de protection du Monument Historique. **c'est-à-dire** en **co-visibilité** du **château** et donc **d'intérêt** paysager au sens large.

Le **secteur** An, **paysagèrement** ouvert, au Sud du village, en bordure de la Route **Départementale** n° 51, entre les hameaux La Garenne et les **Albergeries** correspond au parc et aux terres (cultures et prés) dans lequel la construction sera limitée à cause des enjeux paysagers (vues **externes**).

Le **secteur Ac** identifie les **exploitations** agricoles et les terrains attenants pouvant être **concernés** par le développement des **activités existantes** ou reprises, uniquement et sous **réserve de s'intégrer** dans l'environnement.

Deux autres secteurs An ont également Bté **délimités** au Nord et à l'**Est** du village en raison de leur sensibilité **paysagère à l'intérieur** desquels les **constructions** sont **interdites**.

Dans le cadre du **repérage** du **bâti** de l'espace agricole et naturel, une ancienne grange caractéristique du patrimoine rural a **été recensée** avec un changement de destination possible pour la grange seulement de conception traditionnelle ancienne et dont le clos et le couvert sont **assurés**. L'objectif est de **permettre** l'utilisation du **bâti** existant pour créer une habitation dans la limite de 170 m<sup>2</sup> de SHON au total ; la photographie l'illustrant se **trouve ci-après**. Elle est **repérée** sur les **documents** graphiques avec une « **étoile** ». L'évolution du **bâtiment** retenu se situant en **continuité bâtie** d'une habitation n'aura pas **d'incidences** majeures sur l'activité agricole.

Les habitations **dispersées** dans l'**espace** agricole ne **présentant** pas de **possibilité** pour l'**installation** d'une nouvelle **exploitation** sont rattachées à la **zone N** avec ou sans i n d i i en vue de **permettre** la **gestion** des **bâtiments** existants tout en ayant **comme objectifs** la limitation de l'**étalement** urbain et la lutte *contre* le **mitage**.

### **Les zones naturelles et forestières N**

Les zones N correspondent aux espaces naturels, **protégés** pour leur **intérêt** paysager et environnemental et / ou contraints de part la topographie **marquée, identifiés** lors de l'**état** initial de l'environnement (zones remarquables, d'intérêt **écologique** (fonctionnement et milieux). combes...).

Des secteurs **permettent** de distinguer des **espaces** d'intérêts ou d'**usages** particuliers, dont la gestion du patrimoine **bâti** existant qui ne porterait pas atteinte à la **préservation** des **sois agricoles** ou **forestiers**, ni à la sauvegarde des sites, **milieux** naturels et paysages :

- le secteur **Na**, autour du silo **existant** de **collecte** des produits des **récoltes**, au Sud en limite communale avec Pact,
- le secteur **Nd**, déjà bâti (ancien). permettant, uniquement à l'intérieur **des** volumes existants, le changement de destination pour l'extension des habitations **existantes** et ponctuellement l'aménagement de nouveaux logements, mais sans nouvelles constructions,
- le secteur **Ne**, **déjà bâti (récent)**, autorisant les extensions limitées des **habitations** existantes,
- le secteur **Nh**, **déjà bâti** (ancien et récent), pour la gestion et le **confortement** par une à deux maisons du hameau de Rouilloud,
- le secteur **Nl**, **déjà bâti** (ancien), **utilisé** ou pouvant **être utilisé** pour une **activité**,
- le **secteur Np**, **correspondant** aux **périmètres immédiat** et rapproché de **protection** du captage du **Mourelet**,
- le secteur **Ns**, **d'intérêt** scientifique, correspondant à la **ZNIEFF** de type 1, c'est —ire à l'espace le plus **intéressant** et le plus **préservé** de la zone Naturelle et Forestière,
- le secteur **Nt**, **correspondant** à raire naturelle de camping **existante**.





### 3.1.3. Capacités à construire

L'ensemble des parcelles non construites représente pour la totalité des zones Ub 5,8 hectares environ de jardins parcs et vergers et Uc 3,2 hectares soit globalement 9 hectares environ « Chez Meynier, Martin Nord, Martin Sud-Ouest, les Bourissières, les Albergeries, Chez Millat et La Garenne, Chez Villard ».

A partir de la capacité théorique, qui résulterait de l'usage par les propriétaires de tous les droits à construire sur ces terrains, on peut estimer pour une période de 10 ans une capacité pondérée, équivalent à la moitié de la capacité théorique, de presque 40 logements. soit un rythme de construction de plus de 4 par an pour les zones U. Ce dernier est beaucoup plus faible que celui observé depuis 1999 où 7 constructions neuves étaient réalisées chaque année en moyenne.

L'objectif de la commune (PADD) est de poursuivre un développement maîtrisé selon un rythme de 6 à 8 logements par an, sur les 10 prochaines années. Les zones AU permettent à ce titre de « contrôler » ce rythme par ouvertures successives à l'urbanisation.

La zone AUb Les Albergeries pourra proposer une vingtaine de maisons à court terme.

Les zones AU représentant environ 5,9 hectares aménageables pour le moyen et long terme, et près de 80 logements (prise en compte de l'objectif de mixité sociale et de diversité des formes d'habitats, notamment dans la zone immédiatement à l'Est du village).

Les capacités liées au changement de destination des bâtiments des secteurs Nd (5) et issus de la zone A (1) restent marginales. Elles concernent une dizaine de bâtiments pour de nouveaux logements ou des extensions dans du patrimoine bâti existant.

Les capacités totales estimées du P.L.U. sont donc d'environ 60 habitations nouvelles pour les 10 prochaines années auxquelles pourront s'ajouter dans le temps 60 logements en fonction des équipements publics et des besoins en autres formes d'habitat qu'individuel.

La population de Moissieu pourrait compter environ 8501900 habitants vers 201812020 sur la base de 2,4 habitants par logement, intégrant le vieillissement de la population et le desserrement de familles avec la réalisation de logements plus petits en particulier dans la zone AU à l'Est du Centre-village. (2 6 habitants par logement).

### 3.1A. Emplacements réservés

Deux emplacements réservés ont été inscrits pour la rétention des eaux pluviales :

- l'emplacement réservé n° 6, pour la création d'un ouvrage hydraulique pour la gestion des eaux pluviales, situé à l'Est du hameau Les Albergeries, au Nord de la RD 51.
- l'emplacement réservé n° 4 pour la création d'espaces verts avec intégration d'aménagements de rétention hydraulique, situé à l'Est du village au lieudit Chez Martin, en bordure de la voie communale n° 3.

Deux emplacements réservés n° 7 et 8 liés à la voirie ont été retenus pour la réalisation de placette de retournement. la première au hameau Chez Villard et la seconde à l'extrémité du groupe d'habitation au lieudit Chez Labbé. Ces placettes de retournement doivent permettre de faciliter le passage des camions de ramassage des ordures ménagères notamment.

Un **espace** technique, au **lieudit** chez Martin, pourra **être aménagé** sur l'emplacement **réservé** n° 1.

Dans le village, sont prévus :

- l'extension des équipements scolaires (ER n° 2),
- l'extension des équipements scolaires **périscolaires**, culturels et de sports et loisirs (ER n° 3),
- l'extension du **cimetière** et de l'espace public (ER n° 5).

La commune est **bénéficiaire** de l'ensemble des emplacements **réservés**.

### 3.1.5. Espaces Boisés Classés

Certains des boisements identifiés dans l'état initial de l'environnement ont **été repérés en Espaces Boisés Classés**. Il s'agit de **boisements** plus ou **moins** importants en surface. Ont **notamment été identifiés** les boisements situés au Nord-Est de la commune en **limite** du Bois de Taravas, à **proximité** du **château**, et, de part et d'autre de l'emprise de la **Ligne Grande Vitesse** en limite communale, ainsi que **d'autres** boisements **à l'Ouest**, à l'**Est** du village et au Sud-Est

Ces boisements font **partie** du patrimoine naturel de la commune et **participe** à la **qualité** du site, de l'environnement, du paysage.

## 3.2. LE REGLEMENT

Le **règlement** se décompose en cinq **titres** ; le premier pour les dispositions générales et les quatre suivants pour chacune des quatre familles de zones (U urbaines, AU à urbaniser, A agricoles et N naturelles et forestières) comprenant un chapitre pour les zones U, A et N, deux pour les zones AU. En **introduction** des chapitres, la **définition** de la zone **est** rappelée et les secteurs sont **présentés**. Il **est** à noter que la prise en compte des évolutions **législatives** (réforme des autorisations) a conduit à anticiper (**arrêt** du PLU en juillet / **entrée en application** à compter du **1<sup>er</sup>** octobre 2007) sur la **rédaction** du règlement.

### 3.2.1. Section 1

La section 1 des différents chapitres avec les **articles** 1 et 2 définit les occupations et utilisations des **sols** interdites et admises sous conditions.

Pour la zone urbaine U dite "équipée" et donc à vocation de constructions, les modes interdits sont notamment les **affouillements** et exhaussements, les terrains de camping, les **résidences** mobiles de loisirs, le dépôt de véhicules, **les constructions** à usage **d'industrie**, les parcs de loisirs **ouverts** au public, les pylônes, les aires de **stationnement** et les installations **classées** soumises à autorisation sauf pour la **protection** de l'environnement

Les constructions à usage d'artisanat, services, bureaux et commerces sont autorisées **lorsqu'elles** sont compatibles avec le voisinage des zones **habitées** dans lesquelles elles s'inscrivent (nuisances **liées** au bruit, trafic et stationnement). Les constructions à usage **d'entrepôts** seront **limitées à 100 m<sup>2</sup>** de SHOB.

Les annexes à l'habitat sont **limitées** à 40 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre brute et leur nombre limité à deux par logement

Les constructions et installations agricoles doivent **être** directement liées et nécessaires aux **exploitations** existantes, hors bâtiments d'élevage.

Les abris pour animaux parqués dans le village et les principaux hameaux sont **limités** à un seul de 4 m<sup>2</sup> par **hectare** (**possibilité** dans la zone N).

Dans la zone **Ua**, le **permis de démolir** est rappelé afin de **connaître l'évolution** du patrimoine **bâti ancien regroupé** principalement dans ces noyaux.

Le secteur **Ubd** est contraint pour tout projet sur cette parcelle à la démolition des bâtiments existants (anciens Mtiments d'élevage) sans intérêt architectural, telle que le prévoit le code de l'urbanisme avec l'alinéa f de l'**article R 123-11**.

Dans la zone **Ut**, sur le domaine de La **Colombière**, sont autorisée<sup>9</sup> les constructions ou installations **liées** au développement **touristique**, y compris un seul logement de fonction limité à 170 m<sup>2</sup> de SHON en **construction** nouvelle.

Pour les autres zones, à urbaniser **AU** (ne comportant pas de batiments), agricole **A** et naturelle et **forestière** N, les occupations admises sous conditions sont notamment les équipements d'infrastructures, les **clôtures**, les ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt **collectif**.

Pour la zone **AUb**, sont admis la réalisation des équipements publics **d'infrastructure** ou de **superstructure**, les **clôtures**, les ouvrages techniques **nécessaires** au fonctionnement des services publics, les annexes limitées à 40 m<sup>2</sup> de SHOB et limitées à 2 par logement, les piscines.

Sont également admis sous conditions, les **projets** d'ensemble et les nouvelles constructions à usage d'habitat, les aménagements et les extensions ainsi que la réalisation de constructions à usage d'artisanat, services, commerce ou bureaux, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le voisinage des habitations suivant le principe de la zone U.

La zone agricole **A** est destinée exclusivement à l'**activité** des exploitations agricoles **professionnelles**, y compris toutes **installations** et **constructions strictement liées** et **nécessaires**, y compris les installations **classées** pour la protection de l'**environnement**.

Un changement de destination, dans la limite de 170 m<sup>2</sup> de SHON, est autorisé pour un **bâtiment désigné** par le repérage.

Tmis secteurs **paysagèrement** sensibles An n'autorisent que les abris en bois pour animaux limités à 20 m<sup>2</sup> de SHOB nécessaires aux activités **agricoles** et les serres.

Les trois **secteurs** Ac. autour des **bâtiments** agricoles, sont **liés** à la **co-visibilité** du **château de Luzy**. Dans cette zone, les **bâtiments devront** s'intégrer dans le site.

Concernant la zone N, sont admis, les abris en bois pour animaux **inférieurs** à 20 m<sup>2</sup> de SHOB, ainsi que les constructions liées aux exploitations forestières, et les démolitions, sauf dans le secteur Nd.

Pour l'ensemble des batiments existants à usage d'habitation dans la zone **N**, sous réserve de ne pas modifier leur volume et caractéristique (dominante de bâti traditionnel), leur aménagement sans

changement de destination est autorisé, c'est-à-dire uniquement dans le volume de l'**habitation**, mais aussi leurs annexes dans la limite de **40 m<sup>2</sup> de SHOB et piscine**.

Le secteur Na pourrait permettre le développement du silo de la Coopérative agricole pour le stockage des **récoltes** et la vente de produits phytosanitaires.

Dans les secteurs Nd, sont **autorisés** le changement de **destination** dans le volume des **bâtiments existants** sous réserve de **préserv**er le patrimoine **architectural** dans la limite de **250 m<sup>2</sup> de SHON** totale, y compris la **SHON existante** pour **utiliser** au maximum le **foncier bâti** sans toutefois **accroître** le **mitage** en développant des logements dans les zones naturelles.

Le secteur Nh. en outre, **permet** les constructions d'habitation dans la limite de **200 m<sup>2</sup> de SHON** au total, y compris l'existant (extension ou nouvelle **construction**) en affichant la volonté de s'inscrire dans un secteur **plutôt** naturel qu'urbain.

Dans les secteurs Ni, sont **prévus** l'aménagement avec changement de destination et l'extension **pour** une vocation d'**activité** économique.

Le **secteur** Np qui correspond aux **périmètres** de protection immédiat et **rapproché** du captage du **Mouret** **permet** uniquement les installations **nécessaires** à l'**exploitation** de la **ressource**.

Des petits **équipements** nécessaires à la mise en valeur de la **ZNIEFF** peuvent **être** admis dans les secteurs d'**intérêt** scientifique Ns.

### 3.2.2. Section 2

Les **articles 4 à 13** des chapitres **fixent** les **conditions d'occupation** des sols avec très ponctuellement des **dérogations** pour des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des **services** publics ou d'**intérêt** collectif, pour les **bâtiments existants** en dehors des règles pour les nouvelles constructions et leur extension, ou pour des motifs architecturaux, de sécurité...

Le **raccordement** au réseau **public** d'alimentation en eau potable est **obligatoire** pour les constructions à usage d'habitation dans toutes les zones. de **même** que le **raccordement** au réseau d'assainissement **collectif** des eaux **usées** ou à **défaut**, y compris en l'**attente des collecteurs** en **Uc**, et en **A** et **N** notamment, un **système** autonome **conforme** à la **légalisation** en vigueur **sera autorisé**, tel que **défini** par le zonage d'assainissement sur un terrain d'au moins **1000 m<sup>2</sup>** pour tout nouveau **logement**.

Les **règles** de la zone **Ua** permettent de construire suivant la typologie traditionnelle ancienne c'est-à-dire **jusqu'à** une hauteur de **9 mètres** à l'égoût de toiture, alors qu'en **Ub** et **Uc**, la hauteur est limitée à **7 mètres** et la construction en recul de **5 mètres** par rapport à l'alignement

Le recul par rapport aux limites **séparatives** est **fixé** au minimum à **4 mètres** dans les secteurs **Ua**, **Ub** et **Uc**, **réduit** à **2 mètres** pour les piscines.

La **construction** sur une seule des limites **séparatives** est **autorisée** dans la zone **Ua** si sa hauteur ne dépasse pas **3,50 mètres** sur la limite et que sa longueur est inférieure à **10 mètres** sur **limite**, et uniquement pour une annexe en zone **Ub** dont la hauteur ne dépasse **3,50 mètres** sur limite et la longueur reste inférieure à **5 mètres** sur limite.

Une hauteur **supérieure** pourra être **autorisée** dans le secteur **Ua**, en cas d'extension d'un bâtiment existant déjà implanté sur limite et en cas de construction jointive sur les deux **parcelles**.

Les **articles III** concernant l'aspect **extérieur** des **constructions** et l'aménagement des **abords** sont identiques pour toutes les zones pour une cohérence **globale** des **constructions** à **inscrire** sur **l'ensemble** du **territoire** dans leur **environnement**, avec des paragraphes **spécifiques** pour le **bâti** ancien, ainsi que pour **les constructions** agricoles mais uniquement dans la zone **A**.

Pour l'**intégration** dans le site, **ils prévoient** le respect de la topographie, des toitures de couleur «terre cuite naturelle » à dominante rouge ayant des **débords** minimums **proportionnels** aux volumes et des pentes, comprises entre 40 et 100 %, sauf pour les **habilitations** pour **préserver** une pente **différente** ou pour les extensions, au moins deux pans sauf annexes sur limite.

Pour les couleurs et matériaux, **l'article** fait référence à un nuancier disponible en mairie. Les projets atypiques (**matériaux**, couleur ou **forme**) **devront s'intégrer** au site et à l'environnement **immédiat**.

**Concernant** les clôtures. leur hauteur est limitée à **1,80 mètre**, qu'il s'agisse de **haies** végétales ou de constructions. La partie **minérale** sera **inférieure** à **0.80 mètre**, sauf en Ua à l'alignement sans **dépasser 1,50 mètre**. Elle pourra **être surmontée** d'une **barrière**, grille ou grillage d'aspect simple pour **préserver** des transparences en **règle générale** (cl. haies). En continuité du **bâti** ancien ou d'un mur de clôture, **les murs** en pierre, pisé ou enduit peuvent **être** autorisés à une hauteur maximum **égale** à celle du mur mitoyen.

Afin de **préserver** le **bâti** ancien traditionnel avec ses appareillages en pierre; de larges avancées de toit, de grands volumes simples **percés** d'ouvertures **harmonieuses**, des dispositions s'appliquant à ces constructions sont **précisées**. Notamment, la **volumétrie** doit **être** respectée dans le projet, ainsi que les **matériaux traditionnels** (pisé, galets et **pierres**).

Pour les bâtiments **agricoles** (techniques) de la zone A, seules **les** teintes et tonalités doivent s'harmoniser avec le paysage environnant et le **bâti** ancien.

**Selon** une volonté de **hiérarchisation** des **zones** urbaines **aux** zones naturelles. le **traitement** des espaces **verts** doit permettre **l'insertion** des **différentes constructions** dans le site avec des plantations d'arbres-tiges, notamment d'espèces **fruitières**. Les franges urbaines sont **très** prégnantes car trop **souvent artificielles utilisant** une seule **espèce** d'arbustes **persistants**. Les **articles 13** réglementant les espaces libres et plantations sont des **prescriptions** de composition des haies vives **panachées** en **clôture** pour l'ensemble des zones, avec une majorité de **feuillages** caduques. **c'est-à-dire** que les arbustes à feuillage persistants ne seront admis que sur quelques **mètres** pour se protéger du vent ou de vues. L'objectif est à la fois d'assurer l'intégration dans le site et de conserver le rôle naturel de la haie, **c'est-à-dire** se **protéger** du vent et des vues en période estivale en particulier en préservant des transparences dans le paysage.

Concernant le stationnement. **il** doit correspondre à l'importance du projet, en **dehors** du domaine public. **Il est imposé**, pour prendre en compte le mode de **déplacement** principal qu'est la voiture sur le secteur et leur nombre par **ménage**, en U (habii), sauf pour le logement social (1 emplacement seulement), **2 emplacements** par logement et 1 pour **25 m²** de **SHOB d'activité** (commerces, bureau, **artisanat**), 1 emplacement par **unité** d'hébergement en **hôtel** et 1 place **banalisée** par lot pour **toute opération** de 3 logements ou plus.

Dans la zone **AUb** destinée à de **l'habitat** individuel pavillonnaire, 3 emplacements par logement sont **demandés**, sauf éventuellement pour du logement social (1 emplacement seulement), **2 emplacements** pour **25 m²** de **SHOB d'activité** (commerces, services, bureau, artisanat) et 1 place banalisée par lot pour toute opération de plus de 3 logements.

### 3.2.3. Section 3

Les **possibilités** maximales d'occupation des **sols** sont **hiérarchisées** également dans cette **dernière** section selon les **mêmes** principes de **densité** liés aux reculs et **retraits** de la section 2 ou **coefficients** d'emprise au sol.

Le coefficient d'occupation des sols pour le secteur Ua est **fixé** à 0,5 pour faciliter l'utilisation du **bâti** existant tout en conservant des espaces libres pour le stationnement et les plantations dans le **centre-village**. Dans les **secteurs** Ub et Uc, urbanisés et à conforter de façon moins dense. le **COS** est **fixé respectivement** à **0,20** et 0.15, de **même** qu'en zone **AUb aux Albergeries** correspondant à la limite **Sud** du Village.

L'espace agricole A **est** destiné à **accueillir** des **bâtiments d'exploitation** sans **limitation**.

Pour les zones N, le **COS** est sans objet **également**, mais **les possibilités** sont limitées au volume **existant avec** ou sans changement de destination et à une **SHON maximale définie à l'article 2**.

## 4. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT PRESERVATION ET MISE EN VALEUR

### 4.1. SUPERFICIES DES ZONES

Zones	Projet de P.L.U. hectares
Ua	8,7
Ub	26,7
Ubd	0,7
Uc	11,5
Total zones U (habitat)	47,6
Ut	2,1
Total zones U (activité touristique)	2,1
<b>Total zones urbaines</b>	<b>49,7</b>
AU	5,9
AUb	3,4
<b>Total zones à urbaniser</b>	<b>9,3</b>
A	602,0
Ac	6,3
An	120,4
<b>Total zones agricoles</b>	<b>728,7</b>
N	604,6
Na	0,3
Nd	14,2
Ne	7,3
Nh	2,1
Ni	1,5
Np	10,0
Ns	9,5
Nt	0,8
<b>Total zones naturelles</b>	<b>650,3</b>
<b>Total commune</b>	<b>1 438,0</b>

Le tableau ci-dessus donne des superficies des zones réparties en :

- 3,5 % de zones urbaines dont 0,1 % affecté au domaine de La **Colombière** (2,1 hectares),
- 0,6 % de zones à urbaniser dont 0,4 % affecté pour des long et moyen termes,
- 50,7 % de zones agricoles dont 8,8 % dans le champ de co-visibilité du **château** et en secteurs ouverts sur le plateau où les constructions sont limitées,
- 45,2 % de zones naturelles dont 1,8 % de secteurs majoritairement **bâties** (25,4 hectares).

## 4.2. INCIDENCES, PRESERVATION ET MISE EN VALEUR

### 4.2.1. Développement urbain et gestion des espaces agricoles

Le Projet d'Aménagement et de **Développement Durable** de **Moissieu-sur-Dolon** repose sur la **volonté d'accompagner l'évolution** démographique de la commune en **structurant la destination des sols** afin de **stopper la dispersion** de rhabii sur le **territoire** communal et ainsi lutter **efficacement** contre le mitage de l'espace **agricole** et des **milieux** naturels.

Cette **gestion économe** du **territoire permettra** de répondre **aux objectifs** de développement **durable** et de **préserver** ainsi la **qualité environnementale** et **paysagère** de la commune.

**Pour** atteindre ces objectifs, **les dispositions** inscrites au plan de zonage **visent à affirmer** des limites **claires** à l'urbanisation afin de mettre un **frein** à la dispersion de **l'habitat** au sein du **territoire** et à l'étalement **urbain** par une densification des secteurs **bâti** existants.

Cette **densification** se **traduit** par le confortement du centre bourg (Ua). par **l'inscription** d'une zone d'extension (AU) d'environ 4,3 hectares **localisée** en continuité Est du village. Présentant une densité de **constructions** plus élevée, cette zone **accueillera** notamment un parc de logements **locatifs** afin de **favoriser** un renouvellement démographique (**pérennité** des **équipements** scolaires) et la **mixité** sociale.

En complément, deux secteurs à vocation d'habitat (**AUb**), de superficies plus modestes, accompagnent le développement démographique et l'extension du village en assurant des continuités cohérentes avec les hameaux **périphériques** (Chez Meynier, Martin Nord, Martin Sud-Ouest, les **Bourssières**, les Albergeries, Chez **Millat** et de la Garenne (Uc)).

**En** continuité **Sud-Ouest** du centre bourg, un zonage Ut autorise sous **réserve** de préservation du patrimoine architectural et naturel, des **constructions** ou installations liées au **développement touristique**.

Les zonages **susmentionnés s'inscrivent** tous dans le prolongement des espaces **bâti** existants afin de renforcer la structure **urbaine** de la commune et de **préserver** la cohérence des espaces naturels et **agricoles**.

**Ainsi**, la **totalité** des zones U **représente** 3,5 % (Ua, Ub, **Ubd**, **Uc**, Ut) de la **superficie** du **territoire** communal. Cette **proportion** atteint à **terme** 3,7 % si l'on **intègre** la zone **AUb** et 4,1 % avec les deux zones **d'urbanisation** futures inscrites au PLU (AU) qui devront **être** ouvertes **progressivement** à **l'urbanisation** en **fonction** du développement des différents équipements publics.

**Implantée à l'écart** du centre village, **l'ensemble bâti** du **Rouilloud** s'est développé en limite de la plaine **agricole** du Dolon. De plus, cet ensemble bâti **est** couvert par le secteur de **nuisances** sonores généré par la **ligne** à grande **vitesse**. C'est pourquoi, la commune n'a pas souhaité favoriser le développement de ce hameau qui a **été classé** en zone Nh. Ce zonage permet toutefois la gestion du bâti en autorisant **l'extension limitée** des **bâtiments** existants et une à deux nouvelles maisons dans **les** terrains **délaissés** entre deux parcelles bâties.

Partout ailleurs sur le **territoire** communal, le maintien des poches bâties dispersées en zone N permet de prendre en considération la présence de ces **bâtiments** tout en imposant un **règlement visant** à ne pas porter atteinte aux espaces **agricoles** et naturels, **ainsi qu'à la qualité** des paysages ; ce zonage N n'autorisant **effectivement** que le **réaménagement** des **bâtiments existants** dans leur volume sans changement de destination.

Représentant environ 45 % du territoire, les zones N permettent de prendre en considération les exigences liées à la préservation des milieux naturels et à leurs fonctionnalités écologiques, ainsi que la connaissance des risques naturels prévisibles (inondations potentielles du Dolon, ruissellements, ravinements,...). Ces exigences ont conduit au classement en zone naturelle protégée des principaux corridors biologiques inventoriés sur la commune et les zones humides associées (vallon de Chez Labbé, vallon de l'Hôpital, les combes bocagères implantées au Nord du bourg), ainsi que les étendues boisées (cf. chapitre suivant).

La prise en compte des spécificités locales a également conduit dans les secteurs de Macabiou, de Chez Labbé et de Saint-Marcel à la délimitation de petites zones naturelles constructibles à capacité limitée (zone Nd) visant à permettre le changement de destination des bâtiments existants sous réserve de préserver le patrimoine architectural et de ne pas impacter l'environnement.

Au travers de son plan de zonage et de son règlement, le PLU permet également de maintenir et de conforter les sièges des entreprises artisanales présentes sur la commune. Ainsi, plusieurs secteurs Ni ont été délimités respectivement dans les secteurs de Macabiou, des Brosses et de Saint-Marcel. Au sein de ces zones, seules les constructions, les extensions et les installations liées à l'activité existante sont autorisées.

En ce qui concerne les zones agricoles, la vocation des sols traduite en terme de zonage au Plan Local d'Urbanisme participe concrètement à la préservation du caractère traditionnel de l'occupation des sols et sa mise en valeur en inscrivant près de 50,7 % de la superficie du territoire communal en zone à vocation agricole. Ces secteurs agricoles se répartissent entre :

- les zones A (41,9 % du territoire) pour les installations strictement liées et nécessaires à l'activité agricole. Ces secteurs assurent ainsi la préservation des terrains agricoles tout en permettant le développement de projets agricoles. Ces zones A correspondent à des espaces rattachés à des sièges d'exploitation existants ou à des terrains exploités moins sensibles présentant un potentiel d'accueil de nouvelles installations.
- les zones An (environ 8,4 %) correspondant à des secteurs agricoles d'intérêt paysager localisés à proximité du bourg et du château, sur les versants les plus exposés aux perceptions et le long de la RD 51. Ces délimitations concernent notamment les lieudits les Cordes, les Lardières, la Garenne, Lallemane et les Créés.
- les zones Ac (0,4 % du territoire communal) pour les installations strictement liées et nécessaires aux exploitations agricoles déjà implantées dans ces secteurs, sous réserve de prendre en considération les prescriptions afférentes au périmètre de protection des monuments historiques, visant à une bonne insertion paysagère. Elles concernent deux secteurs attenants à des exploitations agricoles localisées à l'Ouest et l'Est du château de Bresson (espace sensible et zone tampon vis-à-vis du château).

La prise en considération du périmètre de protection rapproché du captage du Mourelet a entraîné le classement de 10 hectares de zone à vocation agricole en zone naturelle de protection de captage (zone Np). Il est toutefois à noter que ce classement n'entrave pas l'exploitation agricole de ces terrains sous réserve de respecter les préconisations énoncées dans le rapport hydrogéologique.

Ainsi, l'incidence du PLU sur les espaces agro-naturels (zones A et N) de Moissieu-sur-Dolon est faible puisque la totalité des zones urbaines (zones U) et à urbaniser (zones AU) ne représente que 4,1 % de la superficie totale du territoire communal, ce qui assure le maintien d'un cadre paysager de qualité. Cette proportion s'élève à 5,9 % si l'on intègre également les zones naturelles visant à réglementer le bâti existant (zones Na, Nd, Ne, Ni et Nh).

#### 4.2.2. Préservation des espaces naturels remarquables

L'élaboration du Plan Local d'urbanisme a permis de prendre en **considération** la **délimitation** de la nouvelle Zone Naturelle **d'Intérêt Ecologique** Faunistique et **Floristique** (ZNIEFF) de **type I** intitulée "Boisements du Château de **Luzy**" (**localisée** autour du **château** de Bresson) par la **mise en place** d'un zonage **spécifique** : la zone naturelle **d'intérêt scientifique** (zone Ns).

En outre, ce document participe **concrètement** à la **protection** et à la mise en valeur des milieux naturels (boisements, zones humides, ripisylves,...) et répond ainsi à **l'un** des objectifs de **développement** durable repris dans le PADD : la préservation de la **qualité** environnementale de la commune.

Conjointement, le plan local d'urbanisme **permet** de **préserver** les **différentes fonctionnalités** recensées sur le territoire de **Moissieu-sur-Dolon**. En **effet**, le classement en zones N, A et An **des versants** de la combe du Grand Rival assure la **pérennité** des **fonctionnalités** biologiques qui y **en** dépendent sur le **territoire** communal. Ces **dispositions** assurent notamment le maintien des **corridors biologiques existants** entre le plateau de **Bonneveaux** (bois de **Taravas**) et la **plaine** du **Dolon**, mais aussi la **libre circulation** de la grande faune présente sur ce territoire (pas d'effet de coupure supplémentaire **lié** à l'urbanisation).

La **préservation** des grandes **étendues** boisées du plateau (**forêt** de **Taravas**) est **assurée** par leur classement en zone naturelle et **forestière** (zone N). Outre, le respect des dispositions strictes **afférentes** à ce zonage N vis-à-vis de la vocation et de l'occupation des sols, on rappellera qu'au sein de ces boisements les opérations de **défrichement** sont soumises à des **procédures** strictes (application des articles L. 311-1 et suivants du code forestier) garantissant leur **préservation**.

Les **corridors** aquatiques s'exprimant le long du **Dolon**, du ruisseau du **Rillioud** et de leurs **affluents** sont également **préservés** au plan de zonage **par l'inscription** de ces terrains en zone à **vocation** agricole (zone A) et **en** zone naturelle et **forestière** (zone N). La fonctionnalité de **ces espaces** a également **été affirmée** par **l'inscription** des **ripisylves** en espace **boisé classé** (EBC).

En dehors **des ripisylves**, **l'intérêt** paysager de quelques **boisements** (Grandes **Bruyères**, **l'Hôpital**, les **Brosses**, Chez **Lallemane**) a également **été souligné** par leur **classement** en espace boisé **classé**. En effet, outre, leur **rôle vis-à-vis** de la prévention des risques, **ces boisements** présentent un intérêt paysager **indéniable** au sein du territoire.

La **préservation** des zones humides remarquables s'est notamment traduite par la **l'inscription** en zone N des trois étangs des Cordes.

Au lieu-dit Chez Villard, ce zonage permet également le maintien de la **coulée** verte existant entre les secteurs bâtis (zone Uc) et la **préservation** des zones humides associées à ce fossé. Les zones mitoyennes (zones **A**, An et N) **permettront** de maintenir une connexion fonctionnelle entre ces milieux naturels et d'assurer le maintien du corridor s'établissant entre le bois de **Taravas** et la plaine du **Dolon**. **Enfin**, au lieu-dit Saint-Marcel, la délimitation d'une zone N traduit localement la **volonté** de **préserver** la zone humide **recensée** lors du diagnostic **préliminaire**.

Dans les secteurs de taille et de capacité **limitées**, le classement en zone Nh **permet** la gestion du **bâti** existant sans qu'il ne soit porté atteinte à la sauvegarde des sites, des **milieux** naturels et du paysage ; ce zonage Nh n'autorisant que **l'extension** limitée des bâtiments existants. Ceci est le cas de l'ensemble **bâti** de Rouilloud implanté au Sud-Est du centre bourg.

Ainsi, les orientations du PLU **n'entraîneront** pas de **développement** linéaire ou épars de l'urbanisation sur le territoire communal et permettront de **préserver** les **différentes fonctionnalités** recensées sur ce dernier.

### 4.2.3. Préservation et mise en valeur du paysage

L'**orientation** et l'**exposition** des versants Sud de la commune **vis-à-vis** des **perceptions** lointaines leur confèrent une **sensibilité paysagère particulière**, notamment aux abords du centre village et du **château** de Bresson. Ces secteurs identifiés dans le cadre du **diagnostic** ont fait l'**objet** de **classements spécifiques** au plan de zonage du PLU afin de les **préserver** et de les valoriser.

Ainsi, plusieurs zones **agricoles** à enjeux paysagers (An) ont été inscrites à ce document à **proximité** du **centre-bourg**. **Ceci** est notamment le cas des versants **agro-naturels localisés** aux **lieux-dits** Les **Crées** (au Nord du bourg) et **Lallemane** (à l'Est du bourg).

L'élaboration du PLU a **constitué** une **opportunité** pour proposer une nouvelle délimitation de **périmètre de protection** du monument h i i u e , de **manière à intégrer** aux mieux les particularités locales. En **cas** d'approbation, cette délimitation **se** substituera au **périmètre** de protection du château de Bresson (monument h i i q u e ). Aussi, les espaces agricoles couverts par ce **nouveau périmètre** ont été **également classés** en zone An. Ce classement vise à conserver un cadre paysager de **qualité** à cet **édifice**, ainsi que les dégagements visuels **intéressants** existants sur ce dernier, notamment pour les usagers de la RD 51.

L'**intérêt** paysager des espaces agricoles de la plaine, **très** perceptible depuis les hauteurs de **Moissieu-sur-Dolon**, a également **été** souligné en raison de la forte perception de ces terrains. Ainsi, aucun des secteurs d'urbanisation future ne s'inscrit au Sud de la RD 51 au sein de la plaine du **Dolon**.

Les nouvelles zones à urbaniser feront l'objet d'une étude préalable à leur **aménagement** de manière à établir **les** dispositions urbanistiques, **architecturales** et **paysagères** permettant d'assurer une intégration **optimale** de ces **opérations** aux sites concernés.

Au contact des espaces ouverts, les fronts **bâties** se **détacheront** de l'**espace** rural faute d'un **trait** i e n t approprié notamment des abords de **constructions** et en particulier du **trait** i e n t des limites **séparatives**. Aussi afin d'atténuer cet impact, **il** conviendra que chaque extension soit **traitée** de **manière qualitative** en **utilisant** les composantes initiales du paysage, et les **éléments** marquants de la trame végétale en place (bosquets, plantations, haies,...).

### 4.2.4. Assainissement et protection des eaux de captage

L'**élaboration** du PLU s'est notamment appuyée sur le plan de zonage d'assainissement collectif et non collectif mis en place sur la **commune** de **Moissieu-sur-Dolon** **parallèlement** à cette **procédure** par le Syndicat **Intercommunal** des Eaux **Dolon-Varèze**.

Le respect des **préconisations établies** permettra d'**assurer** une **meilleure** protection des milieux **récepteurs** telle que la **rivière** de **Dolon** et la nappe de "**Bièvre-Valloire**" (respect des objectifs de gestion patrimoniale de cet **aquifère préconisés** dans le **S.D.A.G.E**).

Au sein des zones urbaines, toute **construction** devra **être raccordée** au **réseau** public d'assainissement conformément à l'**article** L.1331-1 du code de la **santé** publique, notamment les secteurs d'urbanisation future **AUb** et **AU**.

Seule l'urbanisation des secteurs Uc (Chez **Millat** et de la Garenne) envisagée au PLU sera **réalisable** en l'attente du raccordement au réseau collectif d'assainissement. En effet, ces deux hameaux bien que s'inscrivant au sein du **périmètre** de protection éloigné du captage d'alimentation en eau potable de Mourelet sont maintenus en assainissement autonome. La protection de ce dernier est affirmée par l'inscription du **périmètre** de protection rapproché en zonage spécifique (zone Np). Ces **périmètres** de protection figurent en servitude d'utilité publique et imposent certaines dispositions et **préconisations** à

respecter vis-à-vis des habitations et des pratiques agricoles afin d'assurer la préservation de la ressource en eau sur le long terme. Ces di i i n s sont incluses dans le présent PLU (cf. rapport hydrogéologique - en annexe). Rappelons que le confortement de ces hameaux reste peu significatif par rapport aux maisons existantes, dont certaines construites très récemment.

A l'échelle du territoire communal, en l'absence d'un réseau d'assainissement collectif, les équipements existants devront se conformer à la législation en vigueur et aux dispositions édictées au plan de zonage d'assainissement.

#### 4.2.5. Desserte des zones à urbaniser et sécurité

Un des objectifs de l'élaboration du P.L.U. est de permettre le développement progressif de l'urbanisation de façon harmonieuse vis-à-vis du centre village.

La prise en compte de la gestion des déplacements et de la sécurité a constitué un préalable pour la commune dans la conception de son projet de PLU réaffirmée au travers de son PADD.

Ainsi, les secteurs d'extension de l'urbanisation de Moissieu-sur-Dolon (zones Aub et AUx) ont été positionnés en continuité du bâti existant de façon cohérente au regard des voies communales et de l'accessibilité au centre village.

Toutes les dispositions permettant d'assurer la desserte des zones à urbaniser ont été inscrites au PLU sous forme de principes d'accès et de principes de voiries. Ces principes permettent notamment de traduire sur le document d'urbanisme les partis d'aménagement envisagés dans le cadre des projets urbains projetés sur les secteurs de Chez Martin et des Aubergeries.

Implantée le long de la voirie communale n° 3, ces zones disposent également d'une bonne accessibilité depuis la RD 51.

Enfin, deux emplacements réservés (n°7 et n°8) ont été implantés au droit des zones d'habitat de Chez Labbé et de Chez Villard afin d'aménager une placette de retournement.

#### 4.2.6. Déplacements doux et loisirs

Les besoins en déplacements doux (piétons et cycles) ont fait partie intégrante des réflexions conduites dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme. En effet, les orientations du PLU visent à prendre en considération les atouts paysagers de la commune afin d'accompagner toute initiative destinée à faciliter la découverte du territoire de Moissieu-sur-Dolon et de valoriser les échappées visuelles avantageuses en direction de la plaine de Bièvre-Valloire, du plateau de Chambaran et de la chaîne des Alpes.

Outre la prise en compte des liaisons douces recensées dans le cadre du diagnostic préalable à l'élaboration de ce document (PDIPR et itinéraires cyclables), la commune a conduit un certain nombre de réflexions afin d'anticiper les besoins en déplacements et les équipements à venir.

Ainsi, un emplacement réservé (ER n°3) a été inscrit pour l'extension des équipements notamment sportif et culturel au droit du centre bourg. Plus au Sud-Ouest, un zonage Ut autorise sous réserve de préservation du patrimoine architectural et naturel, des constructions ou installations liées au développement touristique (domaine).

Afin de favoriser la promotion des modes doux, des réflexions ont accompagné l'ouverture à l'urbanisation des secteurs Chez Martin et les Aubergeries (Aub et AU), localisés en périphérie Est du centre-bourg. en intégrant des principes de liaisons piétonnes sur le document d'urbanisme.

## 4.2.7. Prévention et réduction des nuisances

### 4.2.7.1. Prise en compte des risques naturels

La prévention des risques sur le territoire de Moissieu-sur-Dolon s'appuie sur la connaissance de ces phénomènes établie à partir des arrêtés de catastrophe naturelle, des études hydrauliques réalisées sur le territoire communal et de la carte des risques potentiels d'inondation du Dolon, complétées par les renseignements fournis par la commune.

Le PLU contribue ainsi à la prévention du risque d'inondation du Dolon en classant en zone naturelle et forestière N les secteurs affectés par ces aléas. Des prescriptions spécifiques sont de plus jointes en annexes avec les cartes identifiant les phénomènes.

La maîtrise des risques de ravinement, de ruissellement et de glissement de terrains s'accompagne systématiquement d'un classement des secteurs les plus sensibles, identifiés lors du diagnostic (versant des coteaux), en zone naturelle et forestière (N). De plus, aucune zone d'extension de l'urbanisation ne s'inscrit sur les secteurs amont des versants, n'induisant pas d'augmentation de l'imperméabilisation des bassins versants.

Concernant l'habitat diffus déjà établi, leur maintien en zone N au sein des versants permet de prendre en considération la présence de ces bâtiments tout en imposant un règlement visant à ne pas accroître les surfaces imperméabilisées (limitation des apports de ruissellement) ; ce zonage N n'autorisant effectivement que le réaménagement des bâtiments existants dans leur volume.

Une attention particulière est portée vis-à-vis du risque de ruissellement et de ravinement concernant le secteur pressenti pour l'extension du centre village (zone AU). En effet, l'emplacement réservé mitoyen (ER n°4), destiné à la création d'espaces verts, intègre l'aménagement de dispositifs de rétention conformément aux préconisations issues de l'étude hydraulique réalisée spécifiquement par le cabinet NICOT en juillet 2006.

De manière similaire, la gestion des eaux pluviales dans le secteur de la zone urbaine Ub localisée au Sud-Est du bourg est assurée par l'inscription d'un emplacement réservé (ER n°6) pour la création d'un ouvrage hydraulique de rétention.

En outre, afin de préserver leur rôle, les quelques boisements implantés dans les secteurs soumis à des risques d'érosion, de ravinement ou de glissements de terrain ont été systématiquement inscrits en Espaces Boisés Classés.

### 4.2.7.2. Prise en compte du risque incendie

Les réflexions engagées dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme de Moissieu-sur-Dolon se sont accompagnées de la prise en compte des exigences requises pour assurer la défense incendie des biens et des personnes sur le territoire de la commune.

### 4.2.7.3. Les nuisances sonores

En application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, du décret du 9 janvier 1995, de l'arrêté du 30 mai 1996 et de la circulaire du 25 juillet 1996, les secteurs affectés par le bruit de la Ligne à Grande Vitesse Paris / Sud-Est (classée comme une infrastructure bruyante de catégorie 1) ont été reportés sur le document graphique du PLU.

Ces secteurs de nuisances sonores s'étendent très localement sur des zones bâties existantes :

- la zone Ub (zone à vocation d'habitat) dans le secteur "les Lardières" Est,
- les zones Nd localisées dans le secteur "les Brosses" Est,
- la zone Nh qui recouvre les habitations existantes au lieu-dit "Rouilloud".

Ce classement impose des dispositions spécifiques vis-à-vis de l'isolement des bâtiments d'habitation dans ces secteurs affectés par le bruit en vue d'assurer la protection des occupants des constructions qui s'y implanteront.

En revanche, il est à noter que les zones d'urbanisation Mure (zones AUb et AU), localisées en périphérie Est du centre bourg, se tiennent à l'écart de ces délimitations. Ceci est donc favorable vis-à-vis de la qualité de vie des habitants amenés à s'installer sur les futurs secteurs constructibles de la commune.

#### 4.2.7.4. Compatibilité avec les autres documents

La prévention des risques naturels prévisibles, la protection et la préservation des zones humides recensées par leur classement en zone N, ainsi que la lutte contre les phénomènes de pollution (zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales), pris en compte dans le cadre du présent plan local d'urbanisme sur la commune de Moissieu-sur-Dolon constituent autant de dispositions répondant aux prescriptions édictées par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée Corse (R.M.C.) et aux futures orientations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) "Bièvre-Liers-Valloire".

Le PLU est compatible avec les orientations du Schéma Directeur de la Région Grenobloise valant SCOT approuvé le 12 juillet 2000 et étendue de plein droit à certaines communes de la Bièvre (4 cantons). L'extension sur l'ensemble du Pays de Bièvre-Valloire, dont la commune de Moissieu fait partie, a été définie le 19 novembre 2003. La procédure de modification pour cette extension est en cours de finalisation en 2007.



Les grands enjeux de développement définis pour la **Bièvre** sont :

- préserver l'agriculture et la qualité des espaces naturels en maîtrisant le développement urbain à l'intérieur de limites claires,
- conforter les **pôles** urbains en renforçant l'offre d'équipements et de services,
- **améliorer** la diversité de l'habitat dans un objectif de mixité sociale,
- valoriser le tourisme de **proximité** en s'appuyant sur le patrimoine naturel et urbain.

Le Projet de PLU a **été établi** en **cohérence** avec ces enjeux. En effet, les **secteurs** de **confortement** du village et des hameaux **existants, correspondent** à ceux **délimités** dans le SCOT (**dossier d'enquête** publique) et la poursuite de l'urbanisation est **envisagée** dans **l'optique** :

- de **confortement** du parc de logements **locatifs** et **sociaux** pour garantir la **mixité** sociale,
- de **maîtrise** de **l'étalement** urbain par la **densification** du tissu existant, notamment dans le village,
- développement des équipements publics.

Les espaces agricoles ainsi que les espaces naturels sont préservés de toute urbanisation.

#### 4.2.8. Conclusions

Les **volontés affirmées** dans le projet de PLU et dans le PADD de **Moissieu-sur-Dolon** prennent en compte les recommandations et les **préconisations** de **l'étude** environnementale et **répondent** favorablement aux objectifs de **développement** durable, à savoir :

- une utilisation **économique** de **l'espace** par une densification des zones constructibles autour du bourg et des principaux hameaux **existants** (Chez **Meynier**, Chez Martin Nord et Sud) et **l'arrêt** de la **dispersion** de **l'habitat** au sein du territoire communal.
- **la préservation** de la **qualité** environnementale de la commune en maintenant une **très** large part du territoire communal en **zones agricoles** et naturelles, en préservant les **espaces** naturels **recensés** sur la commune et leurs **fonctionnalités** (maintien des corridors, des continuums, et de coupures vertes entre les hameaux), **tel** que Chez Villard, tout en intégrant les aspects paysagers (**préservation** des abords du **château** de Bresson et de la plaine agricole du Dolon).
- **la prévention** des **risques** naturels **prévisibles** en respectant les préconisations issues de la carte d'inondation du **Dolon, vis-à-vis** des secteurs **constructibles**, en **classant** en zone N **les** secteurs soumis à des risques naturels (**préservation** des secteurs **situés** en amont de **l'urbanisation**) et en **inscrivant** au document **d'urbanisme** les équipements publics **nécessaires** à une meilleure gestion des eaux (mise en place d'emplacements réservés pour des aménagements hydrauliques).
- **la réduction des nuisances sonores et atmosphériques** en maintenant les secteurs constructibles à distance de la Ligne à Grande Vitesse Paris / Sud-Est et à l'écart de la RD 51.
- **la maîtrise** des **déplacements** en assurant le développement de l'urbanisation et la mise en place des **équipements** publics à proximité du bourg de **Moissieu-sur-Dolon**, et en **favorisant** **les** liaisons douces sur le **territoire** communal (principes de liaisons **piétonnes** intégrés aux réflexions de desserte des extensions urbaines du centre village).

Le projet, tel qu'il est défini, **permettra** par **conséquent** à **Moissieu-sur-Dolon** de concilier le développement et la préservation de ses atouts tout en respectant **les équilibres** entre les enjeux sociaux, **économiques**, environnementaux et paysagers de la **commune**.